

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE - N° 303

Travail effectué
à l'Ecole du Service de Santé Militaire, de Lyon

DE L'EXERCICE
DE LA
PHARMACIE VÉTÉRINAIRE

*De la nécessité d'une modification
de la législation actuellement en désaccord
avec la loi du 17 juin 1938
sur l'Exercice de la Médecine Vétérinaire.*

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

SECTION DE PHARMACIE

présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de Médecine et de Pharmacie

Le 25 Avril 1940

PAR

Ernest GÉRARDIN

Pharmacien

Lauréat de la Faculté de Nancy

Né le 17 Janvier 1892, à Varennes-en-Argonne (Meuse)

MACON

IMPRIMERIE GÉNÉRALE X. PERROUX ET FILS

1940

DE L'EXERCICE
DE LA
PHARMACIE VÉTÉRINAIRE

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE - N°

Travail effectué
à l'Ecole du Service de Santé Militaire, de Lyon

DE L'EXERCICE
DE LA
PHARMACIE VÉTÉRINAIRE

*De la nécessité d'une modification
de la législation actuellement en désaccord
avec la loi du 17 juin 1938
sur l'Exercice de la Médecine Vétérinaire.*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
SECTION DE PHARMACIE
présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de Médecine et de Pharmacie
Le 25 Avril 1940

PAR
Ernest GÉRARDIN
Pharmacien
Lauréat de la Faculté de Nancy
Né le 17 Janvier 1892, à Varennes-en-Argonne (Meuse)

MACON
IMPRIMERIE GÉNÉRALE X. PERROUX ET FILS
1940

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ.
Doyen	M. J. LEPINE.
Assesseur	M. A. MOREL.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. LANNOIS, HUGOUNENQ, PIC, CONDAMIN, PAVIOT,
NICOLAS, VILLARD, NOVE-JOSSERAND, TIXIER, COLLET, GAYET, CLUZET

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. FROMENT.
Cliniques chirurgicales	SAVY.
Clinique obstétricale et Accouchements.....	PATEL.
Clinique ophtalmologique	BERARD.
Clinique dermatologique et syphiligraphique.....	VORON.
Clinique neurologique et psychiatrique.....	BONNET.
Clinique médicale infantile	FAVRE.
Clinique gynécologique	LEPINE (J.).
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	MOURIQUAND.
Clinique urologique	COTTE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	REBATTU.
Clinique et prophylaxie de la tuberculose.....	CIBERT.
Clinique des maladies infectieuses.....	TAVERNIER.
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie.....	COURMONT.
Chimie biologique et médicale.....	J. CHALIER.
Chimie organique et Toxicologie.....	PONTHUS.
Matière médicale et Botanique.....	FLORENCE.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.....	MOREL.
Anatomie	MANCEAU.
Histologie	GUIART.
Physiologie	LATARJET.
Pathologie interne	POLICARD.
Pathologie générale et thérapeutique	HERMANN.
Anatomie pathologique	CORDIER.
Chirurgie opératoire	CADE.
Médecine expérimentale et comparée et Bactériologie.....	J.-F. MARTIN.
Médecine légale	SANTY.
Hygiène	ARLOING (F.).
Pharmacie et Pharmacologie.....	MAZEL.
Hydrologie thérapeutique et Climatologie.....	ROCHAIX.
	LEULIER.
	PIERY.



PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours d'Anatomie médico-chirurgicale.....	MM. THEVENOT (L.).
Chargé d'un cours d'Embryologie.....	NOEL.

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
GABRIELLE.	P. RAVAULT.	CLAVEL.	FROMENT (R.).
CHAMBON.	PIGEAUD.	LEVRAT.	MARTIN (P.-E.).
REVOL.	CROIZAT.	BANSSILLON.	MOUNIER-KUHN.
ENSELME.	DELORE.	MALLET-GUY.	BROUSSY.
SEDALLIAN.	JOSSERAND.	ROMAN.	PIFFAULT.
CREYSSEL.	MORIN.	PEYCELON.	
DE ROUGEMONT.	BERTRAND.	JOURDAN.	

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. P. MANCEAU, président; A. MOREL, professeur; M. CHAMBON, agrégé, assesseurs.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PERE, DE MA SŒUR
ET DE DEUX DE MES FRÈRES
DONT L'UN EST MORT POUR LA FRANCE

A LA MÉMOIRE DE MON MAÎTRE DE STAGE ET BIENFAITEUR
LE PHARMACIEN EMILE BARBIER

A MA MÈRE

A MA FEMME

A MES DEUX FRÈRES VIVANTS
A MON BEAU-FRÈRE, A MES BELLES-SŒURS ET A LEURS FAMILLES

A MES BEAUX-PARENTS

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS

A MES ANCIENS CAMARADES D'ÉTUDES

A MES CAMARADES DE 1914-1918

A CEUX DE 1939... ?...

A MONSIEUR LE MÉDECIN-GÉNÉRAL POLICARD

PROFESSEUR D'HISTOLOGIE

DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE DE LYON

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*En le priant de vouloir bien agréer
l'hommage de notre profond
respect.*

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PHARMACIEN-COLONEL P. MANCEAU

PROFESSEUR DE MATIÈRE MÉDICALE ET BOTANIQUE

PROFESSEUR AGRÉGÉ DU VAL-DE-GRACE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Qui voudra bien accepter l'hom-
mage de notre respectueuse gra-
titude. C'est à son accueil parti-
culièrement cordial, à ses con-
seils pleins de sagacité, à ses
bienveillants encouragements que
nous devons de présenter cette
thèse qu'il nous a fait le grand
honneur de signer.*

A NOS JUGES

MONSIEUR LE PROFESSEUR A. MOREL

PROFESSEUR DE CHIMIE ORGANIQUE ET DE TOXICOLOGIE

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Qui nous a reçu avec beaucoup
d'aménité et qui a droit, comme
Président des Pharmaciens de
Réserve de la 14^e Région et
comme Juge, à l'hommage de
reconnaissance que nous le
prions de vouloir bien agréer.*

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CHAMBON

PHARMACIEN-CHEF DE L'HOPITAL DE GRANGE-BLANCHE

*Dont nous avons éprouvé l'extrême
obligeance et la parfaite amabi-
lité, notamment à l'Association
des Pharmaciens de Réserve de
la 14^e Région. Nous lui deman-
dons de croire à notre amical
remerciement.*

A NOS ANCIENS MAITRES
DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE NANCY

*En tardif témoignage de notre
admiration et de notre gratitude
pour leur enseignement.*

A MONSIEUR LE PHARMACIEN CH. LAVIRE
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION GÉNÉRALE
DES SYNDICATS PHARMACEUTIQUES DE FRANCE ET DES COLONIES
PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

En témoignage d'amitié et de reconnaissance pour la mise au service de la cause professionnelle d'un remarquable talent.

AVANT-PROPOS

En juillet 1914, le concours de fin d'études, auquel — nouveau régime et nanti seulement de douze inscriptions — on nous avait permis de nous présenter, nous avait été favorable. Par suite, le regretté Professeur FAVREL, de Nancy, avait bien voulu nous admettre au titre de préparateur à son Laboratoire de Chimie organique. Nous pensions pouvoir, comme M. le Doyen BRUNTZ, l'actuel Recteur de l'Université de Nancy nous y avait autorisé, y trouver les moyens de préparer un travail de laboratoire en vue du doctorat...

La guerre de 1914 a bouleversé nos prévisions et nos espérances, le *primum vivere* nous ayant obligé à songer à la pharmacie pratique sans plus attendre, les quatre années de guerre terminées.

Et voici que la guerre nous rappelle dans un laboratoire (militaire cette fois), celui de M. le Pharmacien Colonel MANCEAU, et nous permet, grâce à l'extrême obligeance de ce dernier, d'affronter le Jury du doctorat.

Ce n'est plus, hélas ! au laboratoire — et nous le regrettons vivement pour M. le Professeur MANCEAU — que nous avons voulu, aujourd'hui, demander les éléments de notre thèse, — trop de longues années nous en ont tenu éloigné, — c'est en praticien ayant à délivrer fréquemment des médicaments vétérinaires que nous avons raisonné. Jour par jour nous avons pu nous rendre compte que la Pharmacie vétérinaire ne pouvait actuellement, d'aucune façon, s'exercer normalement. Le développement de la science vétérinaire subissant les conséquences inéluctables de cet état de fait, nous croyons pouvoir prétendre

qu'il s'agit là d'une question d'ordre *national* et même, étant donné l'irradiation de la législation française, d'ordre *mondial*.

Ajoutons que nous devons à nos fonctions syndicales d'avoir, depuis longtemps, examiné les remèdes à apporter à une situation qui nous touche moralement autant que les vétérinaires, et que c'est la somme de nos observations et de nos discussions qui constitue le fond de notre travail.

INTRODUCTION

Ce n'est pas sans une certaine hésitation que nous avons abordé un sujet qui nous paraissait assez délicat. Nous n'avons aucune animosité personnelle contre les vétérinaires, que nous sommes loin de traiter avec le mépris des anciens Grecs ou même des Iraniens contemporains.

Vétérinaires et pharmaciens font des études sensiblement analogues avec, à la base, le même baccalauréat comme pierre de touche. Et nous savons trop que l'art vétérinaire, en se développant, exige de plus en plus de perspicacité, de science et de conscience professionnelle.

Mais, ce que nous reconnaissons au vétérinaire, nous demandons que, loyalement, on veuille bien l'accorder au pharmacien.

Ainsi, bien loin d'opposer ces deux professions sœurs, nous voulons les voir *collaborer* utilement au progrès.

C'est, à notre sens, dans un champ réduit, mais important, la solution du grand problème social, solution conditionnée — nous l'avons déjà déclaré dans une occasion différente (1) — par la collaboration intelligente des classes.

Il s'agit, dans le cas envisagé, d'une différenciation plus nette des attributions, d'une étude assez approfondie des droits et des devoirs relevant des deux professions, étude nécessaire à l'heure actuelle dans l'intérêt général : vétérinaires et pharmaciens devant en tirer un bénéfice moral indiscutable.

Pour étayer notre thèse, nous avons cru devoir consulter rapidement l'histoire et rechercher dans les différentes parties du

(1) Communication faite à l'Académie de Mâcon en mars 1939, au sujet des Etats Scandinaves et de la Russie Soviétique.

monde ce que l'expérience et la logique ont inspiré à la majorité des peuples au sujet de cette discrimination.

Nous nous sommes adressés, pour l'étranger, à nos différentes Ambassades et Légations dans la mesure où l'état de guerre nous a permis de le faire. Ces circonstances mêmes font que plusieurs réponses nous manquent. Néanmoins, nous en avons réuni un faisceau suffisamment probant et nous remercions vivement les représentants de la France qui ont bien voulu nous renseigner utilement. Que nos honorables correspondants veuillent bien trouver ici le tribut de notre gratitude !

Nous avons dû, également, nous inspirer des indications et des avis les plus autorisés. Citons parmi les auteurs des ouvrages les plus importants : E. LECLAINCHE, membre de l'Institut, pour *l'Histoire de la médecine vétérinaire*, et L. REUTTER DE ROSEMONT et M. BOUVET, en ce qui concerne *l'Histoire de la Pharmacie*.

Aux uns et aux autres, nous avons dû beaucoup emprunter... Estimeront-ils que la modeste pierre que nous avons essayé d'apporter à l'édifice, justifie suffisamment la contribution qui leur a été ainsi demandée ? C'est notre plus grand désir !

A tous ceux qui nous ont ainsi secondé, comme à ceux qui nous ont aidé de leurs conseils et de leur obligeance — et ici nous citerons plus spécialement M. le Commandant Vétérinaire LAGNEAU, de l'Ecole vétérinaire de Lyon, et notre ami LEPINE, le Secrétaire général de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France — nous adressons l'expression de notre bien vive reconnaissance.

Mais, c'est à notre Président de thèse, à M. le Professeur Colonel MANCEAU, que nous devons le plus. C'est lui qui nous a incité à mettre au point une question que nous avons été amené à examiner et à discuter dans les sphères syndicales. Sans doute, eut-il préféré nous voir évoluer dans l'atmosphère du laboratoire; mais, le sens élevé qu'il a de notre profession trop souvent décriée, lui a permis d'escompter, de notre travail, un gain pour la moralité professionnelle et pour l'avenir de la science vétérinaire. Devons-nous craindre d'avoir déçu son attente ?

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique de la pharmacie vétérinaire, ses relations avec la médecine vétérinaire. Etude comparative de l'évolution de la médecine et de la pharmacie humaines.

I. — CONSIDERATIONS GENERALES

Sans vouloir remonter à la déesse HYGIE, la compagne ou la fille d'ESCULAPE, ni au Dieu égyptien HORUS, fils d'ISIS, nous pouvons affirmer que la pharmacie, comme la médecine, a son origine dans les temps primitifs.

Livré à lui-même, l'homme a dû chasser le fauve pour se repaître de sa chair et pour se vêtir, sinon pour se défendre : les blessures et les maladies dont l'homme a eu à souffrir ont exigé des soins qu'instinctivement celui-ci a cherché à réaliser. La médecine et la pharmacie humaines sont liées à cette première lutte pour l'existence.

Mais, la chasse a très rapidement amené l'homme à domestiquer les animaux susceptibles de l'être : toutes les peuplades ont débuté par la vie pastorale, le chasseur étant devenu berger.

Il n'est besoin que de rappeler l'importance du cimetière de chevaux de *Solutré* (Saône-et-Loire) — le nombre de squelettes n'y est-il pas évalué à plus de cent mille ? — pour se rendre compte que l'homme des temps quaternaires s'appliquait déjà à capturer et à réunir certains animaux et, en particulier, des chevaux.

D'ailleurs, de curieuses gravures trouvées dans les grottes des Pyrénées (1) permettent de constater qu'à une époque très reculée, des chevaux se trouvaient déjà réunis dans des enclos — naturels, il est vrai.

Pourtant, il semble que le renne et le bœuf furent les premières victimes de l'homme, en ce qui touche la domestication. Pourquoi pas le bison et le cerf, plus faciles à maintenir en captivité ? HAHN prétend que les animaux dont les cornes en lyre rappellent le croissant de la lune sont prédestinés !... Quoi qu'il en soit, le renne, le bœuf des tourbières, le cheval, la chèvre, le mouton à cornes, le porc des marais, le chien (2), sont assez vite domptés par l'homme, qui les garde plus ou moins apprivoisés.

Les plus anciens vestiges des villages montrent que ceux-ci étaient entourés d'enclos et on découvre dans leurs ruines des restes de céréales, comme le millet et l'avoine, destinés aux animaux. Dans les cités lacustres, on trouve du fil, des cordages, des filets, des étoffes : les animaux domestiqués sont exploités pour leurs produits (3). C'est une nécessité vitale pour l'homme de défendre cette ressource précieuse contre la maladie ou les accidents. La médecine vétérinaire et la pharmacie vétérinaire datent, en fait, des premiers troupeaux.

Et c'est ainsi que l'art médical, l'art pharmaceutique et l'art vétérinaire sont à l'origine des temps les plus reculés.

L'histoire de la médecine, celle de la pharmacie et celle de l'art vétérinaire à travers les âges ont été parfaitement étudiées, et nous ne songeons pas à les reprendre.

Notre objet est beaucoup plus modeste et nous voudrions seulement faire quelques recherches historiques sur la *pharmacie vétérinaire* proprement dite, puisque c'est elle qui nous préoccupe particulièrement.

Nous aurons cependant à examiner à la fois la *médecine*, la *pharmacie* et l'*art vétérinaire* dans les différents pays depuis la

(1) NORBERT CASTERET. — Les gravures du rocher de la grotte de Labastide, *Illustration* du 17 septembre 1932, p. 73-76 (d'après E. LECLAINCHE, *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 10).

(2) HAHN. — « Die haustiere und ihre Beziehungen zur Wirtschaft des Menschen », Leipzig, 1896 (d'après E. LECLAINCHE, *Hist. Méd. Vétérin.*, p. 10).

(3) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 11.

plus haute antiquité — tellement ces professions sont connexes, principalement à l'origine et dans les temps anciens — mais, surtout, parce que nous voulons montrer comment la *médecine* et la *pharmacie* ont pu et ont dû se spécialiser et devenir, petit à petit, indépendantes.

Nous nous appuierons, en effet, sur ce précédent pour demander que *médecine vétérinaire* et *pharmacie vétérinaire* soient différenciées de même façon.

Il s'agit de sortir de l'état actuel d'anarchie dans lequel se trouve encore la *pharmacie vétérinaire* : il convient, à notre sens, de chercher à mettre au point, pour essayer de la faire codifier, *l'exercice de cette pharmacie vétérinaire*, la législation étant telle que celui-ci ne peut aujourd'hui s'effectuer de *façon régulière* ni par les pharmaciens, ni par les vétérinaires, en ce qui concerne les toxiques, tandis que, en dehors de ceux-ci — de façon bizarre et contradictoire — cet exercice est libre... beaucoup trop libre.

II. — DE L'ORIGINE A LA PERIODE MODERNE

Hindous, Mèdes et Perses.

L'histoire médico-pharmaceutico-vétérinaire de ces peuples est liée intimement à leurs convictions religieuses. En marge des invocations et des prières, on trouve déjà pourtant une thérapeutique d'une certaine importance.

Les prêtres *hindous* se différencient en *Vaydya* ou médecins et *Mégasthènes* ou préparateurs de médicaments. Trente-cinq classes de médicaments doivent servir à guérir trente-cinq maladies : sept cent quinze produits les plus divers constituent un arsenal assez imposant déjà. Les Mégasthènes savent soumettre les céréales à la fermentation alcoolique et à la distillation pour préparer des liqueurs : infusions, macérations, décoctions, électuaires, collyres, inhalations, élixirs de longue vie, boissons aphrodisiaques, sont décrits dans le *Susruta* ou dans le *Rig-Weda*, l'*Agur-Weda* traitant plus spécialement de la médecine, tandis que l'*Atharva-Weda* donne surtout des formules magiques d'exorcisme, des prières et incantations qui sont, remarquons-le, les mêmes pour les maladies de l'homme et les animaux. Notons

que les bovins y paraissent à l'honneur, puisqu'ils passent avant l'homme dans les supplications adressées à la divinité. L'homme n'y est-il pas, d'ailleurs, appelé le « dvidad paçu » (ou bétail à deux pieds), tandis que la vache est considérée comme la « mère des Dieux » ? (1).

Les poisons sont particulièrement étudiés et même surveillés, puisque l'inventeur d'un toxique ne peut faire connaître celui-ci que s'il en a trouvé le contre-poison.

On divise ces poisons en deux grandes classes : origine végétale et origine animale, et en seize catégories : poisons de la respiration, de la bouche, du derrière, etc. (2), et c'est assez dire l'importance qui leur est attribuée.

Il existe des pharmacies officielles dans des maisons bien construites, sises à l'abri du vent, de la fumée, de l'humidité et de la pluie (Susruta II, 96, 89) (2), mais les grands peuvent disposer de pharmacies personnelles installées par les médecins hindous.

En *Perse*, un ouvrage que la légende fait remonter à ZARATHRUSTA (7.000 ans avant Jésus-Christ, d'après PLATON), l'*Avesta* — écrit sur des peaux de vaches — traite, dans le recueil qui nous est parvenu, le « Vendidad » des maladies de l'homme et des animaux. Ainsi se marque déjà, en Perse, comme aux Indes, l'analogie entre médecine humaine et vétérinaire.

ORMUSZ, tout en croyant à la vertu des plantes, recommande à ZARATHRUSTA d'éviter le « *médecin au couteau* », en même temps que le « *médecin des herbes* » : il préfère le recours à la parole sacrée...

Les honoraires des médecins auxquels il est accordé si peu de confiance sont d'ailleurs fixés assez curieusement :

« Le prêtre ne doit que sa bénédiction; le chef d'un village, un petit bœuf; le chef d'une ville, un gros bœuf; le chef d'une province, un char avec ses chevaux ».

Il est intéressant pour nous de savoir que soixante espèces végétales sont utilisées médicalement et que, parmi les produits

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 31.

(2) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, p. 51, t. I.

animaux : cerveau, os du crâne de l'homme, lait de femme, urine, petit-lait, lait de chèvre, excréments de mouton et de bœuf, plumes de caille, sangsues, contribuent à constituer la thérapeutique vétérinaire de ce temps (1).

Elamites.

Une mention spéciale doit être faite au sujet de ces peuples qui vivent et se déplacent entre les rives de l'*Indus*, la rive gauche du *Tigre* et la vallée de la *Kerkha*.

Les fouilles récentes faites sur les rives de l'*Indus* et sur les rives de la *Kerkha* dénotent, en effet, dans une période située entre le cinquième et le deuxième millénaires, une civilisation assez évoluée.

Cette civilisation est nettement marquée par les plans des villes et les installations des maisons : bains, frigidarium, caldarium avec chaudières en sous-sol et canalisations comme on en trouve chez les Romains, mais ce qui nous intéresse surtout, ce sont les cylindres d'argile couverts d'hiéroglyphes et les tablettes d'argile gravées au stylet qu'on a découverts dans les ruines de *Mohendjo-Daro* (Indus) et de *Suse* (Kerkha).

L'organisation politique et administrative que révèlent, en particulier, les tablettes de Suse est à signaler :

« Le service des offrandes au Dieu ENLIL constitue le rouage central de l'Administration. Ces offrandes se composent de bœufs, de vaches, de moutons, de chèvres, d'agneaux et aussi d'ânes, de chiens, de volailles, parfois d'antilopes, très rarement de taureaux sauvages... Le Temple agit comme une banque qui prête en nature les bœufs de labour et les bêtes de trait (2) ».

Du point de vue médical, à côté des pratiques magiques, le foie est considéré « comme le centre de l'organisme... La vie est entretenue par le sang, lui-même renouvelé par les aliments (3) ».

Un véritable Code civil : le *Corpus juris* du Roi HAMMOURABI, donne une étude juridique remarquable de la propriété et de la location des animaux domestiques.

(1) D'après E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 35.

(2) G. FOGÈRES. — *Les premières civilisations*, Paris, 1926, p. 98.

(3) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 14.

Les dispositions relatives à la médecine humaine et à la médecine vétérinaire y sont analogues.

Il est même très curieux de voir, à ce moment, la *responsabilité des vétérinaires* engagée pécuniairement.

« Article 224. — Si le médecin des bœufs et des ânes a traité d'une plaie grave un bœuf ou un âne et l'a guéri, le maître du bœuf ou de l'âne donnera 'au médecin, pour son salaire, un sixième (de sicle ?) d'argent.

« Art. 225. — S'il a traité un bœuf ou un âne d'une plaie grave et causé sa mort, il donnera le quart de son prix au maître du bœuf ou de l'âne (1) ».

Le pharmacien, dénommé *Pasisu*, pouvait appartenir indifféremment à l'un des deux sexes et préparait alors, avec divers remèdes dont les formules ont été retrouvées, les onguents et les fards.

Hébreux.

La thérapeutique, chez les Hébreux, consiste surtout à provoquer l'intervention de JÉHOVAH, quand ce n'est pas, tout au contraire, celle du diable !

Les Dix Fléaux frappant les Egyptiens s'abattent indifféremment sur les hommes et sur les animaux (on sait que les Egyptiens sont coupables de retenir en captivité le peuple d'Israël).

Le *Talmud* donne des indications sur les maladies des animaux et sur leur traitement, qui se fait surtout par des organes ou des produits animaux (estomacs, utérus de vaches, reins de moutons, graisse de cheval, pulpe d'escargots ou de serpents) (2).

Les pharmaciens d'alors sont surtout des esclaves femmes : SAMUEL menace, en effet, sa fille, de lui faire apprendre ce métier ainsi que celui de cuisinière et de boulangère (3).

Rappelons, des Hébreux, les prohibitions alimentaires aux origines controversées, mais qui s'accordent trop bien avec les notions d'hygiène plus spécialement indiquées par le climat pour que nous n'y voyions pas une certaine relation de cause à effet.

(1) D'après E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 18.

(2) D'après E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 26 et 27.

(3) SAMUEL, VIII, 13. D'après L. REUTTER DE ROSEMONT.

Egypte.

Ciaq mille ans avant l'ère chrétienne, le buffle, l'antilope, la gazelle, paraissent domestiqués. L'oie, le canard, la grue, le pigeon, forment la basse-cour. On engraisse même les oies de façon méthodique avec des boules de farine (1). Les troupeaux de chèvres, d'ânes et de moutons sont parqués dans des enclos. Les chameaux apparaissent.

En *Egypte*, les bovins sont, plus encore qu'aux *Indes*, à l'honneur : ISIS, la déesse vénérée, est représentée par une vache. OSIRIS, par un taureau. APIS et MNEVIS sont des taureaux sacrés.

Le cheval est beaucoup moins apprécié des Egyptiens; il paraît inconnu dès les premiers siècles, et ce n'est guère plus de deux mille ans avant le Christ qu'il figure sur les bas-reliefs des tombeaux, d'abord attelé à des chars légers, puis enfin monté; tandis que le bœuf y figure depuis l'époque des Pyramides, tantôt tirant la charrue, tantôt foulant le blé, tantôt encore transportant des blocs de pierre sur traîneaux ou des sarcophages au tombeau.

Les Dieux égyptiens sont des guérisseurs, le dieu HORUS est considéré comme le protecteur et le bienfaiteur de la pharmacie, qu'il a apprise de sa mère, la déesse ISIS.

A côté des prêtres médecins ou « pastophores », les pharmaciens « étaient d'une classe supérieure, dite des *Urmes*, c'est-à-dire préparateurs de médicaments » (voir EBER, Glossaire 57, d'après L. REUTTER DE ROSEMONT); «... prêtres qui enseignaient à leurs élèves (devant jurer de ne jamais boire de vin, ni aimer de femmes), l'art de parfaire les médicaments » (2).

Grâce aux Dieux, notre époque est moins exigeante !

Les « médecins des animaux » paraissent s'être spécialisés comme les « médecins des hommes ». L'interprétation, d'ailleurs discutée, d'une fresque de l'an 2000, laisse même croire à une spécialisation des médecins pour chaque espèce animale.

(1) C'est le gavage tel qu'il se pratique encore actuellement en Bresse et ailleurs.

(2) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *La Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 48.

Grèce.

Les Grecs recueillent les connaissances de l'*Elam*, de l'*Egypte*, de la *Perse* et des *Indes*.

La médecine y est honorée, APOLLON est le dieu curateur, il possède le pouvoir de guérir et de punir; ARTÉMISE, sa sœur, jouit d'ailleurs des mêmes privilèges vis-à-vis des femmes. ESCULAPE (1143 av. J.-C.) est déifié et nous avons déjà fait allusion au rôle imparti à la déesse HYGIE qui préside à la confection des prescriptions d'ESCUAPE; la déesse PANACÉE complète ce brillant état-major olympien.

Les prêtres médecins forment une société secrète; les *Asclépiades* qui pratiquent l'hypnose, la narcose et la magie. Ils sont heureusement combattus, à la fin de la guerre du Péloponèse (431 av. J.-C.) par les *scientifiques* ou « Périodeutes » qui soignent les malades en délivrant des médicaments préparés par leurs élèves ou esclaves : de leurs pharmacies, on a retrouvé des amphores et des boîtes qui figurent au musée d'Athènes.

On attribue à HIPPOCRATE (470-356 av. J.-C.) de nombreux livres qui fixent l'état des connaissances à cette époque : traitement des plaies, des fistules, des luxations des adolescents, des adultes, des vieillards; érysipèle, cancer, tétanos, épilepsie, névrose, affections mentales, phtisie... traitements s'inspirant du fameux principe : « *Primum non nocere* ».

Malheureusement, la dissection est interdite, on ignore l'anatomie et la physiologie.

Les traitements et les régimes prescrits sont assez rationnels et pertinents. Près de 236 plantes différentes ou drogues diverses sont décrites dans le *Corpus Hippocraticum* et la classification en est établie d'après les vertus physiologiques de chacune d'elles.

La médecine se compliquant, « les médecins surchargés de travail et ne pouvant, de ce fait, ordonner et faire leurs ordonnances, enseignèrent cet art à leurs *Famuli*. (XÉNOPHON, *Mémorabil* IV, 235) » (1). Nous voyons ici poindre la *nécessité de la*

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 57.

séparation des deux arts, médical et pharmaceutique. Nous y reviendrons au sujet de la Pharmacie vétérinaire.

« Ces *Famuli* possédaient le plus souvent des locaux spéciaux pour parfaire leurs préparations pharmaceutiques, puis des jardins de culture, afin de pouvoir eux-mêmes récolter les simples qui leur étaient nécessaires. Ces jardins, généralement situés sur des collines ensoleillées, mais bien irriguées, étaient surveillés avec soin et journallement, car les parties végétales étaient desséchées avec art. (Voir DÉMOCRITE, puis PLINÉ, XXXII, 25) ».

« Au dire d'HIPPOCRATE (SCHWUR), il existait des lois interdisant aux médecins de délivrer des poisons sans qu'ils en aient reconnu l'utilité urgente, ou qu'ils se soient assurés qu'ils ne pouvaient provoquer la mort; ainsi naquirent les *pharmacologues* qui étudièrent la valeur de tels ou tels simples réputés toxiques » (1).

HIPPOCRATE donne d'ailleurs des « renseignements sur l'*Iatrion* local dans lequel le médecin reçoit ses malades et prépare ses médicaments ». Cet *Iatrion* deviendra l'*Iatrium* latin (2).

La philosophie de PLATON et d'HIPPOCRATE en élevant l'homme au rang des Dieux, l'éloigne, de ce fait, des animaux qu'HIPPOCRATE traite avec mépris.

Nous voyons pourtant, en dépit de la théorie platonicienne, DÉMOCRITE d'ABDÈRE (470-402), XENOPHON (445-354), traiter de l'Hippologie et ARISTOTE (384-322), dans ses *Historia Animalium*, recueillir les écrits de son temps sur la médecine des animaux.

Quant à THÉOPHRASTE (370-287), il étudie spécialement la botanique et la zoologie (on le considère comme le père de ces deux sciences), tandis que DIOSCORIDE donne avec sa « *Materia Medica* » un traité qui fera autorité et qu'on consulte encore de nos jours.

Rome.

Les premières idées religieuses sont, comme celles de la plupart des autres peuples, à la base de l'art médico-pharmaceutique.

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, p. 57-59.

(2) M. BOUVET. — *Histoire de la Pharmacie en France*.

Les prêtres prétendent servir d'intermédiaire entre les Dieux et les humains. Mais, l'influence d'Athènes se fait rapidement sentir.

CATON LE CENSEUR (234-149), donne, dans « *De Re Rustica* », des formules d'incantation et des recettes pour soigner les maladies de l'homme et du bétail. VARRON (116-27), dans son livre « *Traité d'Agriculture* », consacre quelques chapitres à l'élevage et aux maladies du bétail.

CELSE, le « *Cicéron de la médecine* » (1), décrit l'évolution de la médecine depuis HIPPOCRATE.

Quant à VIRGILE (71-19), s'il parle des animaux, il ne le fait qu'accessoirement.

Le nom de COLUMELLE (40 apr. J.-C.), est célèbre du point de vue vétérinaire, car cet auteur traite, de façon très large, les maladies du bétail.

Tandis que VALGIUS RUFFUS (12 ans av. J.-C.), écrit « *De Herborum Virtutibus* », c'est tout une encyclopédie qu'on trouve dans « *Naturalis Historiæ libri 37* », de PLINIE L'ANCIEN (24-79).

Nous devons une mention spéciale à GALIEN (131-200), qui, avec PLINIE, jouera un rôle « non seulement dans la science de son époque, mais encore au Moyen Age » (1). Son esprit scientifique, ses dissections d'animaux, ses expériences de vivisection lui ont permis de léguer une œuvre d'importance à la postérité.

A Rome, les médecins, au service des personnages influents, dispensaient eux-mêmes leurs remèdes. On leur reprochait des gains trop élevés, des substitutions avantageuses pour eux, aux dépens de la fortune et de la vie de leurs patients. On prétendait qu'ils prescrivaient et délivraient trop d'irritants et qu'ils lançaient (déjà !) des spécialités sans valeur thérapeutique (2).

Nous touchons là le point délicat du cumul : médecin-pharmacien, et ceci doit nous guider en ce qui concerne le vétérinaire-pharmacien.

(1) *Revue d'Hist. de la Pharmacie*, 108, p. 196, déc. 1939 (d'après U. TERGO-LINA-GISLANZONI-BRASCO).

(2) D'après L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, tome I, p. 68.

Différents auteurs : DIOSCORIDE, MARTIAL, PLINE, en particulier, donnent force détails sur l'organisation et le contenu des pharmacies (*Seplasiarii*) d'alors. Les ruines de *Pompéi* permettent de se rendre compte de cette installation : enseigne avec les serpents entrelacés d'ESCUAPE, entourant une pomme de pin; spécialités recommandées et prix des différents articles inscrits sur les murs; comptoir central; rideaux de fermeture, etc., laboratoires, rien n'y manquait.

Toute la thérapeutique d'alors est passée en revue par les auteurs précités et il serait curieux pour nous de relever tous les remèdes d'origine, humaine ou animale surtout, employés à cette époque. Mais, comme il n'est pas question de médicaments vétérinaires, nous ne nous y arrêterons pas.

Par contre, il nous faut signaler « *L'Artis Veterinariæ sive digestorum mulomedicinæ libri* », de VÉGÈCE (450-510), qui réunit l'ensemble des connaissances des Grecs et des Romains sur les maladies du cheval, du bœuf, avec descriptions anatomiques et recettes thérapeutiques correspondantes.

VÉGÈCE est un précurseur, en ce qui nous concerne, puisqu'il s'efforce de montrer l'analogie des maladies de l'homme et des animaux, analogie qui implique, à notre sens, réglementation semblable de la pharmacie vétérinaire et de la pharmacie humaine.

Byzance.

L'Empire de Byzance nous permet de faire connaissance avec l'*Hippiatre-Apothicaire* : une étude de H.-J. SÉVILLA (1), sur l'art vétérinaire antique, nous donne des détails assez intéressants sur la boutique de celui-ci, sur les instruments par lui employés et sur les médicaments destinés à la thérapeutique de ce temps.

On broyait dans le *thuia* (mortier ordinaire), on pilonnait dans l'*holmos* (mortier forme cylindrique). Dans l'*igdé*, l'hippiatre triturait les feuilles et il coulait ses emplâtres dans

(1) *Recueil de Médecine Vétérinaire*, t. CXII, numéros 8, 9 et 10. « L'Art Vétérinaire Antique », Docteur-Vét. H.-J. SÉVILLA.

Pigdin. Il utilisait le crible ordinaire, le crible fin et le crible ophtalmique pour les collyres secs.

Macérations, clarifications à la chausse, fabrication de pilules (destinées à être divisées et émulsionnées dans du vin aromatique avec de la gomme adragante) étaient choses courantes chez l'*Hippiatre-Apothicaire*.

Quant aux médicaments, ils relevaient des trois règnes de la nature : on peut les classer (d'après KAUFMANN) en :

1° MEDICAMENTS AGISSANT SUR LA CAUSE MORBIDE : soufre, chaux vive, sandaraque, sulfure rouge naturel d'arsenic, absinthe, végétaux calcinés, gommés résines, térébenthines.

2° MEDICAMENTS A ACTION LOCALE OU TOPIQUES : farines d'orge ou de froment; miel attique, sucre de bambou ou de canne, lait de vache, de brebis, etc., racine de réglisse, gommés végétales, figues, jujubes, guimauve, mauve, bouillon-blanc, grande consoude, graine de lin, écume de limaçon, colle de tau-reau, blanc d'œuf, graisses animales, moëlle d'os, huiles végétales, cire et propolis, marbre broyé, poix, résine, bitume de Judée, oxydes et sels de cuivre et de fer, oxydes et sels de zinc, sels d'aluminium, oxydes et sels de plomb, sels d'arsenic et d'antimoine, acide tannique; vinaigre ordinaire, scillitique et alliacé, sel ammoniac, cantharides, ellébore, euphorbe, thapsia, iris, peut-être croton ou ricin.

3° MODIFICATEURS DES GRANDES FONCTIONS : coloquinte, concombre, aloès, scammonée, ellébore noir, euphorbe et hièble; végétaux amers et aromatiques, pavot, jusquiame, ciguë, mandragore, assa foetida, galbanum, gomme ammoniac; nitre, asperge, chiendent, pariétaire, scille, vipérine, dattes, figues et jujubes, soufre, térébenthines; rue, sabine, safran.

Régimes diététiques, saignées, purgatifs sont à la base de la thérapeutique; mais, ce qui est intéressant pour nous, ce sont les doses de médicaments qui sont prévues pour le cheval (n'oublions pas qu'il s'agit de l'hippiatre); sans retenir les doses de concombre sauvage, de coloquinte d'Egypte ou d'aloès données, nous arrivons à la dose de *jusquiame*, 27 gr. 288 (d'après CERBERLAUD, elle est comprise actuellement entre 15 gr. et 40 gr., c'est

donc à peu près normal) et à la dose d'*opium*, 13 gr. 5, alors que MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS — CERBELAUD également — donnent comme dose thérapeutique pour le cheval : de 6 gr. à 10 gr. (il est vrai que pour KAUFMANN, la dose évolue entre 5 gr. et 20 gr.).

Bon « regardeur de symptômes » et bon thérapeute, l'hippiatre était un artiste adaptant ses prescriptions à l'organisme malade. N'avait-il pas tout une gamme de topiques allant de la rubéfaction à la vésication ? Et n'utilisait-il pas la plupart des formes pharmaceutiques existant encore de nos jours ? Bains, lotions, vaporisations, fumigations, trochisques, pilules ou bols, huiles médicinales, vins et vinaigres médicinaux, clystères, collyres, embrocations et émulsions, cataplasmes (surtout, il est vrai, à la bouse de vache), emplâtres, onguents, pommades, que sais-je encore ?

Les *Hippiatrica* réunissent les textes des hippiatres byzantins : APSYRTE, HIPPOCRATE, PELAGONIUS, HIEROCLÈS, THÉOMNESTE et EUMÈLE sont les principaux auteurs de cette somme.

Byzance fait ainsi véritablement époque du point de vue de la Pharmacie vétérinaire. Mais, nous devons faire remarquer qu'il s'agit surtout là de l'hippiatre-apothicaire et que *Byzance*, comme la Grèce, s'intéresse principalement à la médecine du cheval, médecine calquée en partie sur la médecine humaine et d'après les données d'HIPPOCRATE. Non pas que l'on s'y désintéresse complètement du bétail, les Grecs et les Byzantins ont bien recueilli et nous ont transmis les règles sur l'hygiène et le traitement des bovins et des ruminants en particulier. Mais, la Grèce et Byzance ont un sol stérile et dénudé qui ne saurait convenir à des troupeaux importants, et il faut arriver à Rome, où « le bœuf, écrit VARRON, est le compagnon de l'homme des champs et le serviteur de Cérès. Tout ce qui est grand est comparé au bœuf » (1), pour voir se développer la médecine — très complexe d'ailleurs — du bétail.

Quoi qu'il en soit, la profession de vétérinaire est connue et répandue à Rome. Les vétérinaires accompagnent les légions. Ils

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 78.

portent différentes appellations : tantôt, c'est le « *mulomedicus* », tantôt le « vétérinaire » (*Re Res Medica* de CELSE), tantôt encore le « *medicus jumentarius* ». On employait également à Rome les termes de « *medicus pecorum* » ou de « *equarius medicus* ». Au treizième siècle, ALBERT LE GRAND emploiera l'appellation de « *medicus equorum* ». Et tout porte à croire qu'à l'instar des hippiatres-apothicaires byzantins, la plupart pratiquaient eux-mêmes la pharmacie vétérinaire (1).

Moyen âge.

Avec les *Celtes* et les *Germaines*, nous retrouvons la médecine primitive, c'est-à-dire le culte des Dieux — différents, il est vrai, ce sont les forces de la nature qui sont divinisées — mais qui disposent toujours du pouvoir de guérir ; c'est surtout à la religion qu'on s'adresse pour soigner hommes et animaux. Il existe pourtant une thérapeutique d'appoint : c'est ainsi que LAISNEL DE LA SALLE (2) dit, à propos du gui : « Nos paysans s'en servent toujours pour combattre l'épilepsie et, chez les *Celtes*, le gui de chêne cueilli sans se servir d'un instrument de fer et sans le laisser toucher la terre, était un préservatif assuré contre le mal caduc. Les matrones de nos villages l'emploient dans les accouchements laborieux. On l'administre également au bétail pour faciliter le part ». D'ailleurs, on lit dans PLIN (XVI-95), « *Le gui, pour les Gaulois, donne la fécondité à tous les animaux stériles qui le prennent en boisson et c'est un contre-poison universel* ». Et F. TARDY note aussi, de son côté, qu'on emploie le gui chez les Gaulois pour « féconder les animaux stériles ».

Ce dernier auteur, en se référant au Professeur GUIART, déclare d'autre part, que, chez nos ancêtres, la *bardane* passait pour calmer les migraines et guérir les maladies des pores, « à condition d'arracher la plante du sol, sans employer le fer, et de la mélanger aussitôt à la nourriture des animaux » (3).

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 3.

(2) LAISNEL DE LA SALLE, *loc. cit.*, t I, p. 57. (D'après F. TARDY, *Hist. de la Pharmacie à Bourges et en Berry*, p. 17).

(3) J. GUIART. — *La Gaule et la Médecine Gauloise* (*loc. cit.*, p. 118).

(D'après TARDY. — *Hist. de la Pharmacie à Bourges et en Berry*, p. 19).

Quant au *samole* (*samolus valerandi*, L.) ou mouroon d'eau, il était, d'après PLINE, en *Gaule*, considéré comme souverain dans les maladies des bœufs et des porcs, « à condition de le cueillir étant à jeun, de la main gauche, et de le porter sans le regarder dans l'auge des animaux pour le mélanger à leur nourriture ».

Il s'agit là, toujours d'après PLINE, de conseils donnés par les *Druides* : c'est encore l'association de pratiques magiques à des méthodes empiriques, et le pouvoir guérisseur de certaines eaux où les paysans devaient se rendre pour eux-mêmes ou pour leurs animaux, — et où ils se rendent parfois encore, si l'on en croit TARDY, — est une illustration de cette symbiose : magie-empirisme, chez les Gaulois.

La cueillette des simples et la fabrication de certains médicaments ou de certains poisons (1), que nous aurons à évoquer, étaient réservées à des *Druides* de rang inférieur, à la fois mages, sorciers, médecins, pharmaciens, vétérinaires. BAUDOT croit même que ces *ovates*, tel était le nom de ces druides inférieurs, se spécialisaient en médecins et chirurgiens, tandis que d'autres s'adonnaient à la recherche des simples et à la préparation des remèdes (2).

Pourtant, la période *Gallo-Romaine* voit encore le *médecin-pharmacopole* qui suit les légions, médecin militaire fabricant et vendant des remèdes et, en particulier, des collyres, dont Fernand TARDY nous donne plusieurs formules (3), à côté du vétérinaire exerçant vraisemblablement aussi la pharmacie, comme nous l'avons vu.

Mais, les Gaulois possédaient un certain degré de civilisation et leurs mages guérisseurs, les *eubages*, étudiaient la chimie et la botanique pour soigner les hommes et les animaux. Ils employaient des onguents faits de graisse et d'essences végétales (4).

La cavalerie gauloise est remarquable, reconnaît CÉSAR, et les « chevaliers » sont comme les *Druides* très honorés. La charcu-

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie* (loc. cit., p. 18).

(2) BAUDOT. — *Hist. de la Pharmacie en Bourgogne*, p. 5 (d'après F. TARDY).

(3) F. TARDY. — *Hist. de la Pharmacie à Bourges et en Berry*, p. 28, 29, 30 et 31.

(4) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 97.

terie gauloise, les oies sont réputées. Les Francs vivent de leurs troupeaux.

La loi (*Lex Salica*) envisage les pénalités encourues pour dommages occasionnés aux ou par les animaux.

Antérieurement, d'ailleurs, la loi celte du Pays de Galles (Codes de North Wales, de South Wales et de Gwent (1) s'y est intéressée : « Si quelqu'un donne un remède à un homme ou à un animal, il faut qu'il se fasse payer pour cela; s'il ne fait pas cela, et si le remède cause un dommage, il doit payer une indemnité ».

Là encore, la responsabilité du vétérinaire, comme celle du médecin, est nettement marquée.

L'œuvre de CHARLEMAGNE (771) paraissait devoir être immense et marquer le début d'une ère remarquable de civilisation.

La création d'écoles nombreuses, les enseignements des « Capitulaires » sur la culture des végétaux et l'économie des villas, en particulier, pouvaient avoir une influence décisive sur la médecine et la pharmacie vétérinaires. En 754, le Kalife AMANZUR n'avait-il pas fondé la première pharmacie et la première Ecole de Médecine de *Bagdad* ?

Mais, de même que la civilisation romaine n'a pu résister à la chute de Bysance, la civilisation gallo-romaine s'effondre après la mort de CHARLEMAGNE.

Le Moyen âge s'installe sur ces ruines : les « mottes », enclos fortifiés, deviennent des châteaux-forts, les « mesnies » ou fédérations de familles alliées, forment le fief féodal. La villa, autour du château, protégée ou non par une enceinte, est sous la garantie du seigneur qui défend avec des hommes de guerre les cultures et les troupeaux des fréquents pillages.

La merveilleuse impulsion donnée par la *Grèce* et par *Rome* à la médecine humaine et même vétérinaire, va laisser place à une thérapeutique autant mystique — sous l'influence du christianisme — qu'empirique.

Les Pères de l'Eglise vont pourtant continuer les traditions grecques. Mais, ils s'intéressent surtout à la médecine humaine. Cependant, dans chaque couvent, on trouve un « jardin des

(3) D'après E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 99. (Citation HEUSINGER, p. 56.)

simples » dont quelques plantes seront certainement utilisées par la médecine vétérinaire en même temps que par la médecine humaine, en suivant en cela l'exemple des *Gaulois*. Mais, ce n'est qu'accessoirement, et si STRABUS, un Bénédictin, célèbre les vertus de vingt-quatre simples, en indiquant leur diagnose, ce n'est que du point de vue de la médecine humaine.

Il existait, en dehors des enceintes monacales, d'autres médecins, dit laïques, provenant de couches inférieures du peuple, puis, plus tard, de la bourgeoisie. Ils avaient, au début, comme maîtres les chirurgiens et les barbiers ayant acquis, par la routine, un certain renom. Mais, à partir du XII^e siècle, ces médecins furent formés par les Universités créées à *Padoue*, *Bologne*, *Montpellier*, *Paris* ou *Bâle*; ils prirent les titres de *physicien*, de *magister* ou de *medicus*. Ils eurent alors à lutter contre les prêtres médecins qui, en dépit des différents conciles, continuèrent longtemps à pratiquer la médecine.

Le christianisme confirme le mépris des Grecs en ce qui concerne les animaux ou plutôt la supériorité de l'homme doué d'une âme sur ces derniers. La science vétérinaire n'est pas prise en considération, elle est abandonnée à l'empirisme.

Les *Croisades*, en raison des blessures et des maladies à soigner, imposent la création d'hôpitaux, que l'on confie à des ordres religieux. C'est ainsi que les Frères Miséricordieux de Saint-Jean, qui constituèrent par la suite l'*Ordre de Malte* (1530), fondèrent nombre d'établissements hospitaliers. Dans ceux-ci, médecins et chirurgiens étaient dénommés « sergiens », tandis que les *mieges sages* qui pratiquaient l'uroscopie, dirigeaient la pharmacie : celle-ci passa ensuite aux *apothicaires* qui préparaient potions, lochs, sirops et électuaires.

Les *Scriptuaires* traduisent, de leur côté, les œuvres de médecine des Grecs et des Latins, et c'est ainsi que les travaux d'HIPPOCRATE, de GALIEN, et combien d'autres, sont parvenus jusqu'à nous. Les ouvrages vétérinaires anciens restant, malheureusement, négligés.

Et, si les jeunes filles s'intéressent, à la faveur des *Croisades*, à la pharmacie domestique, si elles cherchent à connaître les vertus des plantes et la préparation des médicaments, c'est

pour essayer de guérir leurs chevaliers de leurs blessures... La Pharmacie vétérinaire ne les passionne pas.

Nous avons vu que les moines *médecins-apothicaires*, petit à petit, se spécialisent; il en sera de même des médecins créés par les Universités.

« Anciennement, la profession de Médecin, dit PASQUIER, gisait en l'exercice de trois points : au conseil selon les préceptes de l'art pour les maladies intérieures du corps humain, au razouër et oignement pour les extérieures, et, finalement, en la confection et potion des médicamens. »

Mais, « les médecins, pour la nécessité de leur charge ayant trouvé une place entre les quatre facultés, on estimoit qu'il la fallait recognoistre en sa pure naïveté et lui oster la manufacture du razouër, pilon et mortier : et, dès lors, furent formez trois estats distincts du médecin, chirurgien et apothicaire » (1).

Et voilà l'acte de naissance de ces trois professions : n'y a-t-il pas, depuis, une quatrième place indiquée pour le vétérinaire, bien distincte de celle de l'apothicaire ? Nous y reviendrons.

« Ainsi donc, cette scission d'entre les médecins et les apothicaires, voire même d'entre les chirurgiens et ceux-là, se parfit lentement, sans édit, sans loi. C'est-à-dire simplement de par la force des choses, répondant en ceci à un besoin naturel et social; car les médecins constituaient une aristocratie, vu qu'ils étaient premièrement chanoines, dignitaires d'abbayes ou attachés à de grands seigneurs. Trouvant comme indigne d'eux de parfaire des opérations donc un travail manuel, ils les abandonnèrent aux chirurgiens; remuer ou mélanger des simples, qu'il fallait parfois pulvériser ou faire macérer dans du vin était un travail, selon eux, bon pour les apothicaires. Cet orgueil provoqua la stagnation dans laquelle se trouva la médecine de la fin de la Renaissance jusqu'à la Révolution, car, imbu de préjugés et attaché à un cérémonial et à des coutumes invariables, le médecin ne voulut jamais suivre les progrès que les pharmaciens, devenus chimistes, lui présentaient » (2).

(1) H. BOYER. — *Hist. des Corporations et Confrères de la ville de Bourges*, t. I, p. 188 (d'après F. TARDY, p. 38).

(2) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *La Pharmacie à travers les âges*, p. 187.

Voici qui va servir notre thèse également, et nous nous y référerons. Pour l'instant, nous voyons poindre le pharmacien, ou plutôt l'apothicaire, qui va, petit à petit, trouver une place indépendante à côté du médecin. Le même phénomène va se produire, d'ailleurs, comme il est logique, dans le monde arabe.

En Orient.

Ce sont les Arabes qui, pendant la période moyenâgeuse, vont surtout assimiler les œuvres antiques et leur donner un essor qui favorisera grandement la reprise que constitue en Europe la Renaissance.

De tous côtés, dans l'Islam, les Califes sont les protecteurs de la science et de l'art. Des Universités sont créées à *Alexandrie*, *Bagdad*, *Samarcande*, *Ispahan*, *Le Caire*, puis à *Cordoue*, *Séville*, *Tolède* et *Murcie*.

On y enseigne la médecine, la thérapeutique, la pharmacologie, la chirurgie en s'inspirant des Grecs, des Romains et des Byzantins, voire même des Hindous dont l'*Ayur-Weda* et le *Susruta* furent traduits en langue arabe.

La prédilection des Arabes pour les fards et les parfums les incitent particulièrement à étudier la pharmacie dont ils sont, d'après G. LE BON, « les véritables créateurs » (1).

« L'Arabe aime le cheval autant et plus que la femme (2) », aussi la médecine vétérinaire va se développer intensément.

« *El Naceri* », un livre d'ABOUR-BEKR, glorifie le cheval en traitant de tout ce qui se rapporte à cet animal, et de nombreux auteurs, traduisant les hippiatres grecs, résument les connaissances acquises sur la médecine du cheval. Le « *Kabous* », de KABUS EL MOALI (1080), condense, en particulier, les connaissances acquises au sujet du cheval. L'œuvre d'ABOUZACARIA (XII^e siècle), le « *Kitab al Felahah* » est d'un grand intérêt également du point de vue vétérinaire.

(1) G. LE BON — « La Civilisation des Arabes », p. 532 (d'après BOUVET. *Hist. de la Pharmacie en France*).

(2) E. LECHAINTE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 112.

Malheureusement, les Arabes s'intéressent à peu près uniquement au cheval et, pour le bétail, ils copient simplement les livres d'agronomie antique.

En ce qui concerne les médicaments, ils recherchent les réactions violentes, et emploient des drogues actives nouvelles telles que la casse, le séné, le tamarin, comme ils recherchent les formules compliquées : de là la nécessité de travailler la confection des médicaments. L'art de préparer n'est pas un vain mot : le pharmacien sortira de cette formule. Des chaires de pharmacologie ou de pharmacognosie sont créées à cet effet dans les Universités.

Et COHEN EL ATTAR écrit : « La Pharmacie, l'art des drogues et des boissons, est la plus noble des sciences avec la médecine » (1).

Des Universités arabes sortirent beaucoup de savants de valeur : de nombreux livres traitant de la médecine humaine et vétérinaire sont parvenus jusqu'à nous.

Nous devons une mention spéciale à MÉSUÉ LE JEUNE qui, dans plusieurs ouvrages portant le nom d' « *Opera Mesue* », et plus particulièrement dans l' « *Antidotarium* », traite des prescriptions pharmaceutiques et des drogues qu'il subdivise selon leur action physiologique ou spécifique. A ce sujet, MÉSUÉ peut être considéré comme le précurseur de la pharmacie moderne.

Si l'Ecole de *Salerne* ne fut pas fondée par les Arabes, puisqu'elle est issue d'un cloître bénédictin, l'influence des Arabes sur cette Ecole est manifeste. L'enseignement médical y fut particulièrement remarquable, surtout lorsque les Conciles de Clermont (1130), Reims (1131), Latran (1135), Montpellier (1162), Tours (1163), Montpellier (1195), Paris (1212), et Latran (1215) interdirent au clergé de pratiquer la médecine.

Sous les directives de VILLANOVA, ayant fait ses études à Paris et à Montpellier (avant de mourir dans un naufrage en 1317), des règlements furent prescrits à Naples, par Frédéric II, Empereur d'Allemagne, règlements dont la jurisprudence actuelle s'inspire encore dans une certaine mesure : « ceux-ci stipulent que les

(1) MOUTIER, p. 64 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharmacie*, p. 29).

médecins ne pourraient dorénavant plus délivrer de médicaments, ceux-ci devant être toutefois placés sous leur surveillance directe, de par les visites à parfaire par eux chez les apothicaires les détenant; ils ajoutent qu'*aucune association* ne pouvait être conclue *entre médecin et pharmacien* et que le *nombre* des pharmacies devait être *réglementé*, puisque leurs propriétaires devaient tenir un livre de réception à jour, et ne pas surfaire leurs prix de vente, ceux-ci devant être taxés. Ces règlements prévoyaient, en outre, que nul ne pouvait vendre des médicaments s'il n'avait pas été reconnu, de par ses examens, capable de les reconnaître, de les apprécier et de les contrôler (voir SCHELENS, *Geschichte der Pharmazie*) » (1).

(Notons que réglementation du nombre des pharmacies et tarif corrélatif font actuellement l'objet des revendications professionnelles.)

C'est encore sous l'influence indirecte des Arabes, par l'intermédiaire de Salerne, que de nombreux auteurs ont pu répandre leurs écrits, diffuser leurs traductions. C'est ainsi que l'Abbesse HILDEGARD, de *Pingua* (1099-1180), écrivit un ouvrage très important : « *Physika* », sur l'art de guérir. Il s'agit d'un véritable monument divisé en plusieurs livres qui traitent respectivement des plantes, des éléments, des arbres, des pierres, des poissons, des oiseaux, des animaux, des reptiles, des métaux. C'est une étude approfondie des œuvres antiques, grecques surtout, et cette compilation est complétée par « *Causæ et Curæ* », un livre sur les causes des maladies et les moyens de les guérir.

Cette Abbesse consacre une partie de son travail à la *médecine des animaux*, au traitement des maladies de ceux-ci; sa thérapeutique (corne de vison râpée, poudre d'os de poisson, poudre de bec d'oiseau, eau de cuivre, ortie, laitue sauvage, feuilles de châtaignier, suc et fleur de souci, feuilles de frêne, pulmonaire) est encore primitive, mais il s'agit bien de *pharmacie vétérinaire* et c'est pourquoi nous nous y sommes arrêtés.

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, p. 170.

III. — L'APOTHICAIRE

Nous avons vu comment le développement normal de l'art médical, aussi bien dans le monde chrétien qu'en Islam, avait donné naissance à l'Apothicaire.

Au XI^e siècle, on trouve à Angers les *pigmentarii*, précurseurs des apothicaires (1).

Mais, c'est au XII^e siècle que les aides des médecins commencèrent à ouvrir pour leur compte les premières *apothèques* ou boutiques, d'où le nom d'apothicaires qui leur fut donné. Ceux-ci, plus marchands que préparateurs, s'élevèrent peu à peu et c'est ainsi que, sous les premiers ducs de Bourgogne, ils devinrent de véritables hommes de confiance de ces princes (d'après BAUDOT).

En 1123, dans le Poitou, apparaissent déjà des apothicaires, puis, en 1180, on en trouve à Paris; à Marseille, Avignon et Dijon, on marque leur présence seulement au cours du XIII^e siècle.

Le Chanoine ABBON, d'Auxerre, en 1191, était encore réputé à la fois comme médecin et comme *apothicaire*.

Il convient de noter que les apothicaires, à l'origine, s'appelaient plus couramment *Hypothécus* (terme qui disparut complètement au XIV^e siècle) et qu'on signale au XIII^e siècle comme vendeurs de remèdes les *speciarii*, les *apothicarii*, *piperarii* ou *pebrarii* et les *aromatorii* (2).

D'autre part, les premiers apothicaires, « préparateurs et vendeurs d'onguents, d'électuaires et de potions, marchands de parfums, d'aromates, de simples et d'épices se déclaraient aussi guérisseurs de tous les maux et possesseurs de secrets pour conserver aux femmes leur éternelle jeunesse » (3). Que n'avons-nous conservé de tels secrets !

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 43.

(2) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 42.

(3) L. REUTER DE ROSEMONT. — *Histoire de la Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 195.

Nous savons qu'un officier papal remplissait à la Cour des Papes d'Avignon la charge de pharmacien ou d'apothicaire. Il avait « la garde des confections et de toutes les espèces médicinales destinées au Pape et aux gens de sa chambre. Il avait en outre le devoir de spécifier par écrit, dans des registres spéciaux, les quantités de drogues reçues et celles livrées, avec mention des dates auxquelles ces drogues entraient ou sortaient » (1).

L'histoire de la Pharmacie en Avignon est d'ailleurs très intéressante; malheureusement, nous n'y trouvons rien qui touche la pharmacie vétérinaire.

Nous devons relever pourtant un passage du brevet de maître apothicaire appartenant aux archives d'Avignon et remontant à 1632 : « ...Si, en toute cité bien réglée, il est d'usage et établi par les lois que celui qui a peiné, travaillé, veillé et appliqué toute son intelligence à apprendre son art, désire ensuite le pratiquer sous la sauvegarde de l'autorité... ».

Exercer notre art sous la protection de l'autorité, n'est-ce pas justement ce que nous demandons aujourd'hui ?

Autre argument en faveur de notre thèse; les statuts d'Avignon de 1242 spécifient que :

« ...Sous aucun prétexte, des médecins puissent pousser leurs clients à la consommation de juleps, de cordiaux, d'électuaires, de confections simplement en vue de pouvoir en partager les bénéfices avec leurs préparateurs » (2).

C'est déjà la lutte contre la *dichotomie*... Que dire quand médecine humaine et pharmacie — ou médecine vétérinaire et pharmacie — se trouvent dans la même main !

Cette hantise de la dichotomie se retrouve d'ailleurs dans les statuts de Toulouse (en 1513) qui prévoient, « *comme les statuts de 1471* », « qu'il est formellement interdit aux médecins de fabriquer et de vendre chez eux ou ailleurs des remèdes, de s'associer avec un pharmacien dans le but de lucre » (3). Elle perceait

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 195 (d'après Henri JARNEL, thèse doctorat, 1905, *Hist. de la Pharmacie à Avignon*).

(2) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 222.

(3) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *La Pharmacie à travers les âges*, p. 300.

déjà à la fin du xii^e siècle à *Arles*, dans le « serment » de Montpellier (xiii^e); à Nice en 1274; dans les lettres patentes d'août 1353. Et la *Constitutio criminalis Carolina* de Charles V stipulait, selon les ordonnances parues à Francfort en 1500 « qu'il était interdit aux médecins de recevoir des cadeaux des apothicaires » (1); tandis que le Conseil de la Ville de *Lucerne* (1592) décrétait « qu'il était interdit au pharmacien de prêter de l'argent à son médecin ou de lui faire de petits cadeaux, exception faite au nouvel-an, celui-là ne devant pas dépasser la somme de quatre schellings ».

C'est un Lyonnais — ou presque — Pierre CHAMPIER (né en 1471, à Saint-Symphorien-le-Chastel) qui déclare que : « La médecine est l'intelligence qui prescrit les remèdes, l'apothicaire et le chirurgien la main qui les administre ».

En 1352, dans une ordonnance, JEAN LE BON prescrivait déjà : « Par ces présentes et à toujours, il est défendu à tous gens de tout sexe et de toute condition de composer ou administrer aucune médecine altératoire, aucun sirop, élixir, aucun clystère dans les maladies mortelles ou dont les symptômes présentent un caractère de gravité... item tous opiatés et toute médecine que ce soit » (2). (Apothicaire exceptés, naturellement).

Mais, la déclaration du Parlement du 3 août 1536 donne de façon indélébile les titres de noblesse du pharmacien :

« L'Estat d'apothicaire est de plus grande conséquence que les autres estats qu'ils soient. La plus grande partie du dit estat consiste en poudres, drogues, confitures, sucres et autres compositions, qui se débitent et distribuent pour les corps humains et le recouvrement de la santé. Il est donc très nécessaire que ceux qui s'entremettent du dict estat soient personnages *sages, savants, fidèles, experts, initiés de longtemps dans cet art* et connoissant bien la marchandise dans ils font les dites compositions » (3).

Les longues années d'apprentissage et de compagnonnage exigées, les examens à subir, le chef-d'œuvre à présenter font, en effet, que l'apothicaire ne peut arriver à la maîtrise que s'il a

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *La Pharmacie à travers les âges*, p. 363.

(2) D'après M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 65.

(3) L. REUTTER DE ROSEMONT — *La Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 358.

fait ses preuves. Son rang dans la société correspond à sa science et c'est ainsi qu'à *Montpellier*, les apothicaires, « gens de métier, sont électeurs, éligibles au Consulat et se trouvent par suite sur le plan social dans une situation supérieure à celle des médecins » (1).

Nous n'avons, en tout cas, rien à reprendre à la merveilleuse définition donnée par le Parlement, en 1536, du rôle et des connaissances du pharmacien, si ce n'est à y incorporer de façon très logique, *les médicaments vétérinaires* dont, à cette époque, on s'inquiétait assez peu.

IV. — LE « MARESCHAL »

Maintenant que nous avons vu l'apothicaire sortir de sa « gangue » — la médico-pharmacie de l'origine constituant, sans contredit, une scorie dont il fallait extraire les éléments à l'état de pureté, opération qui reste à faire pour la vétérinairepharmacie — voyons ce que devient le *vétérinaire*.

Pendant le Moyen âge, celui-ci a disparu pour laisser la place au « mareschal » et c'est ainsi que, dès 1250, RUFFUS, l'ami de Frédéric II, roi de Sicile, écrit un « Livre de Mareschalerie » relevant des hippiatres grecs (d'après E. LECLAINCHE) — où d'ailleurs l'auteur fait preuve de beaucoup d'esprit d'observation et de bon sens, et où les maladies des chevaux sont systématiquement classées.

De nombreux ouvrages paraissent ensuite : « *De Animalibus* », d'Albert von BOLLSTAEDT; « *Properties of things* », de GLANVILLE; « *Speculum Naturale* », de Vincent de BEAUVAIS; « *Mareschalerie del Cavallo* », de BONIFACE, et beaucoup d'autres encore, mais, ils intéressent surtout la médecine vétérinaire pure et simple, et plus particulièrement celle du cheval; la thérapeutique médicamenteuse y est à peine soulevée.

La « *Marescalcia* », de RUSIUS (1486), s'inspire beaucoup du « *Livre de Mareschalerie* », de RUFFUS et des auteurs anciens, et c'est encore une compilation qu'on trouve dans le « *Libro de*

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 62.

Albeyteria », de DIAZ, écuyer du roi d'Aragon, de la même époque.

Une édition latine des « *Hippiatrica* », de VÉGÈCE, est l'œuvre de Jean RUEL (1530), et GESSNER (1519-1565) rappelle dans son « *Historia animaline* », ARISTOTE, PLINE et COLUMELLE.

Quant à l'état de « mareschal », il est assez curieusement défini par Hans SACHS (1), en 1577; voici la traduction des vers allemands correspondants :

Moi, maréchal ferrant, puis ferrer les chevaux,
Aussi les roues des charrettes et des voitures,
Ecourter et saigner les chevaux,
Guérir aussi ceux qui ont du mal;
Je puis guérir la morve et la gale...
Et couper la membrane clignotante (1).
Je suis reconnaissant aux Cyclopes
Qui ont inventé l'art du forgeron.

(1) (D'après E. LECLAINCHE : troisième paupière; opération absurde, mais courante à cette époque.)

Mais, voici que va poindre le *pharmacien vétérinaire spécialisé* : « Sa Majesté (Louis XV) ne voulant pas avoir les mêmes pharmaciens pour sa personne que pour ses chevaux nommait, dès l'an 1722, des apothicaires aux écuries royales, dont celui des petites écuries recevait cent livres annuellement, à l'encontre de l'apothicaire des haras royaux qui touchait, dès l'an 1736, cent cinquante livres d'appointement.... et le chirurgien Antoine Jouhanet, cent cinquante livres annuellement » (2).

D'autre part, « ces apothicaires royaux étaient tenus d'aviser de suite la noble corporation des apothicaires épiciers de Paris, puis, par la suite, le Collège de Pharmacie, de leur nomination par l'entremise d'un huissier, tel Jean-François DUCOR, qui, succédant à René de la ROZÉ, le signalait, le 19 août 1755, ou Louis VERCUREUR, nommé le 28 janvier 1863, apothicaire du haras du roi, voire même CHARLARD, nommé, en 1764, apothicaire du duc d'Orléans, ou LA HOUX DE CLERMONT, appelé, le 28 avril

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Méd. Vétér.*, p. 216.

(2) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, t. II, p. 226.

1766, aux fonctions d'*apothicaire de la Grande Ecurie* ». (*Bulletin de la Soc. d'Hist. de la Pharmac.*, 1928, p. 106) (1).

Sans aller jusqu'à demander actuellement des pharmaciens-vétérinaires absolument spécialisés dans cette branche — nous n'avons plus les haras du roi et, d'autre part, la médecine vétérinaire n'est plus méprisée comme elle l'était encore au temps de Louis XV — nous voulons obtenir que ce soit au *pharmacien* actuel qu'incombe la *préparation et la vente des médicaments vétérinaires*.

Notons, d'ailleurs, qu'en dehors des haras royaux, les pharmacies existant sous Louis XVI assuraient aussi bien les ventes vétérinaires que les autres : témoin ce prospectus signalé par M. BOUVET (2) d'une pharmacie rurale vendant « beaucoup meilleur marché que dans les villes, des *remèdes vétérinaires*, du sirop purgatif pour enfants, de la pâte pour détruire les rats, des remèdes contre les fièvres, la gale, etc. ».

V. — LA PHARMACIE VÉTÉRINAIRE AVANT LA CREATION DES ECOLES.

Un livre de maîtres Charles ESTIENNE et Jean LIÉBAULT, docteurs en médecine — écrit en 1564, sous le titre de « *Prædium Rusticum* » ou « La Maison Rustique », et dont nous trouvons une édition (Claude CARTERON et Charles AMY, à Lyon), datée de 1689 — nous permet d'avoir des notions assez précises sur la médecine et la pharmacie vétérinaires dans cette période qui a précédé l'organisation de l'enseignement vétérinaire.

Il s'agit d'abord de « sçavoir le cours et les influences du soleil et de la lune, tant sur les animaux que sur les arbres » (p. 1).

« Vous y profiterez en évitant des pertes que vous pourriez faire sur votre bétail, de quelque espèce qu'il soit, en y trouvant des remèdes pour les maladies qui les attaquent souvent », ajoutent les auteurs (p. 1).

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, t. II, p. 234.

(2) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 226.

Il faut que la fermière « sçache la médecine naturelle pour les siens et pour les autres, quand malheur viendra même pour les vaches, pourceaux et volailles, car *d'avoir médecins à toutes heures, sans urgente nécessité, ce n'est pas le profit de la maison* ».

On remarquera que le mot « *médecin* » s'entend aussi bien pour le mareschal (le vétérinaire de l'époque) que pour le véritable médecin.

Ce livre insiste beaucoup sur la question d'hygiène, la « *netteté des étables* », il recommande « *d'ôter les poux* », de guérir la gale avec « *beurre et huile de cade* ». — « *Il est bien plus excellent d'obvier aux maladies que de les guérir* ». — Il ne faut pas laisser « *croupir le pissat* » et « *oster la fiente soigneusement d'emmy la litière* ».

Conseils excellents, malheureusement suivis d'une thérapeutique, économique sans doute, mais qui explique, en partie, pourquoi la nécessité du pharmacien ne se faisait pas encore sentir : « *La bouse de vache eschauffée entre les cendres estant enveloppée en quelques feuilles de vigne ou de choux, appliquée en forme de cataplasme, apaise la douleur sciatique, fricassée avec vinaigre fait supprimer les écrouelles, fricassée dans une poëlle avec fleurs de camomille, malicor, ronces, diminue la tumeur des testicules : appliquée toute chaude sur les lieux humides des hydropiques les guérit totalement : mise sur le chien piqué par mouche à miel, taons et frelons, oste la douleur* ».

Les maladies des poules sont relativement bien décrites et il serait intéressant de détailler les différents traitements employés : « *A la rongne et inflammation des yeux* », « *au catarre* », « *au flux du ventre* » et « *si le ventre est resserré* », « *à la pépie* », « *aux poulx et vermine* », « *contre la morsure de beste venimeuse* » — thérapeutique surtout à base de plantes — mais, ce serait allonger par trop cet aperçu.

De même, nous passons sur le traitement des maladies humaines par la *poule ouverte* appliquée toute « *chode* », les *testicules de chapon*, la *graisse de poule*, le *fiel de poule*, la *fiente de poule*.

C'est encore aux plantes, surtout : « vesse », « aulx », « pourreaux », « oignons cuits », « graine de laurier », « squille », « racines de melons baltuës », « pépins de raisins », « noix de galles », « feuilles d'olivier sauvage », « roseaux sauvages », « thym », « chenevis », « millet marin », « saffrans », « rhue », « ache », — mais, généralement, pour les remèdes internes, ces plantes sont « destrempées en vin », — que les auteurs s'adressent pour soigner les maladies du *bœuf* et en particulier « *le bondissement du cœur, ou vouloir vomir* », « l'encueur », « le catarre », « la maille de l'œil », etc.

Pour « la maladie du poumon », « il n'y a aucun remède, sinon que de laver la mangeoire où il a esté, avec eau chaude et herbes odoriférantes, avant d'y attacher les autres, esquelles cependant *faut tenir en autres estables...* ».

Désinfection relative, isolement, ce n'est déjà pas si mal...

Il y aurait beaucoup d'autres choses à glaner dans ce livre de Charles ESTIENNE en ce qui concerne les maladies des différents animaux — et en particulier du cheval — et leur traitement. Mais notre sujet ne se prête pas à un tel développement et peut-être avons-nous été déjà trop prolix. Nous pensons pourtant que ce livre marque *une époque pour la médecine et la pharmacie vétérinaires*, celle qui précède la création des Ecoles vétérinaires, et c'est justement un aperçu des connaissances de cette époque que nous avons cru bon de signaler.

Nous avons voulu surtout montrer que la thérapeutique vétérinaire d'alors était encore rudimentaire, et c'est pourquoi, à notre sens, la nécessité de la spécialisation de la pharmacie vétérinaire ne s'est pas imposée plus tôt.

VI. — L'ECUYER.

Mais voici que les *écuyers* vont se substituer aux *maréchaux* et, avec eux, nous allons revenir à la thérapeutique moins empirique de GALIEN, des Byzantins, de VÉGÈCE et de RUSIUS.

BLUNDEVILLE, après de solides études à Cambridge et surtout après de nombreux voyages, écrit plusieurs livres sur la *maladie*

des chevaux. Ces livres s'inspirent des écuyers italiens et des auteurs grecs et romains. Nous avons déjà fait allusion plus haut à un ouvrage de DIAZ, l'écuyer du roi d'Aragon, au xv^e siècle.

En 1598, un traité complet d'anatomie du cheval paraît à Bologne, signé de RUINI. Que la personnalité de l'auteur soit contestée, cela n'enlève rien à la valeur indiscutable de cet ouvrage qu'on dit inspiré, en partie du moins, sinon pour le tout, par LÉONARD DE VINCI.

Les écuyers italiens traitent surtout de la science du manège, mais, accessoirement, ils s'intéressent naturellement aux maladies du cheval. Il en est de même des écuyers des autres nations et, en particulier, des Anglais, chez lesquels William CAVENDISH, le premier duc de Newcastle (1592-1676), arrive en tête avec son remarquable *Traité d'équitation*. Si celui-ci rappelle les médicaments usuels : aloès, sirop de violettes, limons, eau d'orge, miel, lait, huile, il est muet sur le chapitre des maladies qu'il abandonne au « marshal ».

Michaël HARWARD est beaucoup plus intéressant pour nous, qui donne à Dublin, en 1673, dans « *The Herdman's Mate* » la description de nombreuses maladies et des indications très pertinentes sur leur traitement.

En France, l'ouvrage de BEAUGRAND, « *Le vrai maréchal expert* », malgré le succès qu'il a eu, n'a aucun rapport avec le livre précédent, c'est surtout une collection de recettes sans grand intérêt. SOLEYSEL, un grand écuyer français, publie, avec son « *Parfait mareschal* », une œuvre d'autre valeur. SOLEYSEL a beaucoup lu et beaucoup retenu, et son livre servira aux « maréchaux » voulant s'instruire comme aux premiers professeurs des Ecoles vétérinaires. Un autre écuyer, DE GARSULT, dans « *Le nouveau parfait mareschal, ou la connaissance générale et universelle du cheval* », traite de l'écuyer, du médecin, du chirurgien, de l'apothicaire et du maréchal-ferrant. *C'est la première fois que ces deux professions, apothicaire et maréchal-ferrant, sont examinées séparément, du point de vue vétérinaire*. Il s'agit de l'année 1746, et on sait que le maréchal est le vétérinaire de l'époque.

« D'autres (hommes) exercent la profession de les guérir (les chevaux) de leurs maladies, et doivent être en même temps leurs cordonniers, leurs médecins, leurs chirurgiens et leurs apothicaires, celui qui se charge de ce soin est appelé « *maréchal* », dit DE GARSULT, dans sa Préface (6^e édit., an. XIII, 1805).

DE GARSULT a voulu passer au crible les données acceptées avant lui et reflétées par Charles ESTIENNE, comme nous l'avons vu. Il prétend devoir sa science à la collaboration d'un médecin (toujours dans la préface de son livre).

« C'est à lui (M. CHIRAC, médecin), que j'ai obligation d'avoir été détrompé de plusieurs erreurs et superstitions qui sont encore en valeur dans la maréchalerie, comme des influences de la lune, des amulettes, secrets, etc. ».

Il expose une théorie de la nouvelle médecine : « Autrefois, lorsqu'il y avait complication de maux, comme fièvre et fluxions de poitrine, on composait des médicaments de façon qu'en donnant, par exemple, une potion, on y mettoit des drogues pour fièvre et d'autres pour la poitrine. Cet usage est aboli en bonne médecine, et on va, à présent, au mal le plus pressant; on traite simplement la fièvre : quand elle est passée, la guérison est proche... » (p. 406).

Voilà qui doit simplifier les formules et l'art du pharmacien, c'est, sans doute, une explication complémentaire du retard apporté à la justification de cet art, du point de vue vétérinaire.

Mais, il suffit de consulter l'arsenal thérapeutique tiré des animaux pour se rendre compte que l'art vétérinaire évolue lui-même lentement,

Sang de bouc desséché, poudre de vipère, bézoard, castoréum, fiente de mulet, de coucou, d'hirondelle et même d'homme; dent de sanglier des Indes, écailles d'huîtres calcinées, chair de thon, urine, le vieux oing (« qui est de vieille graisse de cochon »), etc. Voilà qui fait douter du rapide progrès dans les soins délivrés aux animaux et qui confirme notre opinion en ce qui concerne l'intervention relativement peu urgente du pharmacien.

D'ailleurs, DE GARSALT ajoute (p. 458) : « Les préparations des médicaments des chevaux se réduisent à peu de formules; elles ne consistent, pour l'intérieur, qu'en infusions, qu'on nomme breuvages, décoctions et pilules; pour l'extérieur, en eaux, onguents, cataplasmes, etc. ».

Mais, de cet ouvrage important de DE GARSALT, retenons ce qu'il dit des doses à employer :

« La dose des médicaments à l'égard des chevaux doit être huit ou dix fois plus forte que pour les hommes; mais, il y a cette remarque à faire aux chevaux ainsi qu'aux hommes, qu'un poulain, comme un enfant, doit être dosé à la moitié et au quart; il en est de même pour la vieillesse » (p. 406).

Nous aurons à relever cet avis ultérieurement.

L'extrême obligeance de M. le Commandant LAGNEAU, bibliothécaire de l'*Ecole vétérinaire de Lyon*, nous a valu, en dehors de ce livre de DE GARSALT, et de quantité d'autres, la communication d'un manuscrit très curieux, qui paraît dater de 1773, c'est-à-dire des débuts de l'Ecole, mais qui n'a pas encore subi son influence.

C'est certainement encore le travail d'un *écuyer*, il n'est question que du cheval et l'auteur fait allusion, en plusieurs endroits, aux chevaux de son carrosse : c'est un praticien de rang élevé.

Il est surtout fait état dans ce manuscrit de recettes prélevées çà et là, et souvent expérimentées par l'intéressé. A côté des mentions « éprouvé », « éprouvé avec succès », « bon », « ce remède m'a réussi, mais j'y ai ajouté... », ou même « ne m'a pas réussi », il est intéressant de connaître les références des praticiens d'alors : « *De la connoissance des chevaux, par Saunier* »; « *d'un officier de cavalerie* »; « *c'est Robin, maréchal, qui a ainsy pansé mon cheval* »; « *de François, maréchal habile* »; « *tiré du manuel du jeune chirurgien, Ed. 1771* »; « *de Meusnier, marchand de chevaux* »; « *de M. de Fréville, écuyer de M. le Maréchal de Cogny* »; « *de M. de Gourgues, et de Firmin, marchand de chevaux* »; « *éprouvé de Rondin, maréchal* »; « *de M. de Boquer, officier* »; « *de Guillaume, marchand de che-*

vauz » ; « des vrais principes de cavalerie, par Saunier » ; « Anglois (maintes recettes portant cette référence) » ; « du « Parfait maréchal », Soleyssel » ; « de Renaud, fameux marchand de chevaux, à Caën » ; « De la Ville, maréchal de Bagd, marchand de chevaux » ; « du régiment Bourbon, cavalerie » ; « de M. Delpoche, qui m'a assuré avoir guéri ainsy un vieux cheval » ; « d'un maréchal de cavalerie » ; « de Demars, maréchal, rue Meslée, à Paris » ; « envoyé par le maréchal Dubourg, après maintes expériences » ; « des rouliers et des carossiers des remises » ; « de Boré, ancien maréchal des Mousquetaires » ; « Le guide du cavalier », par M. de Garsault, capitaine des haras du Roy » ; « M. de Bazinville, qui a eu des juments qui ont pouliné, s'est servi avec succès de ce remède » ; « médecine angloise pour les chevaux, dont M. Bégé et M. Samson font fréquemment usage » ; « du « Maréchal méthodique » (?) » ; « de « La chirurgie médicinale », de M. Malouin (2 vol., édit. 1750) » ; « M. de Janson, officier de cavalerie, m'a dit avoir vû maintes fois l'expérience » ; « ce remède a été donné à Rondon maréchal, par le maréchal des chevaux de la diligence de Lyon, à qui il réussit journellement » ; « tiré du nouveau « Traité de la vénerie » (édit. 1750), par le gentilhomme de la vénerie du Roy » ; « du sieur Doublet, maréchal à Paris » ; « du maître de poste de la ville de Rouen » ; « de M. de Kerni, écuyer de M. le Prince de Soubise » ; « tiré du dictionnaire des drogues de l'Emery » ; « c'était le remède de M. le comte Charron, de la Reine » ; « du piqueur de l'équipage de M. le comte de la Marche » ; « de la Nouvelle Maison rustique ».

Cet éclectisme dans les sources ne manque pas de saveur ! mais, il est des mentions qui offrent un intérêt plus spécial :

« Ou l'on s'est servi avec succès à la grande écurie » ; « il m'a été donné par le chevalier de Champignelle, exempt de gardes du corps et revenant de l'armée » ; « c'est le fils de Bejet qui m'a donné cette recette » ; et surtout celle-ci :

« Acheté de Demars, maréchal, rue Meslée (remède pour le farcin) (p. 41).

Non seulement on donnait des recettes, mais on les vendait, elles avaient, à cette époque, une valeur d'achat !

Autre particularité :

« Cet onguent paraît être celui de Bailli, apoitiquaire, qui réussit parfaitement ». Les apothicaires ne sont pas traités avec mépris et on s'incline devant leurs déclarations, ce n'est pas le « *fol orgueil* » des médecins précédant la Révolution.

Et plus loin : « Ce remède m'a été remis par Bailly, épiciers-droguiste, cimetière Saint-Jean, à Paris, où presque tous les maréchaux-ferrants se fournissent ».

Est-ce le même BAILLY ? Et enfin :

« Prix que coûtent les drogues de M. Santerre Lainé, apoitiquaire à Paris, démonstrateur en chimie, au jardin des apoitiquaires, rue des 2-Ponts, Isle Saint-Louis ».

Signalons encore, comme autres écuyers, J. de SAUNIER, inspecteur de la grande écurie du roy de France, et Gaspard de SAUNIER, écuyer de l'Académie de Leyde, dont le livre « *La parfaite connaissance des chevaux* » offre moins d'intérêt que l'ouvrage de DE GARSAULT, avant de mentionner les noms des LAFOSSE, père et fils — les derniers « maréchaux » français. Ces derniers, fait regrettable, ne font pas partie des cadres des Ecoles qui sont créées à ce moment. Il s'agit, en effet, d'une famille de praticiens de tout premier plan, dont les travaux méritent d'être retenus. « *Le cours d'hippiatrique ou Traité complet de la médecine des chevaux* », de LAFOSSE fils, a, en particulier, un succès qui contribue avec les travaux de BOURGELAT, et, malgré l'antagonisme de ces auteurs, à donner à la France l'autorité qu'elle acquiert à ce moment dans le monde entier, du point de vue de la science vétérinaire, autorité que nous voudrions lui voir reprendre...

VII. — ECOLES VETERINAIRES.

Enfin, BOURGELAT vint... qui, sans doute, favorisé par les circonstances, ce qui n'enlève rien à ses mérites, va révolutionner l'art vétérinaire et lui donner une assise et une charte. Les pertes de chevaux résultant des guerres et le désastre occasionné par la peste bovine, d'une part; l'influence de BUFFON et des philosophes, d'autre part, permettent à BOURGELAT, un *avocat* admirateur des philosophes et un *écuyer* passionné de

cheval, de réclamer et d'obtenir la création de l'*Ecole vétérinaire de Lyon*, en 1763, et de celle d'*Alfort*, ensuite, en 1766. Ce seront les deux premières *Ecoles vétérinaires*, et la France peut s'enorgueillir d'avoir ainsi donné à la *science vétérinaire* cette impulsion décisive qui, à l'heure actuelle, a permis, dans les différentes parties du monde, la création de 120 Ecoles, quelques-unes, disparues sans doute par suite des événements, mais dont combien d'autres sont prospères ! Signalons la dernière en date, celle qui s'est ouverte à Oslo, en 1935.



CL. BOURGELAT (1742-1779) (*Hist. de l'Ecole d'Alfort*, RAILLET et MOULÉ),

BOURGELAT est, nous l'avons dit, un écuyer, il a écrit un *Traité de cavalerie* et les *Eléments d'hippiatrique*. Il donne, malheureusement, la prééminence à la *forge* et au *cheval*... On lui reproche son manque de formation médicale, et il est bien vrai que, pendant longtemps, les Ecoles vont encore donner des *maréchaux*. Peut-être est-ce une nécessité, puisque LAFOSSE déclare que « tout homme qui aura assez d'intelligence pour étudier à fond la médecine vétérinaire, ne se croira pas fait pour être maréchal : il quittera bientôt cette profession pour s'appliquer à la chirurgie ou à la médecine... » (1).

(1) D'après E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 242.

La profession vétérinaire se ressent encore des théories platoniciennes, elle n'est pas très honorée, nous l'avons déjà fait remarquer. Quoi qu'il en soit, les *Règlements de 1777*, établis par BOURGELAT, organisent solidement les Ecoles vétérinaires.

Notons que la loi du 29 germinal, an III (18 avril 1795), crée sur les six chaires, une chaire de *pharmacie* et une chaire de *botanique et matière médicale*. L'enseignement de la pharmacie sera prévu à l'origine, dans la plupart des Ecoles, et nous verrons que le développement de l'art vétérinaire rejettera cet enseignement, comme il est logique, au second plan.

Pour nous rendre compte de la base sur laquelle repose l'enseignement vétérinaire dans les Ecoles, dès le début tout au moins, le mieux n'est-il pas d'interroger BOURGELAT ?

« Nous nous efforçons d'asservir la médecine des animaux aux principes solides et lumineux sur lesquels on a jeté les fondements de la médecine humaine » déclare celui-ci dans sa *Matière médicale* (T. I., 3^e édit., an. IV, p. X.).

Plus loin il parle des vérités qui conduisent à l'art de guérir (p. xj) :

« L'unique mérite que nous ayons de nous en être pénétrés, est de les avoir appliquées heureusement aussitôt que nous avons connu l'intimité des rapports qui existent entre la machine humaine et la machine animale, rapports qui sont tels que l'une et l'autre médecine s'éclaireront et se perfectionneront mutuellement, lorsque, renonçant à un ridicule et funeste préjugé, on cessera d'appréhender de se dégrader et de s'avilir en considérant la nature dans les animaux, comme si cette même nature et le vrai n'étoient pas toujours et partout dignes des recherches de quiconque sait observer et penser ».

Donc, *parallélisme entre la médecine humaine et la médecine vétérinaire* qui, à l'époque de BOURGELAT, — et LAFOSSE y fait allusion, nous l'avons vu, — souffre encore du mépris des Grecs pour cette dernière science. Nous aurons à reprendre cette analogie des deux professions.

D'autre part, « c'est une erreur à bannir que celle d'imaginer et de croire que les maladies de l'animal cèderont à des mixtes

ou souillés d'impuretés, ou sophistiqués, ou artificiels, ou foibles par eux-mêmes, ou corrompus, ou privés de leurs vertus et de leurs forces » (p. xij).

D'où nécessité d'un homme de l'art pour juger de la qualité des produits : *nous avons nommé le pharmacien.*

Quant aux doses : « Celles qui conviennent au cheval, au mulet, aux ânes conviennent également aux bœufs et doivent être diminuées des trois quarts quand les remèdes sont à donner aux moutons. On ne peut néanmoins rien statuer à ce sujet... Il faut encore qu'il (le praticien) considère... la familiarité de l'animal avec tel remède... S'il est habitué à tel mixte, la dose la plus considérable de cette substance ne produira jamais le même effet que la plus modique qui n'y aura pas été accoutumée » (p. xvij).

Voici qui montre à quel point BOURGELAT avait bien saisi la complexité du problème des doses que nous allons avoir justement à étudier; mais, les proportions données ne tiennent pas et DE GARSALT paraît à ce sujet avoir eu des conceptions plus normales.

La thérapeutique de BOURGELAT s'inspire d'ailleurs des mêmes auteurs que DE GARSALT et n'est pas encore très évoluée (p. 28).

« L'homme, les quadrupèdes, les oiseaux, les poissons, les reptiles, les insectes et toutes celles des parties de ces animaux qui sont utiles dans la médecine humaine et vétérinaire, constituent le règne animal; et nous devons à ce règne le crâne humain, les poudres de vipère, d'écailles d'huîtres, de coquilles d'escargot; les bézoards (« matière solide trouvée pour l'ordinaire dans le quatrième ventricule d'une espèce de chèvre des Indes... en général, toutes les substances pierreuses tirées des animaux (p. 66-67) »); l'os de seiche, la corne de cerf, le blanc de baleine, la colle de poisson, les coquilles, les blancs et les jaunes d'œufs, la fiente de paon, celle d'oye, le suif de bœuf et de mouton, la graisse de cheval, le lait de vache, les abeilles, le miel et la cire, les cloportes, les cantharides, le méloé ou le scarabée des maréchaux, etc... ».

Plus loin (p. 177), il est question de « fiente de vache, d'urine... de briques », puis de (p. 192) « fientes de bœuf, de chèvre, de porc, de pigeon ».

Voilà qui ne nous change guère des médications de Charles ESTIENNE OU DE GARSALT, voire même des hippiatres-apothicaires de Byzance.

BOURGELAT nous donne, d'autre part, une définition assez originale des *médicaments* :

Les différentes substances « forment ce qu'on appelle *medicaments*, dès que leur efficacité, ensuite d'une administration sage et éclairée, est telle qu'elles produisent en eux (animal ou homme) un changement salulaire, et qu'elles remédient aux altérations plus ou moins considérables que leurs corps éprouvent » (p. 30).

L'auteur revient encore sur l'art pharmaceutique (p. 312) :

« Le choix des drogues simples est un objet essentiel dans le traitement des maladies, il ne l'est pas moins dans la pharmacie, et il fait la base de la perfection des médicaments officinaux ».

Toujours la science du pharmacien s'impose, et ceci d'autant plus que BOURGELAT condamne à l'avance la spécialité « omnibus » :

« Un vétérinaire prudent ne doit prescrire aucun remède qu'il ne puisse rendre raison d'une manière satisfaisante des motifs qui ont déterminé son choix ». *L'art de prescrire* fait partie intégrante de l'art vétérinaire.

Et c'est ainsi que BOURGELAT continue :

« Si c'est l'*apothicaire* qui prépare le remède, il faut toujours se servir des noms des drogues qui sont dans les dispensaires.

« Enfin, il est prudent de dater et signer les formules, le vétérinaire ne devant pas craindre d'avouer ce qu'il prescrit » (p. 331).

L'Instruction des *Ecoles vétérinaires* reposait ainsi sur des principes solides. Il aurait suffi de ne pas s'en écarter !

Avec ces Ecoles, l'enseignement étant devenu rationnel, l'empirisme va disparaître... mais bien lentement : ses racines étaient

tellement profondes que la Loi sur l'Exercice de la médecine vétérinaire, votée hier, ménage encore les empiriques restant en leur laissant une situation viagère...

Mais, enfin, la fondation des Ecoles constitue un tournant de l'Histoire de la Pharmacie vétérinaire; c'est de cette création que date le début de la situation actuelle : *il nous reste à faire le point.*

Etudier le développement de l'Enseignement vétérinaire dans les différentes parties du monde ainsi que la jurisprudence particulière de chaque Etat élargirait par trop le cadre de notre exposé; aussi, nous contenterons-nous de relever les particularités les plus saillantes dans les institutions et les législations diverses. L'impulsion que la France a donnée au monde lui permet de bénéficier des expériences heureuses qu'elle peut trouver ailleurs : notre but est de les rechercher.

VIII. — REGLEMENTATION DE LA VENTE DES TOXIQUES AVANT LA LOI DE GERMINAL, AN XI.

Pour bien comprendre l'état actuel de la législation, il nous faut encore examiner l'histoire des *Toxiques* à travers les âges; en effet, de longue date, une réglementation s'est imposée, — du point de vue vétérinaire comme en ce qui touche la médecine humaine pour les *substances vénéneuses*.

Il est curieux de songer que « la science des poisons est la première branche de la chimie qui ait été cultivée par les peuples barbares; les flèches d'HERCULE trempées dans le *fiel de l'hydre de Lerne*, contribuèrent beaucoup, si on en croit la légende, à la prise de Troyes par les Grecs » (1). MÉDÉE, CIRCÉ emploient des herbes enchantées : de l'aconit, vraisemblablement aussi de la mandragore et de la jusquiame (d'après MOSSELMANN et HEBRANT).

Les premiers rois d'Egypte s'empoisonnaient eux-mêmes quand ils en recevaient l'ordre des prêtres qui cultivaient l'*art sacré* — et tous les peuples anciens — faut-il citer MITHRIDATE VI EUPATOR, roi de Pont et son fameux antidote, — firent plus ou moins usage

(1) MOSSELMANN et HEBRANT. — *Précis de toxicologie vétérinaire*, p. 9.

des poisons. C'est ainsi que ceux-ci font partie intégrante de l'Histoire grecque et de l'Histoire romaine : la tragédie antique ne fait que rappeler combien était répandu l'emploi de cette arme insidieuse et terrible. Et c'est encore en Italie, quatorze siècles plus tard, que les crimes des BORGIA permettent de nouveau au théâtre de trouver dans l'usage raffiné des poisons les plus subtils un thème assez facile. Pourtant, dès la première moitié du premier siècle de notre ère, un *Senatus-Consulte* réglementait l'emploi des poisons !

Non pas qu'il s'agisse pour notre sœur latine d'un véritable monopole : les *Gaulois* ne sont pas en retard à ce sujet, puisque, d'après PICHON-VENDEUIL (1), ils préparent :

« 1° *Des poisons de guerre* avec « une certaine herbe pharmaque ayant la vertu de donner des tranchées et de purger ».

« 2° *Des poisons de chasse* à base d'ellébore, signalés par PLINE puis AULU-GELLE... « Ils emploient également une plante « qui nous est inconnue, le *linéum*, puis le fameux *toxicon*, dont « la formule est restée mystérieuse et dont l'antidote est l'écorce « de chêne ou une herbe qu'ils appellent *coracion*. CELSE note, « de plus, que certains poisons de chasse des Gaulois ont des « propriétés analogues à celles des venins de serpents ».

« 3° *Des poisons de suicide*, à base d'If, plante dont les propriétés toxiques ont été longuement décrites par PLINE » (2).

Ceci dit, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler les nombreux et retentissants cas d'empoisonnement ayant marqué les siècles qui nous ont immédiatement précédés — dans le monde entier, en Russie, comme en Italie et ailleurs; en France, à la Cour même de Louis XIV en particulier — pour expliquer comment une réglementation du commerce des toxiques s'est montrée indispensable. Notons, en passant, qu'à la fin du règne de Louis XIV, un nommé BARENTON se disant *vétérinaire* et rebouteur cumulait, comme chef de bande, le poison et la magie (3). Faut-il évoquer les faits et gestes de LA BRINVILLIERS et citer enfin le

(1) « Etude sur les pharmagues et venins de l'antiquité », Bordeaux, 1914 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 18).

(2) Voir *Bulletin du Sud-Est*, octobre 1934 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 18).

(3) MOSSELMANN et HERRANT. — *Précis de toxicologie vétérinaire*, p. 16.

fameux procès de Mme LAFARGE qui, depuis cent ans, continue à émouvoir l'opinion publique ?

De tout temps, la collectivité a eu à se défendre à ce sujet, aussi nous avons vu que, chez les Hindous, plusieurs siècles avant notre ère, les poisons étaient déjà surveillés puisque l'inventeur d'un toxique ne pouvait le faire connaître que s'il avait trouvé le contre-poison (*susruta*).

En Grèce nous avons signalé également que, d'après HIPPOCRATE, des lois interdisaient aux médecins de délivrer des poisons, sans qu'ils en aient reconnu l'utilité urgente ou qu'ils se soient assurés qu'ils ne pouvaient provoquer la mort.

Cette question est d'ailleurs liée à la responsabilité du médecin et du vétérinaire, responsabilité qu'on voit déjà formulée dans le « *Corpus Juris* » de SUSE chez les *Elamites*, — vers l'an 2000 av. J.-C., — et qui se retrouve établie par les codes des *North Wales*, des *South Wales* et de *Gwent*.

Elle relève également du contrôle et de la surveillance des médicaments prescrits déjà dans les Règlements de VILLANOVA (vers 1300), et repris par PHILIPPE LE BEL en 1311.

Dans une ordonnance, JEAN LE BON, en 1353, édicte, au sujet des apothicaires :

« Qu'ils ne vendront, ne bailleront aucune médecine venimeuse perilleuse, ou qui puisse faire abortir, simples ou composées, à nulles gens qui soient hors de la foi chrétienne, ni à aucunes gens avoir se ils ne connoissent bien, que, il soit *maistre* ou *sciencier*, ou expert en la science de médecine, et bien cognu, lequel ils cuideront en leur conscience souffisant, que ce soit par exprès commandement de Physicien qui les eut envoyés quérés » (1).

Et, dès 1516, François I^{er} établit un règlement très précis concernant la vente des poisons par les apothicaires, règlement dans lequel il déclare que « dorénavant, ceux-ci ne pourront vendre aucune cire ouvrée — ou une drogue vénéneuse (que les médecins prescrivent parfois) sans une ordonnance les y auto-

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 66.

risant, en cas contraire, ils seraient condamnés à la perte d'une oreille ».

La sanction, on le voit, était assez dure pour nos confrères de ce temps !

Un arrêt de Lille, daté du 28 mai 1526 et signalé par M. BOUVET (1) est beaucoup plus détaillé, il fait :

« Deffense de par eschevins et conseil de la dicte ville, que personne quelconque, de quelque estat ou condition qu'il soit, de se ingère ne advanche de vendre, ne délivrer aucunes manières de poisons et venins comme arsenik, riaga (réalgar) et autres semblables, tant saulf que les apotiquaires de ceste dicte ville en pourront vendre et bailler pourvu que premiers ilz en aient demandé et obtenu congyé des dits éschevins en plaine hall et illecq fait serment que ilz tiendront les dictes manières de poisons et venins enclos et enfermés en certains lieux à part leurs maisons sans y laisser aller *varlez ou mesnyes* (servantes) et que ils n'en délivreront ne bailleront à personne que à gens de bien, de bonne estimation et congnoissance et que quand ilz en bailleront en tiendront registre à part du nom, de la quantité et du jour ; le tout sur encourir la meisme peine que encourroient ceulx qui useroient mal des dicts poisons et venins, ou autrement pugny à la discrétion d'eschevins ».

Un édit de Louis XIV, du mois de juillet 1682, qui intéresse les médecins, apothicaires et chirurgiens interdit aussi « aux orfèvres, teinturiers, *maréchaux* qui étaient obligés d'avoir de l'arsenic, du réalgar, de l'orpiment pour leur profession, d'en délivrer, ceux-là devant, en outre, inscrire, en les achetant, dans un livre leurs nom, prénoms, profession et adresse avec les quantités achetées ».

En 1694, un apothicaire de Nantua, Claude MIROR, fut inculpé d'avoir vendu de la mort-aux-rats sans une permission spéciale du lieutenant de police et sans avoir au moins une ordonnance médicale. Chose assez curieuse, un pharmacien ne fut-il pas condamné, il y a deux ans, par ce même tribunal de Nantua pour avoir vendu un poison pour les taupes sans avoir fait signer de *bon par l'acheteur* ?).

(1) M. BOUVET. — *Histoire de la Pharmacie en France*, p. 317.

L'arrêt du règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 ordonne « que tous les apothicaires de cette ville et faubourgs de Paris seront tenus de se conformer au nouveau dispensaire fait par les suppléants pour la composition des remèdes y mentionnés, et ce, dans six mois, à compter du jour du présent arrêté et de l'acte de dépôt qui sera fait au greffe de notre dite Cour dudit dispensaire, après avoir été signé du doyen de la Faculté de médecine de cette ville de Paris; fait prohibition et défense aux apothicaires de donner les compositions mentionnées audit dispensaire ou autres, par eux faites, aux malades, sur autres ordonnances que celles des docteurs de ladite Faculté, licenciés d'icelle, ou autres ayant pouvoirs d'exercer la médecine dans cette ville et faubourgs de Paris, et sans ordonnances datées et signées des dits docteurs, licenciés et autres ayant pouvoirs, desquelles ordonnances les dits apothicaires seront tenus de tenir bon et fidèle registre ».

Ce règlement est repris et complété par la *Déclaration du Roi du 25 avril 1777*, qui établit la corporation des maîtres apothicaires sous le nom de Collège de pharmacie, fait une discrimination très nette entre l'épicerie et la pharmacie en défendant « aux épiciers (art. 6) et à toutes autres personnes de fabriquer, vendre et débiter aucuns sels, compositions ou préparations *entrantes au corps humain* en forme de médicament ni de faire aucune mixtion de drogues simples, pour administrer en forme de médecine » (1).

Encore que cette déclaration (art. 9) renouvelle les dispositions de l'Edit de 1682 sans distinguer les produits vétérinaires des médicaments destinés à la médecine humaine, il n'en est pas moins vrai que cette spécification de l'article 6 : *entrantes au corps humain* » va permettre, en dehors des toxiques, comme nous l'avons déjà signalé, l'*Exercice libre de la pharmacie vétérinaire*; ce dont nous souffrons encore aujourd'hui : l'étude de la situation actuelle en France, situation qui relève surtout de la loi de Germinal an XI, va nous montrer comment.

(1) D'après le Docteur P. DELAUNAY (*Revue d'Hist. de la Pharmacie*, 107, p. 154) la séparation des épiciers et des apothicaires avait déjà été prononcée sans succès, en 1691, et, d'autre part, à Caen, en 1751, les deux corps sont fusionnés.

CHAPITRE II

Situation actuelle de la Pharmacie vétérinaire en France.

I. — MEDICAMENTS VÉTÉRINAIRES NE CONTENANT PAS DE TOXIQUES.

L'exercice de la Pharmacie vétérinaire, à l'exception des produits toxiques, est libre.

Ceci paraît évidemment anormal en l'an de grâce 1940, alors que la *pharmacie* est considérée comme une science et un art, qu'elle a ses Facultés, ses diplômes, son doctorat — et ceci, en dépit de la somme des découvertes qu'on doit à ses professeurs éminents, aux nombreux savants qui sont sortis de son sein.

N'importe qui peut préparer n'importe quoi et de n'importe quelle façon pour l'administrer à n'importe quelle bête pourvu, tout de même, qu'il ne soit pas question de substances vénéneuses; c'est le fait actuel.

Nous verrons plus loin, la genèse de cette situation qui a son origine dans la Déclaration du Roi du 25 avril 1777, situation à laquelle la loi de Germinal n'a pas su remédier de façon indiscutable.

Disons tout de suite cependant que la loi sur l'*Exercice de la Médecine vétérinaire*, votée le 28 janvier 1938 par la Chambre des Députés et le 31 mai 1938 par le Sénat, *a supprimé la liberté de l'exercice de la médecine vétérinaire* (avec quelques dérogations provisoires pour les derniers maréchaux vétérinaires). Nous pensons donc que, logiquement, *la suppression de l'Exercice libre de la Pharmacie vétérinaire suivra.*

Nous croyons savoir que nous sommes en complet accord sur ce point avec les dirigeants et les représentants des vétérinaires: ceci à la suite d'un échange de vues que nous avons eu à ce sujet avec M. l'Inspecteur NICOLAS, Directeur des Services vétérinaires au Ministère de l'Agriculture, et M. le Secrétaire général du Syndicat national des Vétérinaires de France et des Colonies.

II. — MEDICAMENTS VÉTÉRINAIRES CONTENANT DES TOXIQUES.

Nous avons vu où en était la Réglementation des Toxiques avant la loi du 21 Germinal an XI.

De cette loi nous retiendrons surtout l'article 27 :

« Les officiers de santé établis dans les bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmacien ayant officine ouverte, pourront nonobstant les deux articles précédents (intéressant les pharmaciens), fournir les médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils seront appelés, mais sans avoir le droit de tenir officine ouverte ».

Nous attirons tout particulièrement l'attention sur cet article, encore qu'il n'y soit pas question des vétérinaires, parce qu'il réglemente la propharmacie pour le médecin (qui a remplacé actuellement l'officier de santé), et parce que nous voudrions voir cet article s'appliquer à la propharmacie vétérinaire.

D'autre part, on pourrait épiloguer sur l'exégèse de cette loi de Germinal qui aurait pu et qui aurait dû supprimer la liberté d'*Exercice de la Pharmacie vétérinaire*. Tandis, en effet, que l'article 33 interdit aux épiciers et droguistes *de vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique*, l'article 36 s'oppose à toute vente *au poids médicinal*, à toute *distribution de drogues et préparations médicamenteuses* (en dehors des officines pharmaceutiques). Malheureusement, la jurisprudence au sujet de l'application de cette loi est restée hésitante au sujet de la pharmacie vétérinaire.

« En 1825, le Jury médical de Seine-et-Oise fait défense au vétérinaire d'*Angerville* de conserver sa pharmacie », tandis que le pharmacien d'Arpajon, DURAND, est débouté d'une poursuite

de ce genre par un jugement du tribunal de première instance de *Corbeil*, le 20 février 1839 — jugement confirmé par la Cour Royale, le 19 août 1839 — mais, fait curieux, la Cour de Cassation pourtant saisie, en définitive, ne se prononce pas.

Et les jugements, de *Mortagne* et d'*Angers* (1845) s'appuient évidemment sur la décision de la Cour de Paris.

L'ordonnance royale du 29 octobre 1846 envisage enfin nettement, cette fois, les produits *vétérinaires*. Il s'agit des *substances vénéneuses* :

« La vente des substances vénéneuses ne peut être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens et sur la prescription du médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un *vétérinaire* breveté. Cette prescription doit être signée, datée et énoncer en toutes lettres la dose des dites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament » dit *l'article 5* de cette ordonnance.

Et *l'article 8* de préciser : « L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, pour d'autres usages que la médecine, que combinés avec d'autres substances. Les formules de ces préparations seront arrêtées, sous l'approbation de notre Ministre secrétaire d'Etat de l'Agriculture et du Commerce, savoir : pour le traitement des animaux domestiques, par le conseil des professeurs de l'Ecole Royale vétérinaire d'Alfort; pour la destruction des animaux nuisibles et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle, par l'Ecole de Pharmacie ».

Quant à *l'article 9* il indique que « les préparations mentionnées dans l'article précédent ne pourront être vendues ou délivrées que *par les pharmaciens* et seulement à des personnes connues et domiciliées. Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs, devant être « inscrits sur le registre « spécial dont la tenue est prescrite par l'article 6 ».

Les vétérinaires ne sont pas autorisés à vendre ces toxiques et *l'article 11* le confirme qui dit que : « Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues par les commerçants, fabricants, manufacturiers et *pharmaciens*, dans un endroit sûr et fermé à clef ».

Passons sur le Décret du 19 juillet 1895 qui instaure une codification spéciale pour le phosphore, et arrivons à la loi du 12 juillet 1916 de laquelle date la conception des *Toxiques stupéfiants*. Cette loi trouve son expression dans le *Décret du 14 septembre 1916* que nous allons analyser, car c'est de ce décret que date la situation rétrograde dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui du point de vue de la *Pharmacie vétérinaire*.

Il convient de remarquer que la notion des toxiques stupéfiants a fait diviser les toxiques en toxiques A, B (stupéfiants : opium brut et officinal, extrait d'opium, morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéïne), de leurs sels et leurs dérivés; cocaïne, ses sels et ses dérivés; haschich et ses préparations) et *toxiques C*.

Pour les *toxiques A*, l'article 16 déclare : « Les substances du tableau A ne peuvent être délivrées sous une forme quelconque : 1° pour l'usage de la médecine humaine que par les pharmaciens, ou par les médecins légalement autorisés à fournir des médicaments à leurs clients; 2° pour l'usage de la médecine vétérinaire que par les pharmaciens, et, sous les réserves prévues à l'article suivant, par les vétérinaires diplômés ».

Et l'article 17 : « Les vétérinaires sont autorisés à détenir, pour l'usage de la médecine vétérinaire, lesdites substances — sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer ces substances à leurs clients, lorsque ceux-ci résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie. Dans les autres communes, ils ne jouissent de la même faculté que dans les cas où l'administration desdites substances est faite par eux-mêmes aux animaux ».

L'article 18 indique que médecins et vétérinaires sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne la détention des toxiques (armoires fermant à clef, toxiques C dans une armoire séparée, étiquetage).

Quant à l'article 25, il spécifie que les vétérinaires « doivent mentionner sur leur registre le nom et l'adresse du client auquel la vente est faite », et « lorsque les médicaments qu'ils prescrivent sont délivrés par eux-mêmes à leurs clients, ils doivent, en

outre, leur remettre une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 20 ».

Nous rappellerons cette disposition, trop rarement observée, dans nos conclusions.

Nous devons relever également l'article 27 :

« Les Pharmaciens peuvent délivrer aux médecins et aux vétérinaires, sur leur demande écrite, datée et signée, les substances visées au présent titre et destinées à être employées par eux, soit dans les cas d'urgence, soit pour des opérations, pansements ou injections. *Ces médicaments doivent être employés par les praticiens eux-mêmes; il leur est interdit de les céder à leurs clients à titre onéreux ou gratuit.* Ces substances ne peuvent être délivrées que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical. L'auteur de la demande doit indiquer lisiblement son nom et son adresse, et énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses entrant dans les préparations... ».

Si ces prescriptions sont utilisées par les médecins, on doit à la vérité de dire que les vétérinaires ne les observent pas. Cela tient évidemment à la contradiction existant entre cet article et l'article 17 de ce décret — contradiction qui n'existe pas entre cet article 27 et l'article 27 de la loi de Germinal pour les médecins.

Puisque tous les vétérinaires sans exception peuvent détenir des toxiques A et sont autorisés à les délivrer — *en fait* à tous leurs clients; la réserve concernant l'administration *par eux-mêmes* des médicaments dans les communes pourvues de pharmacie échappant au contrôle — comment leur demander de se procurer lesdits toxiques A chez les pharmaciens seulement, dans le cas où ils les emploient eux-mêmes et avec interdiction de les céder ?

Ceci prouve — et nous y reviendrons — la nécessité de la modification de l'article 17 et son remplacement par un article calqué sur l'article 27 de la loi de Germinal.

En ce qui concerne les toxiques C si, *dans ce décret de 1916* l'article 17 joue, l'article 27 n'est pas applicable, non plus que l'article 19, d'ailleurs, qui n'autorise la délivrance des toxiques A

par les pharmaciens que sur prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire.

Ainsi les toxiques C, après 1916, pouvaient encore être délivrés *régulièrement* par le pharmacien sans ordonnance et par le vétérinaire auquel on n'imposait pas de fournisseur déterminé.

C'est pourquoi ce décret ne souleva pas les protestations qui auraient dû amener rapidement sa modification. Ajoutons que la période de guerre ne facilitait guère une demande de rectification. L'illogisme et l'hérésie du décret au sujet des toxiques A et B devaient donc se prolonger... et s'amplifier.

Pour les *toxiques B*, en effet, le titre II du *décret du 14 septembre 1916* reprenait les dispositions du titre I^{er} concernant les *toxiques A* en les rendant plus sévères. Afin de ne pas alourdir notre sujet, nous examinerons seulement le *décret du 20 mars 1930* qui a remplacé ce titre II du *décret du 14 septembre 1916*.

Il s'agissait de mettre le commerce des stupéfiants en accord avec la *Convention de l'acte final de Genève, du 19 février 1925*.

Nous passerons sur les autorisations de fabrication, de transformation, d'extraction, de préparation, de distribution, de courtage, d'importation et d'exportation nécessaires pour noter que le dépôt du *diplôme de pharmacien* tient lieu d'autorisation pour la *préparation* et la *délivrance* des toxiques B — délivrance qui ne doit se faire que sur ordonnance. L'étiquetage ne nous arrêtera pas. L'inscription sur registre spécial non plus. Pas plus que l'interdiction de renouvellement des ordonnances avec les quelques dérogations prévues — dérogations qui figurent dans l'*article 38*; mais ce même *article 38* poursuit :

« Les Pharmaciens peuvent délivrer aux praticiens légalement habilités à les prescrire pour les usages thérapeutiques les substances du tableau B nécessaires à l'exercice de leur profession, dans les conditions et sous les réserves fixées aux articles 27 et 28. Les Pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des *praticiens domiciliés dans la commune ou dans les communes contiguës*, lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine.

« Il est interdit aux Pharmaciens de délivrer à ces praticiens aucune de ces substances en nature.

« Les Pharmaciens doivent conserver, pendant trois ans, pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente, les demandes émanant des médecins, *des vétérinaires*, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes, et en adresser un relevé à la fin de chaque trimestre au Préfet du département ».

La circulaire du 20 mars 1930 tend à répondre, comme le décret le faisait, aux dispositions de la *convention internationale de Genève du 19 février 1925*, et revient sur l'autorisation nécessaire pour la fabrication et la vente des stupéfiants.

Elle rappelle que sont exemptés de cette autorisation ministérielle :

« Les Pharmaciens tenant une officine ouverte au public et pour la préparation et la délivrance, dans cette officine seulement, des substances inscrites au tableau B sous leurs formes magistrales.

« *Les médecins et les vétérinaires*, même s'ils sont en même temps « *propharmaciens* », c'est-à-dire habilités à vendre des médicaments dans les conditions et sous les réserves fixées aux articles 16, 17 et 18 du décret du 14 septembre 1916. Ces praticiens, qui doivent avoir fait la déclaration à la Préfecture de l'ouverture de leur dépôt de médicaments, *doivent s'approvisionner*, conformément aux prescriptions de l'article 38 du décret de 1930, *dans les pharmacies de leur commune ou, lorsque celle-ci en est dépourvue, dans celles des communes contiguës* ».

Ces dispositions, qui ne font qu'éclairer et compléter l'article 38 du décret du 20 mars 1930, auquel il est fait allusion, permettaient au moins un certain contrôle des mouvements des toxiques B chez les vétérinaires.

La mission de surveillance du pharmacien subsistait en partie et les inspecteurs départementaux pouvaient se rendre compte des entrées et des sorties — ceci dans une certaine mesure — chez les vétérinaires.

Or, une *circulaire du 20 octobre 1933* a supprimé même cet embryon de contrôle, provisoirement (?).

« L'application des dispositions de la circulaire du 3 décembre 1932 (rappelant celles de la circulaire du 20 mars 1930) rela-

tives aux propharmaciens a provoqué des difficultés dans l'approvisionnement de ces derniers en produits stupéfiants.

« *En attendant que soient précisées par un règlement les conditions dans lesquelles doit s'effectuer cet approvisionnement et s'exercer le contrôle des livraisons des produits dont il s'agit, il y aura lieu de permettre aux propharmaciens inscrits sur les listes préfectorales d'assujettis à l'Inspection des pharmaciens, de se procurer les produits qui leur sont nécessaires ailleurs que dans les pharmacies de communes contiguës* ».

Nous sommes en 1940 et nous attendons encore les précisions annoncées. Cependant, et contrairement à la Convention internationale de Genève, le contrôle des toxiques B, chez les vétérinaires, est devenu illusoire : la relation entre les livraisons des fournisseurs et les sorties faites par le vétérinaire échappant aux Inspecteurs départementaux.

Par l'arrêté du 7 juillet 1931, on a prévu des tableaux de doses de toxiques A et B dont les prescriptions peuvent être renouvelées sans ordonnances, mais qui relèvent toujours de l'article 19 du décret du 14 septembre 1916, c'est-à-dire dont la délivrance ne peut être faite que sur une première prescription, mais surtout il est bien spécifié qu'il ne s'agit que de la « médecine humaine ».

Avec le décret du 9 novembre 1937, qui met les toxiques C sur le même plan que les toxiques A, la situation devient critique : « lesdites substances toxiques C ou les préparations qui les contiennent ne peuvent être délivrées pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que dans les conditions prescrites aux articles 16, 17 et 19 » du décret du 14 septembre 1916 (article 42) et, d'autre part (article 43) : « Les dispositions des articles 22, 24, 25, 26 et 29 (toujours du décret de 1916) sont applicables aux substances du tableau C et aux préparations qui en contiennent » (c'est-à-dire que toute la réglementation des toxiques A est applicable aux toxiques C). « Et les dispositions de l'arrêté du 7 juillet 1931 sont, par l'arrêté du 18 novembre 1937, appliquées aux substances du tableau C qui, d'ailleurs, ont vu leur nombre s'augmenter fortement dans le décret du 9 novembre 1937 (article 2) ».

Quoi qu'il en soit, le *décret du 9 novembre 1937* paralysait tellement l'exercice de la pharmacie et grevait tellement les malades par la nécessité absolue d'ordonnances, pour les plus petites quantités de toxiques A, B et surtout C, qu'un arrêté du 2 mars 1938 a dû admettre des dérogations pour des doses maxima de toxiques, doses fixées par un tableau annexé à cet arrêté. Malheureusement, cet arrêté ne vise que « *les préparations médicamenteuses pour l'usage de la médecine humaine* » (article 1^{er}).

Il en résulte que les produits destinés à la médecine vétérinaire subissent toujours la réglementation excessive du décret du 9 novembre 1937.

Aucun toxique C ne peut être délivré sans ordonnance et ceci est, nous le verrons, d'un illogisme déconcertant.

Autre question importante du point de vue de la pharmacie vétérinaire, comme de la médecine humaine; c'est celle des *sérums thérapeutiques*.

La loi du 25 avril 1895, celle du 14 juin 1934 et les décrets du 15 juin 1934, du 29 août 1935, du 26 août 1936, l'arrêté du 4 février 1937 et celui du 5 février 1937 semblent viser plus spécialement les sérums destinés à la médecine humaine, sous le couvert de la thérapeutique en général.

Mais il y est question d'ordonnances médicales et du Ministre de la Santé publique (alors que les Services vétérinaires relèvent de l'Agriculture).

Cependant, l'article 9 du *décret du 26 août 1936* indique que les *Directeurs des Services vétérinaires* départementaux sont habilités pour surveiller les produits d'origine organique. De même l'article 26 de ce décret énumère, dans les diplômes exigés pour être expert à ce sujet, après celui de Docteur en Médecine, de Docteur en Pharmacie ou Pharmacien, celui de Docteur Vétérinaire (un certificat de chimie biologique étant nécessaire à un Docteur ès sciences ou à un Diplômé d'études supérieures).

Quant à l'arrêté du 4 février 1937, il spécifie que l'établissement de production de sérums provenant d'animaux vivants doit être sous la direction et sous le contrôle d'un *vétérinaire qualifié*.

L'article 27 de cet arrêté impose l'*estampille vétérinaire* (art. 27) sur les animaux destinés au prélèvement des organes pour préparation de produits injectables.

« Ces organes ne sont détachés des viandes et abats qu'après la *visite du vétérinaire de service* ».

Les organes, le sang reconnus par le *service vétérinaire* après examen sanitaire de l'animal abattu, impropres à des usages thérapeutiques, doivent, sous le contrôle dudit service, être rejetés pour être réservés à des usages industriels.

L'article 30 note d'ailleurs que « les glandes, organes ou tissus d'animaux destinés à des usages thérapeutiques ne peuvent être importés qu'accompagnés d'un certificat mentionnant qu'ils proviennent des abattoirs dotés d'une inspection vétérinaire permanente... Et ils doivent être soumis... à l'examen du service vétérinaire », à l'arrivée.

Les *vétérinaires* jouent, on le voit, un grand rôle en ce qui concerne les sérums thérapeutiques mêmes destinés à la médecine humaine. Il est normal, en échange, et d'une utilité incontestable que la science du pharmacien soit également mise à contribution, soit pour la préparation — le laboratoire du pharmacien peut aussi bien préparer et découvrir des sérums vétérinaires qu'humains, et nous savons certains laboratoires que les vétérinaires gagneraient à connaître et qui pourraient eux-mêmes bénéficier d'une collaboration effective des vétérinaires — soit pour la vente après contrôle, ces produits exigeant une surveillance éclairée et constante.

Nous aurons à reprendre cette question dans nos Conclusions.

CHAPITRE III

La Pharmacie vétérinaire dans les Colonies françaises et dans les Pays de Protectorat.

ALGERIE.

Le décret du 9 février 1917 a rendu notre *décret du 14 septembre 1916* applicable en Algérie. De même le décret du 12 mai 1932 a rendu légal notre *décret du 20 mars 1930*.

De sorte qu'en Algérie, aux toxiques C près, la situation est sensiblement la même qu'en France et nos Conclusions vaudront en grande partie pour l'Algérie.

MAROC.

En vertu du « Dahir » du 2 décembre 1922, les dispositions principales de notre *décret du 14 septembre 1916* — et en particulier le fameux article 17 de ce décret — l'article 14 du « Dahir » — livre aux vétérinaires, *en fait*, le presque monopole des fournitures pharmaceutiques vétérinaires.

Même contradiction entre l'article 24 du « Dahir » — qui reprend textuellement l'article 29 du décret du 14 septembre 1916 — et l'article 14 en question de ce « Dahir », qu'entre les articles 17 et 29 du décret du 14 septembre 1916.

On trouve également dans ce « Dahir » (*art. 35*) les dispositions que nous retrouverons dans notre décret du 12 mars 1930 au sujet des toxiques B :

« Les Pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans les com-

munes contiguës, lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine ».
De sorte que la situation est la même qu'en Algérie.

ETATS DU LEVANT.

Deux arrêtés (28 août 1934 et 27 avril 1935) tendent à rapprocher de la nôtre la législation des Etats du Levant.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE ET NOUVELLE-CALEDONIE.

Les décrets des 6 janvier 1925 et 22 juin 1925 y rendent applicable la loi du 12 juillet 1916.

Donc, toujours même situation qu'en France, aux derniers décrets près.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE.

Situation identique, le décret du 17 septembre 1916 ne faisant qu'introduire dans les Etablissements de l'Inde notre décret du 14 septembre 1916.

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE, CAMEROUN, TOGO, COTE DES SOMALIS.

Dans ces colonies, on a fait œuvre originale. Voyons plutôt les textes qui nous intéressent :

D'abord, le *décret du 9 octobre 1926* qualifie (art. 1^{er}) de médicament « dont la *vente est réservée exclusivement au Pharmacien*, toute substance simple ou composée, vendue ou mise en vente dans un but thérapeutique ».

Puis, l'*article 9* spécifie que :

« La vente des substances vénéneuses pour l'usage de la médecine ne *peut être faite que par les pharmaciens*, sur les prescriptions d'un médecin ou d'un *vétérinaire diplômé*, ainsi que sur celles d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme diplômés

d'une Ecole de l'Etat dans la limite des produits autorisés par le Gouverneur général, sur la proposition de l'Inspecteur général des Services vétérinaires ».

Et l'article 13, après avoir interdit le cumul de l'exercice de la médecine et de la pharmacie, même pour les bi-diplômés, poursuit :

« Toutefois, les médecins et vétérinaires ÉTABLIS DANS LES CENTRES NON POURVUS DE PHARMACIENS peuvent fournir des médicaments et préparations diverses aux personnes qui les feraient appeler pour elles ou leurs animaux, mais sans avoir le droit de tenir officine ouverte, et à la condition qu'il n'existe aucune pharmacie régulièrement établie dans un rayon qui sera fixé pour chacune d'elles par arrêté du Gouverneur général ».

Ne nous arrêtons pas à l'article 14 qui, répondant aux nécessités coloniales et à la pénurie de pharmaciens coloniaux, prévoit des *dépôts* de remèdes officinaux, de drogues simples *non toxiques* et de spécialités dans les localités situées en dehors du rayon fixé par chaque pharmacie régulièrement ouverte. Notons qu'*aucune* préparation de remèdes n'y est alors autorisée et qu'une liste fixée par arrêté du Gouverneur indique les médicaments qui peuvent y être entreposés et livrés.

Ces principales dispositions du *décret du 14 septembre 1916* sont reprises dans le *décret du 7 mars 1918* pour la réglementation du commerce, de la détention et de l'emploi des substances vénéneuses en Afrique Equatoriale Française. Mais le fameux *article 17* contre lequel nous nous élevons n'est pas reproduit. C'est l'*article 13* du *décret du 9 octobre 1926* (renouvelant l'article 13, cité plus haut, du *décret du 7 mars 1918* sur l'exercice de la pharmacie) qui fait autorité et auquel le décret que nous analysons se reporte (article 15).

Dès lors, l'*article 25* de ce même décret, copié sur l'*article 29* du *décret du 14 septembre 1916*, n'est plus en contradiction avec les dispositions prévues pour la propharmacie, qu'elle soit médicale ou vétérinaire.

Et l'*article 38* sera reproduit dans l'*article 38* du *décret du 12 juillet 1930* nous concernant, à cela près qu'il s'agit, pour

les pharmaciens, de ne « délivrer ces substances (toxiques B) qu'à des praticiens domiciliés dans la *colonie* ou les *colonies* contiguës » au lieu des « *communes* » ou « *communes contiguës* » desquelles il sera question dans le décret du 12 juillet 1930.

Signalons encore dans l'article 37, une disposition particulière :

« *Les ordonnances des médecins vétérinaires, quand elles comportent des substances à des doses supérieures à la dose indiquée dans le Codex comme maximum pour 24 heures, doivent les prescrire sous une forme qui les rende impropres à l'usage de la médecine humaine* ».

Notre but n'étant pas de chercher à limiter les prescriptions vétérinaires, ni à les compliquer, nous ne retiendrons pas ces dispositions; reconnaissons seulement que si les prescriptions médicales sont limitées par la règle des sept jours, il est surprenant que les vétérinaires ne soient en rien freinés dans des prescriptions qui peuvent être énormes en regard de la médecine humaine.

N'oublions pas, en tout cas, l'article 13 du décret du 9 octobre 1926 qui organise la *propharmacie vétérinaire* sur la même base que la *propharmacie humaine*, comme la logique doit l'imposer en France.

LA REUNION.

Le décret du 3 août 1933, s'il reproduit beaucoup de dispositions de notre loi du 12 juillet 1916, comporte des particularités assez importantes pour nous : c'est ainsi que l'article 17 de ce décret est ainsi conçu :

« Cependant, les *médecins et vétérinaires* établis dans les centres non pourvus de pharmaciens peuvent, sans toutefois avoir le droit de tenir officine ouverte ni de conserver leur approvisionnement dans un lieu autre que leur domicile particulier, fournir des médicaments et préparations diverses aux personnes qui les feraient appeler pour elles ou leurs animaux à la condition cependant *qu'ils résident à plus de cinq kilomètres d'une pharmacie régulièrement établie*.

« Ils doivent, au préalable, obtenir une autorisation du Gouverneur et, comme les pharmaciens, observer les textes régissant la réception, la vente et la détention des substances vénéneuses. Au cas d'ouverture d'une officine par un pharmacien diplômé, dans la même localité ou dans une localité située à moins de cinq kilomètres, l'autorisation ci-dessus donnée est annulée de plein droit. Un délai de deux mois non renouvelable leur sera accordé pour liquider leur approvisionnement ».

C'est, là encore, la *propharmacie vétérinaire* telle, qu'à notre sens, elle doit être envisagée.

MADAGASCAR.

Le décret du 4 août 1933 vient apporter également son appui à la thèse que nous soutenons :

D'abord c'est, dans l'article 1^{er}, la définition du médicament « dont la vente est exclusivement réservée aux pharmaciens » qu'on a déjà trouvée dans le décret du 9 octobre 1926 pour l'Afrique Equatoriale Française. Puis l'article 9 qui, comme l'article 9 de ce décret du 9 octobre 1926, déclare que « la vente des substances vénéneuses pour l'usage de la médecine *ne peut être effectuée que par les pharmaciens* et sur les prescriptions d'un médecin ou d'un vétérinaire diplômé d'Etat ou sur celles d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme diplômés d'une Ecole d'Etat, conformément à la réglementation en vigueur ».

Mais, ce qui nous intéresse le plus, c'est l'article 16 (titre II) qui rappelle l'article 13 du décret du 9 octobre 1926 pour l'Afrique Occidentale Française et l'article 17 du décret du 3 août 1933 pour la Réunion :

« Il est interdit à tout pharmacien, même pourvu du diplôme de docteur en médecine, d'exercer simultanément la médecine et la pharmacie; cependant les médecins pourvus du diplôme d'Etat français, *établis dans les centres non pourvus de pharmaciens* peuvent, sans toutefois avoir le droit de tenir officine ouverte, ni de conserver leur approvisionnement dans un lieu autre que leur domicile particulier, fournir des médicaments et

préparations diverses aux personnes qui les feraient appeler, à la condition cependant qu'elles résident à plus de dix kilomètres d'une pharmacie régulièrement établie.

« Ils doivent, au préalable, obtenir une autorisation du Gouverneur général et tenir, comme les pharmaciens, un registre d'ordonnances et un carnet d'entrée et de sortie des substances des tableaux A et B. »

Si un pharmacien diplômé ouvre dans la même localité, ou dans une localité située à distance inférieure à 10 kilomètres, l'autorisation ci-dessus donnée aux médecins devient nulle, *ipso facto*. Un délai de six mois, non renouvelable, leur sera accordé pour liquider leur approvisionnement.

« **Les prescriptions du présent article sont applicables aux vétérinaires** pourvus du diplôme d'Etat qui restent, d'autre part, soumis aux dispositions de l'article 14 du décret du 20 avril 1919, relatif aux substances vénéneuses et des actes qui l'ont modifié ».

C'est bien, comme nous le signalions, la pharmacie vétérinaire et la pharmacie humaine, mises sur le même plan, en ce qui concerne médecins et vétérinaires.

MARTINIQUE, GUADELOUPE, GUYANE.

Nous retrouvons encore dans ces colonies, en dehors des dispositions générales du décret du 14 septembre 1916, et de clauses coloniales spéciales, l'organisation de la propharmacie, telle qu'elle doit être comprise.

Voici, en effet, le texte de l'article 16 du décret du 27 septembre 1929 :

« Toutefois, les *médecins et vétérinaires établis dans les centres non pourvus de pharmaciens* peuvent, sans toutefois avoir le droit de tenir officine ouverte, ni de conserver leur approvisionnement dans un lieu autre que leur domicile particulier, fournir des médicaments et préparations diverses aux personnes qui les feraient appeler pour elles ou leurs animaux, à la condition cependant qu'elles résident à plus de huit kilomètres d'une pharmacie régulièrement établie.

« Ils doivent, au préalable, obtenir une autorisation du Gouverneur, et tenir, comme les pharmaciens, un registre d'ordonnances et un carnet d'entrée et de sortie des substances du tableau B.

» Si un pharmacien diplômé installe une officine dans la même localité, l'autorisation ci-dessus donnée aux médecins et aux vétérinaires devient nulle, *ipso facto*. Un délai de deux mois, non renouvelable, leur sera accordé pour liquider leur approvisionnement ».

INDOCHINE.

Nous négligeons tout ce qui concerne les médecins indigènes et les médicaments sino-annamites, pour relever encore ici *l'article 13 du décret du 16 juillet 1919*, réglementant l'exercice de la pharmacie en Indochine.

« Toutefois, les *médecins et vétérinaires* établis dans les *centres non pourvus de pharmaciens*, pourront fournir des médicaments et préparations diverses aux personnes qui les feront appeler pour elles ou leurs animaux, mais sans avoir le droit de tenir officine ouverte, et à la condition, toutefois, *qu'elles résident à plus de dix kilomètres d'une pharmacie régulièrement établie*.

De même qu'en *Afrique Equatoriale Française*, des *dépôts de médicaments* (article 14), peuvent être autorisés dans des conditions déterminées (pas de préparation de remèdes, dix kilomètres d'une pharmacie, aptitude exigée), autorisation révocable et fermeture dans les six mois qui suivent l'installation d'une pharmacie.

Nous finirons, en ce qui concerne nos colonies et pays de protectorat, par :

LA TUNISIE

, où nous avons beaucoup à apprendre.

D'abord, une clause très importante figure dans le *décret beylical des 31 mars 1913 et 14 mars 1914*. C'est la nécessité d'une *autorisation préalable* pour l'ouverture d'une pharmacie, nécessité confirmée par le *décret du 10 mars 1927*, et mieux encore —

après concours, — par le décret du 16 mars 1936, qui fixe d'ailleurs une *limitation* très raisonnée des pharmacies. Mais, ceci sort du cadre de notre étude, et nous allons examiner simplement ce qui concerne la *pharmacie vétérinaire* en Tunisie.

L'article 8 du décret des 31 mars 1913 et 14 mars 1914, spécifie que « le *médecin*, établi dans une localité dépourvue de pharmacien, dans un rayon de six kilomètres, peut délivrer des médicaments exclusivement aux malades le consultant dans son cabinet. Il peut également délivrer des médicaments aux malades qu'il soigne et qui sont dans une localité située dans les mêmes conditions que ci-dessus.

« Le *vétérinaire* peut, dans les mêmes cas, délivrer des médicaments pour les animaux... Toutefois, médecins ou vétérinaires ne peuvent avoir officine ouverte, ni enseigne ».

Là encore, des *autorisations* révocables peuvent être données pour des dépôts de médicaments strictement limités et réglementés, et fermant dans les trois mois d'installation d'une pharmacie.

L'article 9 du même décret, non seulement annule toute convention entre *médecin*, *vétérinaire* et *pharmacien*, pour tirer un profit quelconque sur la vente de médicaments, mais interdit aussi toutes consultations de *médecins* et de *vétérinaires* dans une pharmacie (hormis les cas d'urgence pour des blessés sur la voie publique).

Dans le décret du 10 mars 1927, l'article 7-III, nous intéresse également :

« Tout établissement se livrant dans la Régence à la fabrication ou à la vente en gros, pour la vente au détail, par les pharmaciens, de produits, compositions et préparations, *spécialisées ou non*, pour l'usage de la *médecine humaine ou vétérinaire* doit être exploité :

« — Soit par un pharmacien;

« — Soit par une Société en nom collectif, dont l'un des membres, au moins, est pharmacien;

« — Soit par une Société en commandite simple, dont l'un des commanditaires est pharmacien;

« — Soit enfin, par une Société en commandite par actions, dont l'un des gérants sera diplômé.

« Dans tous les cas, l'associé pharmacien, commandité ou gérant, est toujours responsable ».

D'autre part (art. 9), après la confirmation des dispositions de l'article 9 du décret antérieur (annulation de conventions entre médecins, vétérinaires — et même dentistes ou sages-femmes — et pharmaciens), le cumul de l'exercice de *vétérinaire* (comme celui de médecin-dentiste et sage-femme) et de *celui de pharmacien* est interdit aux personnes pourvues des deux diplômes (sauf le cas de propharmacie) (art. 8 du décret des 31 mars 1915 et 14 mars 1914).

Le cas des Etablissements hospitaliers (art. 10) serait à signaler, mais, c'est en dehors de notre sujet.

Par contre, l'article 11 offre un certain intérêt pour nous :

« Tous les produits, compositions ou préparations constituant des *spécialités* pour l'usage de la médecine ou de la chirurgie humaine ou *vétérinaire* doivent porter :

« 1° L'indication de la raison sociale, s'il y a lieu;

« 2° Le *nom du pharmacien responsable*;

« 3° Le nom et l'adresse du fabricant;

« 4° Le nom usuel de la spécialité, ainsi que *les doses* de la ou des substances qui entrent dans sa composition. »

A noter également que (article 12) « l'ordonnance d'un médecin, d'une sage-femme, d'un chirurgien-dentiste ou d'un *vétérinaire*, doit porter, en caractères lisibles, le nom et l'adresse du signataire et être rédigée de façon à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies. »

Signalons également dans l'article 14, II :

« *Ne sont pas libres* : a) la fabrication ou le commerce de toute drogue, substance, composition ou préparation pour l'usage de la médecine ou de la chirurgie humaine ou *vétérinaire* (art. 7 et 8), des vaccins, virus atténués, sérums, toxines et autres produits analogues, ainsi que des substances injectables d'origine organique, non définies chimiquement;

« b) Le commerce des plantes et des eaux minérales médicinales (arsenicales, sulfureuses et purgatives). »

La plupart des dispositions que nous avons relevées dans nos colonies et protectorats répondent à nos préoccupations. En *Tunisie* surtout, nous venons de le voir, nous nous trouvons en présence d'une organisation vraiment modèle en tout ce qui concerne notre profession. La pharmacie vétérinaire y a été, en tout cas, très bien étudiée, et nous nous inspirerons dans nos Conclusions du règlement tunisien qui nous paraît, de tous les protectorats et colonies — connu de tous les pays étrangers, ainsi que nous allons le voir — le mieux répondre aux nécessités du progrès et de la civilisation.

CHAPITRE IV

La Pharmacie vétérinaire à l'Étranger.

ALLEMAGNE.

La situation y est encore assez confuse du fait que le vétérinaire y est resté plus longtemps qu'ailleurs méprisé. Et ceci tient, d'après E. LECLAINCHE (1), à la répulsion profonde qu'inspirent en Allemagne les cadavres des animaux.

Quoi qu'il en soit, de nombreux empiriques existent encore : « de 3 p. 100 dans le Palatinat à 110 p. 100 en Basse Bavière » ; toujours d'après LECLAINCHE (2), empiriques qui vendent des médicaments vétérinaires. « Divers Etats ont au moins édicté, en ces derniers temps, une série de mesures contre la mise en vente ou la simple annonce de remèdes secrets destinés aux animaux » (3).

Du point de vue vétérinaire, l'Allemagne est en retard sur nous et c'est ainsi, si nous sommes bien renseigné, — car il nous est impossible actuellement d'être fixé directement, — que le vétérinaire, en Allemagne, *doit* pouvoir vendre des produits vétérinaires, mêmes toxiques.

Ceci nous paraît normal, en regard d'une organisation vétérinaire encore peu évoluée et nous en tirerons même argument pour notre démonstration.

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 351.

(2) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 358 (note n° 3).

(3) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 358.

REPUBLIQUE ARGENTINE.

En raison des immenses étendues des plaines de ce pays, les troupeaux y sont restés longtemps à l'état demi-sauvage, sans qu'on songe à les soigner. Les maladies contagieuses elles-mêmes ne pouvaient guère sévir du fait de l'isolement et de la force de résistance des animaux si peu domestiqués.

La faible valeur d'une viande abondante n'ayant pas encore trouvé son débouché sur les marchés européens — et pour cause, les procédés de réfrigération étant de date récente, — ne justifiait guère les frais de traitements vétérinaires. On laissait à la nature les soins d'opérer la sélection...

Il n'existait pas de vétérinaires et les empiriques — les « curanderos » — n'étaient même appelés que très rarement à intervenir.

Depuis la constitution des enclos (1845), les éleveurs surveillent surtout les reproducteurs, importés ou non, en vue de l'amélioration des races par les croisements.

Un Institut agronomique et vétérinaire existe depuis 1883, deux Facultés, agronomique et vétérinaire, sont ensuite fondées : *La Plata* (qui a absorbé le premier Institut) et *Buenos-Aires* (1904).

Mais, la médecine vétérinaire reste limitée à quelques centres d'élevages, et le développement de l'automobile s'oppose au développement de cet art.

Nous n'avons, d'autre part, reçu aucune réponse à notre demande de renseignements touchant la pharmacie vétérinaire qui, vraisemblablement, doit être à peu près libre.

AUSTRALIE.

Même situation qu'en Argentine, mêmes élevages importants, mais vastes étendues qui permettent un isolement relatif et une sélection naturelle.

Une Ecole vétérinaire est créée pourtant à Melbourne depuis 1888 et une Faculté vétérinaire existe à Sydney depuis 1910, mais l'Ecole de Melbourne disparaît en 1927.

Peu de vétérinaires qualifiés qui pratiquent dans les grandes villes et leurs banlieues surtout.

Nous n'avons pas obtenu les renseignements sollicités au sujet de la Pharmacie vétérinaire.

AUTRICHE.

A la suite de l'organisation de l'enseignement vétérinaire en France, le Gouvernement autrichien de Marie-Thérèse songe à pourvoir son pays des mêmes Ecoles et c'est un vétérinaire milanais et un *pharmacien* (MENGMAN) qu'on envoie à Lyon s'imprégner des méthodes et de la culture françaises.

La première Ecole est ouverte en 1767, dans le jardin de Lobkowitz, et un chirurgien, ainsi qu'un maréchal-ferrant (Fahnnenschmied) sont chargés à leur tour d'aller s'instruire à Alfort.

L'Ecole de Vienne est créée en 1777, on ouvre également une Ecole à Lemberg (Lwow) pour la Pologne, à la suite du deuxième partage, tandis que la Bohême ne peut obtenir qu'une chaire vétérinaire à l'Université allemande de Prague.

Un Institut vétérinaire est cependant obtenu par les Slaves du Sud, à Zagreb.

Quoi qu'il en soit, l'empirisme fait florès en Autriche et les Ecoles ne forment pendant longtemps que des « maréchaux » (Kurschmiede) qui ne sont guère plus que des empiriques.

Depuis la guerre de 1914, l'Autriche démembrée était désorganisée économiquement et la situation de son cheptel devenait vraiment tragique : les vétérinaires avaient dû, pour la plupart, exercer en même temps une autre profession.

Ce qu'était la pharmacie vétérinaire ? Nous n'avons pas pu, en raison de l'état de guerre actuel, le savoir ; sans doute n'offrait-elle pas un grand intérêt ?

BELGIQUE.

Il est assez curieux de constater que, lors de l'occupation autrichienne des Pays-Bas, en 1786, c'est justement deux Milanais, ayant été détachés à l'Ecole de Lyon, que le Gouvernement de Joseph II avait chargés d'installer une Ecole vétérinaire à Bruxelles, en 1791 (1). La Révolution française et les événements européens qui en furent la conséquence, empêcha cette réalisation, qui ne put se faire qu'en 1836.

Est-ce à ces premiers « Lyonnais » — FERDENZY et PONTY — que nous devons de trouver dans la jurisprudence belge l'influence française ?

« La vente au détail des médicaments vétérinaires est réservée aux pharmaciens tenant officine ouverte au public. Toutefois, les vétérinaires, lorsqu'ils tiennent dépôt (?), peuvent délivrer des médicaments pour les animaux auxquels ils donnent les soins... Ils ne peuvent tenir officine ouverte » (2).

Cependant, l'arrêté royal du 25 octobre 1931 donne les *Dispositions spéciales aux pharmaciens, aux médecins et aux médecins vétérinaires autorisés à tenir un dépôt de médicaments*.

Cet arrêté qui divise les toxiques en cinq listes différentes, réglemente la propharmacie humaine et vétérinaire de même façon, et c'est ce que nous en retiendrons puisque aussi bien c'est cette commune réglementation que nous demandons.

BRESIL.

Là aussi, comme en Argentine et en Australie, l'élevage est tel que la pratique vétérinaire est à peu près limitée aux grandes villes, et, malgré l'institution récente des Ecoles de Rio (1912), de Sao-Paulo (1928) et l'Ecole *militaire* de Rio (1910), le nombre total des vétérinaires est relativement réduit.

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 532.

(2) Renseignement fourni par l'Ambassade de France en Belgique, 9 février 1940.

L'exercice de la Pharmacie vétérinaire est libre au Brésil, les ordonnances peuvent être exécutées par le pharmacien ou par le vétérinaire (1).

Retard dans l'évolution...

BULGARIE.

« Seuls, les pharmaciens sont habilités pour vendre les médicaments vétérinaires de toutes sortes (simples, contenant des substances venéneuses ou des produits toxiques).

« En Bulgarie, outre les pharmaciens, deux coopératives vétérinaires sont également autorisées, par le Ministère de l'Agriculture et des Domaines d'Etat, à vendre les médicaments vétérinaires ».

Ces renseignements, que nous communique la Légation de la République française en Bulgarie (27 février 1940), nous permettent de constater, qu'en dehors des deux coopératives en question, l'exercice de la Pharmacie vétérinaire est bien entre les mains des pharmaciens, en Bulgarie, tel qu'il devrait l'être et comme nous demandons qu'il le soit, en France.

CANADA.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage au Canada a justifié rapidement l'organisation de l'enseignement vétérinaire au Canada. C'est ainsi que le *College vétérinaire* de l'Ontario est créé en 1862, tandis que l'*École de médecine vétérinaire de Québec* (installée après de nombreuses vicissitudes à Oka) s'ouvre en 1866.

Comme dans les grands pays d'élevage, la circulation automobile atteint particulièrement les vétérinaires, surtout installés dans les grandes villes, mais, petit à petit, la médecine vétérinaire s'adapte...

Que devient la pharmacie vétérinaire ? Nous avons sollicité des indications qui ne nous sont pas parvenues !

(1) Indication donnée par l'Ambassade de France au Brésil, 5 avril 1940.

CHILI.

Le morcellement de la propriété, morcellement imposé par le peu d'étendue des surfaces favorables à la culture et à l'élevage, fait que cet élevage est peu important. Les animaux y ont peu de valeur et ce sont des empiriques (curanderos) qui les soignent.

Trois vétérinaires français, seuls, existent avant 1910, tandis que c'est un ingénieur agronome français qui dirige les services agricoles et règle les questions vétérinaires (Jules BESNARD). Un premier laboratoire pour la préparation des vaccins est même créé par lui, tandis qu'il charge deux vétérinaires français (LUCET et BLIER) d'organiser les services vétérinaires.

L'Ecole et la Faculté agronomique et vétérinaire de Santiago sont fondées en 1924.

Quoi qu'il en soit, il n'existe guère, en dehors des grandes villes, que des vétérinaires fonctionnaires ou militaires, et nous n'avons rien pu obtenir au sujet de la façon dont la pharmacie vétérinaire, encore embryonnaire sans doute, est organisée.

CHINE.

Malgré les maladies contagieuses, excessivement répandues, on s'occupe assez peu de la médecine vétérinaire en Chine, — tout au moins en dehors de l'armée, — et, à part quelques vétérinaires européens, américains et japonais, ce sont surtout des « maréchaux » et d'anciens infirmiers militaires qui emploient les méthodes de la médecine chinoise.

C'est à un Allemand, le docteur LEBER, de Munich, qu'on a confié le soin d'organiser actuellement les services vétérinaires. Là, sans doute, on s'inspirera assez peu de notre législation... Et, si l'on prend modèle sur la situation, confuse encore, qui existe en Allemagne, la Chine ne risque pas, à ce point de vue, d'être avant longtemps en tête du progrès...

COLOMBIE.

Les vastes prairies naturelles de ce pays se prêtent merveilleusement à l'élevage qui en constitue la richesse principale.

Mais, justement en raison des grandes surfaces disponibles, la science vétérinaire n'a pas paru s'imposer rapidement et l'Ecole nationale vétérinaire de *Bogotá* ne date que de 1920.

Tous les vétérinaires (une soixantaine seulement) exercent la médecine vétérinaire libre, tout en étant fonctionnaires dans les différents services relevant des villes, des départements ou de l'Etat.

L'extension de l'élevage doit, normalement, favoriser le développement de la *médecine vétérinaire* si celle-ci sait s'organiser, tout en donnant la place qui lui est due à la *pharmacie vétérinaire*, pour laquelle aucune indication ne nous est parvenue.

DANEMARK.

L'enseignement vétérinaire, au Danemark, date de 1773, date à laquelle un médecin danois, ABILDGAARD, ayant étudié à Lyon la *pharmacie* d'abord et l'art vétérinaire ensuite, fonde l'Ecole vétérinaire de Copenhague.

Est-ce l'influence lyonnaise qui en est responsable ? Toujours est-il que, d'après la Légation de France au Danemark (15 mars 1940) :

« La vente des médicaments vétérinaires au Danemark *est libre*, pour tous ceux qui ne contiennent pas de substance toxique. Par contre, seuls les pharmaciens et les négociants spécialement autorisés à cet effet (1) sont habilités à vendre ceux qui contiennent des substances toxiques.

« D'autre part, sur les 1.168 vétérinaires existant au Danemark, 531 ont une licence qui les autorise à fabriquer des médicaments vétérinaires. En outre, différents vétérinaires (au nombre de 133) ont le droit de vendre ces médicaments *aux pharmaciens* ».

(1) Nous pensons qu'il s'agit surtout des droguistes, fournisseurs des pharmaciens.

Donc, *Exercice de la pharmacie vétérinaire libre* avec des réserves pour les toxiques qui, à notre sens, comme en France, sont insuffisantes, puisque des autorisations existent en dehors du diplôme du pharmacien.

EGYPTE.

Le développement de l'enseignement vétérinaire en Egypte se ressent de la situation politique et nationale, longtemps incertaine dans ce pays, en même temps que du fatalisme des « fellahs » qui craignent encore d'offenser Allah en demandant une aide autre que la sienne pour la guérison des animaux malades.

Cependant, l'exercice de la pharmacie vétérinaire n'y est pas libre, puisque, d'après le décret-loi n° 14, de 1929 :

« Article premier. — Nul ne peut, à un titre quelconque, exercer la profession de pharmacien en Egypte, s'il n'est muni du diplôme de pharmacien, délivré par la Faculté de médecine égyptienne et inscrit auprès de l'Administration de l'Hygiène publique.

« Est considéré comme exercice de la profession de pharmacien le fait de préparer ou de composer tout médicament, drogue ou substance auxquels on attribue la propriété *de guérir* ou *de prévenir* les maladies de l'homme ou des animaux ».

«

« Art. 53. — Il est interdit de fabriquer des spécialités en Egypte, sans une autorisation préalable de l'Administration de l'Hygiène publique.

« Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à des chimistes diplômés ou à des pharmaciens, médecins, vétérinaires ou dentistes, dûment inscrits.

« La vente des produits vétérinaires ne peut être faite, à l'instar de tous autres médicaments, que par les personnes autorisées à cet effet, c'est-à-dire le commissionnaire (représentant de

fabriques), le pharmacien, le droguiste (détaillant ou grossiste non pharmaciens).

« ...En dehors du pharmacien qui, *seul est autorisé à préparer et à vendre tous les médicaments non toxiques, vénéneux ou stupéfiants*, le commissionnaire et le droguiste doivent être autorisés spécialement pour détenir et vendre les produits contenant des substances vénéneuses, les autorisations étant distinctes pour les substances dites vénéneuses et celles dites stupéfiantes.

« ...Les vétérinaires peuvent être autorisés à fabriquer des spécialités, mais *ils ne sont pas considérés, nulle part ailleurs*, comme des *commerçants* autorisés par leur simple titre médical. C'est donc une pure tolérance que de leur laisser actuellement la liberté de vendre.

« Il est cependant permis qu'il leur soit vendu, car l'article 66 dispose expressément que les personnes autorisées à faire le commerce des substances vénéneuses peuvent vendre aux vétérinaires, notamment. Il n'y a donc pas de dérogation nécessaire actuellement pour que les médecins vétérinaires achètent et revendent librement des médicaments qui ne contiennent pas de substances stupéfiantes (tableau III de la loi).

« Si les médicaments contenaient des substances stupéfiantes, il faudrait, conformément aux dispositions de la loi n° 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants, *que le vétérinaire achète lesdits médicaments* par l'intermédiaire d'une personne, commissionnaire, droguiste et *pharmacien*, autorisée à faire le commerce des stupéfiants, en lui produisant la carte-permis à lui personnellement délivrée par l'*Inspectorat des Pharmacies* pour la consommation des produits requis ».

En résumé, *Exercice de la pharmacie vétérinaire par le pharmacien, simple tolérance* pour le vétérinaire en ce qui concerne les non-stupéfiants, obligation de se fournir, pour les stupéfiants, chez le *pharmacien* ou le commerçant autorisé, et cela sous le contrôle de l'*Inspection des Pharmacies* : au total, progrès sur le régime français.

ESPAGNE.

Du point de vue vétérinaire, l'Espagne a subi l'influence directe des Arabes et les vétérinaires actuels sont les successeurs des « albéitaires ». Dès 1776, c'est un albéitar venu à Alfort pendant deux ans, qui réclame la création d'une Ecole; par contre, ce sont deux maréchaux qui retourneront à Alfort en 1784, et qui obtiendront la fondation des Ecoles de *Madrid* et *Cordoue*, en 1788 (l'Ecole de Madrid restant seule ouverte en 1789). Nouvelle création à *Cordoue* et ouverture d'une Ecole à *Saragosse*, en 1847. L'Ecole de Léon et celle de Santiago étant à leur tour créées en 1852 et 1883.

Une confusion extrême règne alors entre les vétérinaires des Ecoles, les albéitaires, les châtreurs (castradores) et les maréchaux (herradores).

Et ce n'est que récemment, avec la révolution de 1931, qu'une organisation professionnelle obligatoire met fin à cet état de choses.

Le Code pénal punit sévèrement « celui qui, sans être légitimement autorisé, exerce une profession exigeant la possession d'un diplôme ».

Nous savons que cet article 408 du Code joue pour les personnes *non munies du diplôme de vétérinaire* qui voudraient exercer la médecine vétérinaire (les maréchaux-ferrants, en particulier, ne peuvent exercer que sous le contrôle d'un vétérinaire) et nous pensons que le *diplôme de pharmacien* est protégé de la même façon, *même du vétérinaire qui voudrait exercer la pharmacie*. Nous n'osons pourtant pas l'affirmer, la confirmation demandée à ce sujet ne nous étant pas parvenue.

ESTONIE.

D'une Ecole importante et « pourvue d'excellents maîtres », et parmi eux « le pharmacien KLEVER » (1), sont sortis de nombreux vétérinaires de qualité.

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Méd. Vét.*, p. 542.

Ne nous étonnons donc pas si l'art vétérinaire est, du point de vue qui nous occupe, en progrès sur la jurisprudence française.

« En Estonie, la vente des médicaments vétérinaires n'est pas libre, mais soumise, tout comme la vente des médicaments médicaux, à des dispositions spéciales. *Seul, le pharmacien diplômé, docteur en pharmacie ou « provisor » (pharmacien de 1^{re} classe) et concessionnaire d'une pharmacie enregistrée, est habilité pour vendre des médicaments*, et ceci contre ordonnances des vétérinaires ou médecins, si ces médicaments contiennent des produits toxiques ou stupéfiants. Il en est de même pour les préparations employées personnellement (*in manu medici*) par les médecins ou vétérinaires, lors de leur exercice professionnel. Les ordonnances sont gardées par les pharmacies, comme pièces justificatives du débit des vénéneux, toxiques et stupéfiants, devant le contrôle du Ministère des Affaires sociales, Département de la Santé. *Il est formellement défendu au médecin et vétérinaire de vendre des médicaments.*

« Les droguistes et certains épiciers (*à la campagne*) sont autorisés à vendre des préparations vétérinaires diététiques (propriété déposée) de fabrication locale, ou d'importation, et admises par le Département de la Santé ».

(Communication faite par la Légation de France à Tallinn, le 27 mars 1940.)

Voilà une législation qui dépasse même la portée de nos revendications : c'est donc bien un minimum que nous demandons.

ETATS-UNIS.

« L'empirisme s'exerce aussi bien dans les campagnes que dans les villes » et « les droguistes qui pullulent dans le pays répandent à profusion des réclames pour les remèdes les plus variés » (1).

En bref, l'Exercice de la pharmacie vétérinaire correspond à la situation particulière du pharmacien aux Etats-Unis, c'est-à-

(1) E. LECLAINCHE — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 594.

dire que, toxiques mis à part, il est à peu près entièrement libre.

Les vétérinaires diplômés y sont d'ailleurs peu nombreux et 55 p. 100 seulement de ceux-ci sont des praticiens libres. (Il est vrai qu'au Mexique, la situation est pire encore, puisque tous les vétérinaires, sans exception, sont fonctionnaires.)

Art et science vétérinaires en retard égalent liberté de l'Exercice de la pharmacie vétérinaire, c'est justement ce que nous voulons démontrer.

FINLANDE.

La *Finlande* n'est libre que depuis 1917 des liens qui la retenaient à la *Russie* depuis 1808 et, antérieurement, à la *Suède*. Elle n'a pas pu organiser encore un enseignement vétérinaire national.

Il existe pourtant un laboratoire vétérinaire pour la préparation des sérums et vaccins qui est, en même temps, un Institut de recherches vétérinaires.

Les vétérinaires doivent être pourvus du baccalauréat et d'un diplôme d'une Faculté ou Ecole supérieure agréée.

Les circonstances actuelles ne nous ont pas permis d'avoir d'indications en ce qui concerne la Pharmacie vétérinaire.

GRANDE-BRETAGNE.

« *Tous les produits pharmaceutiques* (vétérinaires y compris), doivent, en principe, être fabriqués et vendus par les pharmaciens. Cependant, certaines maisons peuvent obtenir une licence les autorisant à vendre des spécialités pharmaceutiques. *En aucun cas*, toutefois, cette licence ne donne autorisation de vendre :

« 1° Des sérums et vaccins;

« 2° Des narcotiques et toxiques;

« 3° Des spécialités contenant des produits colorants.

« *Les produits vétérinaires doivent être munis, de plus, d'une étiquette sur laquelle est indiquée la composition détaillée de la spécialité et le pays dans lequel elle a été préparée* ».

Ces indications, qui nous sont fournies par l'Ambassade de France en Grande-Bretagne (1), montrent que, tandis que le niveau des études pharmaceutiques est loin d'atteindre celui de la France, l'art pharmaceutique est au moins aussi bien protégé puisque l'Exercice de la pharmacie vétérinaire n'est pas libre.

Nous retenons en particulier l'obligation de l'inscription de la *formule détaillée* sur la spécialité vétérinaire.

Empire de l'Inde.

Ce sont naturellement des vétérinaires anglais — surtout militaires — qui organisent les services vétérinaires et qui créent les Ecoles.

Le nombre des animaux domestiques y est impressionnant : 187 millions de bovins et de buffles, 88 millions de moutons et de chèvres, 4.200.000 chevaux, mulets et ânes, et 762.000 chameaux pour l'Inde anglaise et les Etats libres (2). Tandis que la religion limite l'abattage... la situation sanitaire lamentable a ceci de bon, c'est qu'elle limite un cheptel trop important.

Des hôpitaux, des dispensaires, des refuges vétérinaires existent dans toutes les régions pour répondre à la tradition et, pour la même raison, ce sont des vétérinaires indigènes que l'on forme, ceux-ci pouvant seuls concilier les prescriptions nécessaires avec les pratiques religieuses.

En dehors des deux collèges vétérinaires de langue anglaise (Bombay et Calcutta), deux collèges de langue *urdu* (Lahore et Agmere) ont été fondés, puis se sont agglomérés à Lahore. (*Punjab veterinary college*.)

L'automobile a, aux Indes comme dans beaucoup d'autres endroits, fait disparaître, dans les grandes villes, le cheval.. et la médecine vétérinaire a dû se réfugier dans les campagnes, où n'exercent que les vétérinaires indigènes. On signale que nombre de femmes empiriques, instruites par la tradition familiale, exercent la médecine vétérinaire.

Mais, nous n'avons reçu aucun renseignement au sujet de la pharmacie vétérinaire.

(1) Lettre de l'Ambassade de France à Londres, du 9 février 1940.

(2) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Méd. Vétér.*, p. 419.

GRECE.

« La vente des médicaments vétérinaires en Grèce est soumise exactement aux mêmes formalités administratives que la vente des spécialités pharmaceutiques. (Loi de nécessité du 27 juin 1935 et décrets suivants).

« Les produits contenant des substances vénéneuses, comme ceux qui en sont dépourvus sont soumis à la même réglementation.

« Le pharmacien et le droguiste sont les seuls autorisés à vendre les médicaments vétérinaires, comme ils sont également les seuls autorisés à vendre les spécialités pharmaceutiques.

« De même qu'il existe des dérogations en faveur des médecins exerçant dans les localités éloignées des centres pour la vente des spécialités pharmaceutiques, il existe des dérogations en faveur des *vétérinaires qui se trouvent éloignés des centres* où l'on peut facilement avoir recours à des pharmaciens ou à des droguistes ». (Communication de la Légation de France en Grèce, 19 février 1940).

Là encore nous voyons la pharmacie humaine et la pharmacie vétérinaire traitées sur le même pied, aussi bien en ce qui touche l'exercice de la pharmacie par le pharmacien que celui qui est effectué par le propharmacien.

HONGRIE.

« Après avis favorable du vétérinaire municipal, les vétérinaires praticiens peuvent être autorisés par la municipalité à exercer la pharmacie. Ils ne peuvent délivrer que des *remèdes curatifs*, à l'exception des vaccins, et seulement *dans les localités où il n'existe pas de pharmacie officielle* » (1).

Somme toute, propharmacie telle que nous la comprenons.

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 565.

IRAN.

Il est assez curieux de constater que la médecine et la pharmacie vétérinaires n'ont pas évolué sensiblement depuis l'antiquité et malgré l'influence arabe.

Le « beytar » — vétérinaire arabe — existe bien, mais, ce n'est pas un professionnel et ce terme lui-même est péjoratif.

Un ouvrage anglais fait allusion à un aventurier italien de 1800 « qui se faisait passer pour médecin et qui n'était qu'un simple vétérinaire », et depuis, malgré l'influence d'un vétérinaire français, CARRÉ, — professeur à l'Ecole d'Agriculture « mozzafari », — la situation des vétérinaires ne s'est guère améliorée. On ne parle guère du « beytar » que pour qualifier un médecin ignorant (1).

La maladie et la mort étant des manifestations de la volonté divine, de même qu'en Egypte, inutile d'intervenir.

Là encore, nous espérons que la législation française *améliorée* pourra s'imposer tôt ou tard, puisque aussi bien la situation actuelle est sensiblement — et voilà qui juge notre propre organisation — la même qu'en France. En effet, voici les renseignements que nous donne la Légation de France en Iran, à la date du 2 mars 1940 :

« 1° La vente des médicaments vétérinaires est libre en Iran. Elle est effectuée par les pharmaciens au même titre que celle des autres médicaments ;

« 2° En ce qui concerne les produits vétérinaires contenant des substances toxiques, la vente doit avoir lieu obligatoirement sur ordonnance des vétérinaires ;

« 3° Le pharmacien vend les médicaments vétérinaires contenant des substances toxiques ou n'en contenant pas ;

« 4° Il n'existe actuellement aucune dérogation en faveur des vétérinaires ou de certains vétérinaires ;

« 5° Il est à remarquer que l'emploi des médicaments vétérinaires en Iran est récent. »

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 705.

Il semble bien, d'après ces indications, que le vétérinaire ne peut délivrer de produits toxiques. Il y aurait même là un point marqué par l'Iran sur la France !

ITALIE.

Les premières Ecoles vétérinaires datent de 1769 (Turin), 1774-1776 (Padoue, Parme), c'est-à-dire qu'elles ont été créées à la suite de la fondation des Ecoles de Lyon et d'Alfort.

En 1807, un Hôpital vétérinaire est ouvert par un professeur de mathématiques que le pape Pie VII avait envoyé au préalable à Lyon. Cet Hôpital disparaît d'ailleurs deux ans plus tard (1). Mais, les Ecoles vétérinaires deviennent nombreuses, ceci, en raison de la division des Etats italiens, et l'enseignement se développe si bien — malgré certains antagonismes — qu'actuellement l'Italie suit la Tunisie de très près pour son organisation vétérinaire.

D'abord, l'*Exercice de la médecine vétérinaire* est réservé, comme en France depuis 1938, aux vétérinaires, avec des dérogations également pour les empiriques existant. (Loi du 27 juillet 1934, chap. VI, art. 124 et 125).

Mais, l'*Exercice de la pharmacie vétérinaire* est, lui aussi, comme la logique le demande, réservé aux seuls pharmaciens.

En effet, « *La vente des médicaments vétérinaires n'est pas libre en Italie. Comme tous les produits pharmaceutiques, ceux-ci ne peuvent être vendus que par les pharmaciens.*

« Une seule exception concernant les vaccins et sérums est prévue. Les Préfectures peuvent, en cas de nécessité, autoriser l'emploi de produits ne provenant pas de pharmaciens » (2).

JAPON.

Tandis que, dans l'antiquité, l'élevage des bovins et des chevaux était très développé au Japon, la religion bouddhique, qui y est introduite vers le VII^e siècle, en prohibant la viande, fait

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 283.

(2) Renseignements donnés par l'Ambassade de France à Rome, le 1^{er} avril 1940.

abandonner l'élevage des bovins qui ne reprendra que beaucoup plus tard et dans des conditions bien réduites.

L'élevage des chevaux subsiste et c'est à cela qu'on doit surtout le nombre des vétérinaires fourni depuis 1876, date de fondation de l'Institut vétérinaire de *Kornuba*, fondation due à une mission militaire française comprenant un vétérinaire, ANGOT. Une Faculté vétérinaire créée à *Tokio* et détruite par un tremblement de terre en 1923, est rétablie à Hankou.

L'Ambassade de France au Japon, à laquelle nous nous sommes adressé, ne nous a pas fourni les renseignements demandés au sujet de la Pharmacie vétérinaire.

LETTONIE.

Beaucoup de vétérinaires y sont au service de l'Etat. En ce qui concerne la Pharmacie vétérinaire :

« 1° La vente des médicaments vétérinaires en Lettonie ne peut être exercée *que dans les pharmacies* ;

« 2° Les cliniques et les ambulances vétérinaires sont autorisées à se procurer et à vendre des médicaments contenant des substances vénéneuses et préparés pour leurs besoins ;

« 3° Les pharmaciens *seuls* sont habilités à vendre les médicaments vétérinaires contenant ou ne contenant pas de produits toxiques ;

« 4° Il est prévu pour la vente des médicaments vétérinaires d'élaborer une taxe spéciale qui sera plus basse que celle établie pour la vente des médicaments destinés à l'homme ».

(Renseignements donnés, le 23 mars 1940, par la Légation de France à Riga).

En dehors de cette dernière partie, assez originale, retenons cette réglementation que justement nous demandons — la question des cliniques et ambulances vétérinaires, spéciales à la Lettonie, étant réservée.

LITHUANIE.

En Lithuanie, l'influence française s'est encore fait sentir puisque c'est un médecin français, élève de BOURGELAT, Jean-Emmanuel GILIBERT, qui installe, à Korodnice, en 1773, la première Ecole vétérinaire.

Aussi, les indications qui nous sont adressées par la Légation de France à Kaunas (18 mars 1940) font ressortir cette incidence :

« La vente des médicaments vétérinaires n'est pas libre (c'est déjà mieux qu'en France). Il est indispensable de se procurer un avis favorable du Département de la Santé. La demande ne peut être formulée que par un *pharmacien* ou un *vétérinaire*, responsable de la fabrication dudit produit.

« ...Toutes les spécialités vétérinaires sont vendues sous la responsabilité *du vétérinaire*, *du pharmacien* ou du fabricant.

« Le *pharmacien* et le *vétérinaire* sont seuls habilités pour vendre l'ensemble des produits vétérinaires.

« *Le vétérinaire a les mêmes droits de vente et de fabrication que le pharmacien* ».

Voici justement la tendance française actuelle contre laquelle nous protestons. Notons cependant qu'en Lithuanie, nous l'avons remarqué, l'Exercice de la pharmacie vétérinaire n'est pas libre. Nous sommes en retard sur la Lithuanie, et ceci d'autant plus qu'en France, les vétérinaires ont, *en fait*, plus de droits que les pharmaciens...

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG.

« La vente des médicaments vétérinaires, comme la vente des médicaments en général, n'est pas libre; elle est réservée aux pharmaciens.

« Le pharmacien ne peut délivrer les substances vénéneuses que contre ordonnance (médicale ou vétérinaire).

« Il n'y a pas de dérogations en faveur des vétérinaires. Cependant, l'usage s'est établi que d'assez nombreux vétérinaires détiennent un stock de médicaments tout préparés (spécialités,

sérums, etc.) qu'ils « colportent » pour ainsi dire, avec eux, pour les avoir tout de suite sous la main, en clientèle.

« Comme en médecine humaine, le droguiste vend librement certains produits plus ou moins anodins, qui sont considérés comme des tonifiants, fortifiants, etc... » (1).

En somme, situation de principe plus judicieuse qu'en France — pharmacies vétérinaire et humaine réservées au pharmacien — mais là encore dérogations regrettables.

NORVEGE.

« Les médicaments vétérinaires étant assimilés aux produits toxiques et pharmaceutiques, leur vente en vertu de la loi du 8 mars 1935, est réservée en principe aux pharmaciens. Le monopole des produits pharmaceutiques englobe tous les médicaments, étant entendu toutefois que certains produits employés comme bandages, désinfectants, cosmétiques, pour des usages techniques ou dans un autre but non médical, peuvent être vendus par d'autres commerçants; mais il est prescrit que, dans ce cas, ces articles ne peuvent être ni offerts, ni recommandés (par annonces, circulaires ou autrement) en tant que produits susceptibles de guérir les maladies.

« Les pharmacies ne peuvent vendre des produits contenant des composants médicamenteux puissants que sur prescription des vétérinaires, médecins et dentistes...

« En vertu de la loi du 25 juillet 1910, les vétérinaires peuvent, sur demande adressée au Ministère des Affaires sociales, obtenir l'autorisation de vendre des médicaments *lorsque leur bureau ou leur domicile est situé trop loin d'une pharmacie.*

« D'une façon générale, la vente ne doit avoir lieu qu'à l'usage des animaux soignés par le vétérinaire, et ce dernier est *tenu de s'approvisionner lui-même auprès des pharmacies les plus proches.*

(1) Renseignement donné par la Légation de France, 22 février 1940.

« ...l'importation des vaccins et sérums à usage vétérinaire est en principe interdite. Par ailleurs, leur régime de vente suit celui des autres médicaments » (1).

Donc, monopole du pharmacien pour l'exercice de la pharmacie vétérinaire avec dérogation seule pour le vétérinaire propharmacien tel que nous le comprenons — c'est-à-dire installé dans une commune éloignée de toute pharmacie.

PAYS-BAS.

« Il n'existe aux Pays-Bas aucune prescription pour le commerce (fabrication, entrepôt, vente, trafic) des remèdes destinés à l'usage vétérinaire. Les services néerlandais... ont toutefois signalé à notre représentant à La Haye, qu'ils avaient l'intention de prendre des mesures en vue du règlement de ce commerce ainsi que la fabrication et le commerce des vaccins et des sérums.

« Pour le moment, la vente des produits vétérinaires est libre, mais la vente des produits contenant des substances vénéneuses ne peut avoir lieu que par l'intermédiaire de pharmaciens ou de vétérinaires. La liste des substances vénéneuses en question figure dans le Codex. »

(Renseignements obligeamment adressés par M. E. PAUL-BONCOUR, attaché près la Légation de France aux Pays-Bas, 22 février 1940).

Voici donc un pays qui se trouve à peu près au même point que la France, mais qui prétend suivre le progrès : bel exemple qui nous est donné... devrions-nous en être là ?

Indes Néerlandaises (Iles de la Sonde et Moluques).

Dès 1851, des vétérinaires néerlandais apparaissent dans les Iles de la Sonde et une mission est envoyée de La Haye, en 1863, qui organise un enseignement rudimentaire.

(1) Renseignements communiqués par la Légation de France à Oslo, 29 février 1940.

Mais, ce n'est qu'en 1907 que l'*Institut vétérinaire de Buitenzorg* est créé.

Cet Institut forme surtout des vétérinaires indigènes qui remplacent de plus en plus les quelques vétérinaires européens se trouvant aux Indes néerlandaises.

Comment s'exerce la pharmacie vétérinaire ? Nous n'avons pas pu l'apprendre !

POLOGNE.

La malheureuse histoire de la Pologne sans cesse pillée et morcelée fait que la médecine vétérinaire relève, en grande partie, de celle des pays voisins. Pourtant, une particularité y est à signaler, c'est que le seigneur polonais aime beaucoup le cheval et que nos écuyers français ont une certaine influence auprès des cavaliers polonais.

Nous avons vu que les Autrichiens avaient créé une *Ecole à Lwow* après 1863 (en 1881), et nous constaterons que les Russes, de leur côté, avaient ouvert une *Ecole* en 1840 à Varsovie. Auparavant une *Ecole* avait été fondée en 1806, à Vilno.

Il existe de nombreuses classes de vétérinaires qui ont remplacé le « *Konoval* » ou médecin du cheval, et le « *médecin des animaux* », voire l'« *hippatria* », le lointain successeur de l'antique hippiatre.

Des praticiens russes et allemands se sont installés après le partage de 1863, et nous pensons que les événements actuels vont, de nouveau, en faire revenir d'autres... Ces mêmes événements nous empêchent d'être fixé quant à l'exercice de la pharmacie vétérinaire.

PORTUGAL.

« *Le commerce des médicaments vétérinaires dépend de la législation générale qui règle l'exercice de la profession pharmaceutique.*

«

« La préparation de médicaments spécialisés ou non n'est permise que dans les pharmacies et laboratoires spécialement

installés dans ce but et dénommés Laboratoires de produits pharmaceutiques.

«

« L'importation de médicaments spécialisés ne peut être faite que par les firmes qui se dédient au commerce en gros de ces drogues, aux pharmacies et aux laboratoires de produits pharmaceutiques inscrits à la Direction générale de Santé.

« Aucun des médicaments importés ne pourra être vendu au public sans une vérification préalable de sa composition qualitative et quantitative concernant les substances actives.

« Cette vérification aura lieu au moins sur une unité de chaque lot importé et sera effectuée par un *pharmacien* portugais dans une pharmacie ou un laboratoire de la spécialité. Cette vérification pourra être faite également dans un laboratoire officiel sur décision du Ministre de l'Intérieur.

« Les étiquettes doivent mentionner le nom du pharmacien ou du laboratoire qui les a analysés...

«

« Les produits contenant des substances vénéneuses sont réglementés par le décret n° 12.210, du 24 août 1936, qui mentionne, au paragraphe 2°, de l'article 6 :

« Les pharmaciens ne délivreront pas de stupéfiants au public
« sans une ordonnance du médecin compétent qui, en dehors de
« sa firme habituelle, écrira en caractères bien lisibles son nom
« en entier et son adresse, ainsi que l'adresse du malade ».

(Communication de la Légation de France au Portugal).

En résumé, pharmacie vétérinaire et pharmacie humaine réglementées toutes deux de même façon : Contrôle de la composition des médicaments assuré, en dehors du laboratoire officiel, par des pharmaciens.

ROUMANIE.

Chevaux, bovins, porcs, moutons ont, de longue date, constitué la fortune principale de la Roumanie. Depuis un siècle, la culture de blé s'est développée et le pays s'est enrichi de ses puits de pétrole...

Le traitement des animaux malades est abandonné aux gardiens de bétail. Pourtant, dès 1861, l'*Ecole vétérinaire de Bucarest* est fondée, qui se transforme en *Faculté* en 1870. Faculté qui devient très prospère.

« Le décret du 1^{er} août 1897 règle l'exercice des professions de chirurgien, *vétérinaire*, *pharmacien*..., et interdit la pratique de ces professions à quiconque n'est pas pourvu de diplôme d'aptitude légale obtenu dans une Université, Institut ou Ecole spéciale, en application de l'article 140 de la loi du 15 novembre 1859 sur l'instruction publique » (1).

Nous croyons pouvoir en conclure que le *vétérinaire* ne peut exercer la pharmacie, mais nous n'avons pas pu obtenir, sur cette question, les précisions voulues.

RUSSIE — U.R.S.S.

La question vétérinaire a, de tous temps, préoccupé fortement les Gouvernements russes en raison des terribles épizooties qui ont atteint à maintes reprises les chevaux et le bétail russes.

Les pratiques religieuses ou magiques ne donnant pas les résultats escomptés, on s'adresse aux *médecins* pour les reproducteurs de valeur en ce qui concerne les chevaux, tandis que le vulgaire bétail est abandonné aux « *konovali* » (enfouisseurs de chevaux) et aux maréchaux.

On s'adresse même, en désespoir de cause, aux praticiens allemands et, parmi les treize emplois de « *konovali* » étrangers créés par une ordonnance du 15 mars 1773, on trouve deux « *konovali* » attachés spécialement à la *pharmacie vétérinaire*.

L'Ecole vétérinaire de Saint-Pétersbourg est fondée en 1808, avec une filiale à Moscou, puis les Ecoles de *Kharkov* (1839), *Varsovie* (1840), *Derpt* (ou *Dorpat*) (1848), et *Kazan* (1873) sont créées, mais sont insuffisantes étant donné l'étendue du pays et ce n'est qu'en 1916 qu'on arrive à organiser judicieusement les Instituts vétérinaires lorsque la révolution éclate. L'Ecole de Saint-Pétersbourg s'est d'ailleurs fermée en 1883.

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 608.

En 1912, il existe seulement 152 praticiens libres sur 4.142 vétérinaires, car la clientèle ne se trouve que dans les grandes villes (1).

L'U.R.S.S. a développé le nombre des Instituts vétérinaires (dix en 1935), et a créé des Facultés vétérinaires telles qu'on trouve actuellement vingt-cinq *Ecoles supérieures vétérinaires*.

L'Etat assurant entièrement l'exercice de la médecine et de la pharmacie vétérinaires, la question qui nous occupe perd de son intérêt; néanmoins, nous serions désireux de savoir si ce sont bien les pharmaciens qui assurent l'exercice de la pharmacie vétérinaire en U.R.S.S. Notre questionnaire envoyé à l'Ambassade de France n'a pas été pris en considération... à moins qu'il n'ait été intercepté.

SUEDE.

Il est assez intéressant de noter que c'est à LINNÉ qu'on doit les premiers éléments d'enseignement vétérinaire en Suède.

C'est un de ses élèves que LINNÉ fait envoyer à Lyon avec deux autres étudiants afin de pouvoir organiser une Ecole en Suède. L'Ecole de Skara (1775) est, en effet, créée dans des conditions difficiles; elle devient prospère, puis elle tombe en raison de la concurrence de l'Ecole de Stockholm (1821).

Presque tous les vétérinaires entrent dans les services publics: sur 580 vétérinaires existant en 1932, 91 seulement sont des praticiens libres...

L'Ambassade de France à Stockholm, consultée en ce qui concerne la pharmacie vétérinaire, ne nous a pas répondu.

SUISSE.

« Chacun des vingt-cinq cantons et demi-cantons a sa législation spéciale en ce qui concerne particulièrement la vente des produits vétérinaires. » De même que, « dans certains cantons, des hongreurs sont encore autorisés à pratiquer leurs opérations

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 489.

sous la surveillance du vétérinaire cantonal » (1), il est des cantons où la vente des produits vétérinaires n'est pas réglementée de façon absolue.

Pourtant, en général, cette vente ne peut être effectuée que par des pharmaciens et des vétérinaires.

« Les spécialités ou remèdes secrets ne peuvent habituellement être mis en vente qu'après examen et autorisation des services cantonaux » : l'Office intercantonal de Berne, pour le contrôle des médicaments, doit donner son avis à ce sujet.

Les sérums et vaccins vétérinaires sont soumis obligatoirement à un contrôle de l'Office vétérinaire fédéral (2).

TCHECOSLOVAQUIE.

Les nobles tchèques se sont depuis longtemps intéressés au cheval et, par suite, aux maladies le concernant.

Nous avons vu que l'Autriche avait fini par accepter qu'une chaire de médecine vétérinaire fût créée à l'Université allemande de Prague, mais les Tchèques ne purent obtenir l'Ecole vétérinaire demandée, et c'est à Vienne, Lemberg ou Budapest que les étudiants vétérinaires durent acquérir leurs diplômes.

Aussi en 1918 même, une *Ecole vétérinaire fut ouverte à Brno*. Que va-t-elle devenir ? La guerre, sans doute, en décidera. Celle-ci, en tout cas, fait que les renseignements nous manquent sur la situation de la pharmacie vétérinaire en Tchécoslovaquie.

TURQUIE.

« La vente des médicaments vétérinaires est libre en Turquie, qu'il s'agisse de toxiques ou pas, pourvu que ces médicaments soient conformes au Codex ture ». (Ambassade de France en Turquie) (3).

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 451.

(2) Renseignements dus à l'obligeance de l'Ambassade de France en Suisse, 1^{er} mars 1940.

(3) Communication de l'Ambassade de France à Istanbul, 18 février 1940.

La religion et les mœurs — d'après E. LECLAINCHE — ont rendu longtemps impossible l'exercice de l'art vétérinaire :

« Le pays était rempli (vers 1840) d'empiriques mi-religieux, mi-profanes, dont les médications absurdes étaient entremêlées d'invocations et de la récitation des *sourates* du Coran ».

La situation est toujours sensiblement la même :

« Le traitement des animaux est abandonné aux maréchaux et aux empiriques. Dans les campagnes, on a souvent recours aux recettes, incantations et pratiques magiques conservées depuis le Moyen âge » (1).

Il semble qu'actuellement la Turquie va pouvoir s'organiser.

« La branche vétérinaire est pleine d'avenir en Turquie, étant donné que dans ce pays elle est à peine naissante » (2).

Souhaitons que la Turquie puisse s'inspirer de notre législation mise enfin au point à ce sujet...

Une bonne note pourtant pour la Turquie :

« Il est interdit de faire de la réclame en faveur des spécialités médicales et pharmaceutiques en leur attribuant des propriétés curatives qu'elles n'ont pas ou en exagérant les effets curatifs qu'elles possèdent » (2).

UNION SUD-AFRICAINE.

Les différents pays qui constituent l'Union Sud-Africaine se sont organisés petit à petit pour se défendre des épizooties en faisant appel à des vétérinaires coloniaux, surtout anglais.

Un enseignement vétérinaire à la Faculté de Pretoria fut décidé en 1919 et, depuis, celle-ci forme des vétérinaires qui entrent pour la plupart dans les cadres de l'Etat.

Une loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire, datant de 1933, tolère la pratique pour les non diplômés exerçant depuis dix ans au moins dans le pays, et punit d'une amende de 50 livres sterling au maximum celui qui usurpe le titre de vétérinaire.

(1) E. LECLAINCHE. — *Hist. de la Méd. Vét.*, p. 554.

(2) Communication de l'Ambassade de France à Istanbul, 18 février 1940.

Devons-nous en déduire que le *titre de pharmacien* est protégé de même façon, même s'il s'agit de l'exercice de la pharmacie par le vétérinaire ? Ce serait logique...

La réponse à notre question ne nous est pas encore parvenue.

URUGUAY.

C'est encore un pays de grand élevage où les vétérinaires sont presque tous pourvus de fonctions officielles.

L'enseignement vétérinaire relève de l'*Ecole vétérinaire de Montevideo* (1905), et une loi du 16 juillet 1920 réglemente l'*Exercice de la médecine vétérinaire*. Le diplôme est exigé pour l'exercice professionnel.

Nous espérons qu'en contre-partie, le diplôme de *pharmacien* y est exigé pour l'exercice de la pharmacie *même vétérinaire*. Nous n'avons pas pu être renseigné sur ce point.

YUGOSLAVIE.

Les médicaments vétérinaires sont assimilés, en Yougoslavie, aux médicaments et produits pharmaceutiques.

Ils ne peuvent être mis en vente que par les pharmaciens ou les drogueries en gros.

Aucune dérogation n'est admise à ces dispositions.

(Communication de la Légation de la République française à Belgrade, 9 février 1940).

La Yougoslavie est, ainsi, en avance sur nous !

Avec la Yougoslavie, nous en terminons avec l'exposé — que nous avons fait aussi impartialement que possible, étant donné nos références — de la situation des pays étrangers du point de vue de la pharmacie vétérinaire.

Nous aurons à revenir, naturellement, sur cet examen qui nous paraît ne pas manquer d'éloquence.

CHAPITRE V

DISCUSSION.

I. — L'EXERCICE DE LA PHARMACIE RELEVET-IL DES VÉTÉRINAIRES ?

Avant d'examiner les conclusions, auxquelles aboutit cette étude, peut-être nous faudrait-il, puisque aussi bien il s'agit d'une question vétérinaire, prendre « le taureau par les cornes » et établir qui, en définitive, doit être chargé de l'*Exercice de la pharmacie vétérinaire*. Pareille interrogation peut paraître superflue après l'exposé qui précède; mais, un opuscule paru en 1911, signé de M. A.-F. DELAUD, professeur à l'Ecole vétérinaire de Toulouse, nous oblige à nous y arrêter. L'ouvrage a pour titre « *De l'Exercice de la Pharmacie par les Vétérinaires* ». Par la même occasion, nous discuterons ainsi le point de vue de M. BERNARD, dans sa thèse « *Responsabilité professionnelle du Vétérinaire* », du 13 février 1931.

Il nous est impossible de reproduire par le détail toute l'argumentation de M. DELAUD; mais, comme l'auteur nous donne un plan au début même de son livre, nous allons nous y reporter.

1) **Economie pour l'éleveur (?)**

Les produits pharmaceutiques seraient, paraît-il, vendus moins chers par le vétérinaire !

Cela, effectivement, pourrait être, car le vétérinaire ne paie pas les taxes qui incombent au pharmacien : l'accessoire suivant une vieille règle s'effaçant devant le principal. Le vétérinaire, quoiqu'il vende (1), n'est pas considéré comme commer-

(1) *Echo de la Presse*, juin 1939. — M. HUBERT certifie que, de par ses fonctions, il a constaté des achats annuels de 300.000 francs de médicaments par des vétérinaires.

çant, ni imposé comme tel. S'il vend le même prix que le pharmacien, il détourne ainsi une partie des ressources de la collectivité à son profit personnel. Nous pourrions citer des exemples prouvant même, qu'en dépit de cette question fiscale, le vétérinaire est généralement plus cher que le pharmacien. Mais, nous noterons seulement l'opinion de l'avocat Georg-Paul HOENEN, avocat à Cobourg, qui, en 1720, croit devoir, sans doute avec quelque raison, s'en prendre aux *vétérinaires* (« *Betrugs Lexicon* ») (1).

«

« 3° Lorsque pour guérir quelque infirmité ou maladie des chevaux, ils utilisent des remèdes préparés avec des herbes qu'ils ont recueillies, de l'eau, de la poudre de brique, de l'huile de lin et autres ingrédients sans valeur qu'ils prétendent les avoir pris chez l'*apothicaire*, dans le but de les faire payer plus cher ».

Nous sommes persuadés d'ailleurs que nos vétérinaires actuels n'emploient pas les mêmes procédés et nous voulons élever la discussion :

De longue date, les prix de vente des pharmaciens ont été surveillés et réglementés : au début du XIII^e siècle, à Montpellier, le *serment* de l'*apothicaire* contient entre autres choses ceci :

« *Le prix d'aucune marchandise ne sera majoré à la demande d'aucun maître en médecine, d'aucun écolier, ni d'aucun logeur, mais compté seulement au plus juste, comme il est permis, sans accueillir la moindre suggestion de l'augmenter après marché conclu* », et, toujours la hantise de la dichotomie : « *Les espécia-dors promettent enfin* qu'ils ne feront d'association avec personne pour vendre les médicaments, ni pour survendre, ni pour payer des taxes d'entrée sur les marchandises étrangères ou autres choses préjudiciables à la Corporation » (2).

D'autre part, les tarifs sont réglementés à Pamiers, en 1404. Dans cette ville, il est d'ailleurs curieux de constater que les prix peuvent être — si l'on peut dire, puisqu'il s'agit de clystères — à la « tête du client ».

(1) Cité par Reinhardt FRÖHNER. — « Zur tierärztlichen Standesgeschichte veterinär-historisches Jahrbuch », t. 4, 1928, p. 68-77 (d'après E. LECLAINCHE, *Hist. de la Médecine Vétérinaire*, p. 221).

(2) IRISSON. — *Ste Hist. de la Pharmacie*, 85, p. 249 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 47).

« De même que nous voulons et ordonnons, parce qu'il arrive parfois qu'un pauvre ait besoin d'un clystère, dont la composition vaut un gros et que les apothicaires veulent avoir pour un clystère cinq gros, que les apothicaires prennent pour leur travail deux gros et demi à un riche, deux gros à un homme moyen et un gros et demi à un pauvre, et qu'ainsi soient payés à eux les médicaments entrant dans la composition du clystère, sous la peine de soixante sous toulousains (1).

« De même que quand les dits apothicaires veulent être payés des médicaments ordonnés par les médecins, qu'ils présentent leur livre d'ordonnances au médecin de Pamiers et que le dit médecin taxe, sous serment, de la manière la plus véritable qu'il peut et si lesdits apothicaires ne sont pas satisfaits de la taxe du médecin, que cette taxe soit présentée au prévôt, ou à celui qui en tient lieu et que ceux-ci examinent la taxe en l'approuvant ou en la réprouvant » (2).

Cette réglementation des prix ainsi que l'engagement moral du tarif réduit pour les pauvres existent toujours pour le pharmacien qui a des tarifs officiels imposés pour les collectivités. Le vétérinaire n'a pas à envisager cette question sous le même angle : pour l'éleveur, l'animal n'est, en général, qu'une question d'argent et les soins apportés constituent un sacrifice destiné à sauvegarder un capital.

La suppression de la prestation du serment du pharmacien qui déclarait vouloir « exercer son art avec probité et fidélité » date seulement du 30 juin 1906, et les habitudes prises, l'éducation professionnelle reçue, font que le pharmacien prétend encore tacitement se contenter « de salaire coupettant soit pour les drogues et vacations sans les enchérir n'y exiger de plus » (3).

Nous ajouterons que, du point de vue pratique, le vétérinaire ne saurait avoir la notion du prix commercial imposé par la concurrence puisqu'il conserve, en réalité, un monopole de fournitures et de renouvellement pour la clientèle à laquelle il remet

(1) BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 59.

(2) BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 60.

(3) Serment des apothicaires de La Rochelle, 1601 (d'après M. BOUVET, *Histoire de la Pharmacie en France*, p. 131).

des préparations sans ordonnance ou des spécialités sans formules...

Mais, sous un angle différent, on doit admettre que le vétérinaire, non plus que le médecin, ne doit pas pouvoir être suspecté : de tout temps on a craint, on a poursuivi, nous l'avons vu, la dichotomie qui n'est qu'une forme masquée et atténuée de la délivrance par celui qui ordonne, délivrance qui ne doit être faite que si elle est justifiée de façon évidente par l'*urgence*, ou la difficulté existant à recourir au fournisseur normal : le pharmacien. On ne doit pas pouvoir supposer un instant que celui qui prescrit a intérêt à sacrifier la saine thérapeutique à ses finances personnelles. Justement nous touchons là un deuxième argument mis en avant par M. DELAUD :

2) L'éloignement du pharmacien (?)

Nous l'admettons exceptionnellement et c'est pourquoi nous acceptons la propharmacie vétérinaire dans l'esprit de *Germinal* encore que, — nous y ferons allusion plus loin, — les moyens de déplacement actuels n'ont plus rien de commun avec ceux de l'an XI. D'ailleurs, cet argument ne devrait-il pas jouer bien davantage pour la médecine humaine ? Il est cependant manifeste que les cas d'une médication d'urgence ne laissant pas le temps de s'adresser au pharmacien sont excessivement rares chez les humains (cas relevant de la trousse d'urgence du médecin mis à part, naturellement).

C'est qu'il ne faut pas confondre *urgence* avec *précipitation*. Malgré le véritable colportage — inadmissible à notre point de vue depuis 1936 et nous y reviendrons — qu'effectue généralement le vétérinaire, il lui est *impossible* d'avoir à sa disposition un arsenal de médicaments assez complet pour répondre *au mieux de la thérapeutique*, alors que le pharmacien le mieux approvisionné rencontre lui-même tant de difficultés à faire face aux nécessités de la prescription — tellement la médication est de plus en plus complexe. Nous n'en sommes plus au temps de Charles ESTIENNE et les excréments d'animaux ne suffisent plus

aux traitements actuels. Ajoutons que la thérapeutique dite d'urgence est l'ennemie du progrès : les remarquables découvertes du siècle dernier ou du début de ce siècle ne trouvent leur origine ni dans la pharmacie d'usine ou de collectivités en général, ni dans la propharmacie.

Cette dernière doit donc être exceptionnelle aussi bien pour le vétérinaire que pour le médecin : nous reviendrons sur cette observation dans nos Conclusions.

3) Aptitude pharmaceutique du Vétérinaire (?)

Nous avons vu, à l'origine, et dans nombre d'Ecoles vétérinaires l'enseignement pharmaceutique pratiqué par des pharmaciens. Depuis, en examinant les programmes de différentes Ecoles, il nous semble que cet enseignement a vu son importance relative diminuer. Et cela est parfaitement logique et normal. M. DELAUD reconnaît lui-même que, dans les Ecoles vétérinaires, le cours de pharmacie « reste simple et succinct » ; il est vrai qu'il ajoute qu'il « n'en est pas moins complet » — voire ! Il paraît difficile de concilier ces deux affirmations, la première seule paraissant indiscutable.

Si l'on considère, en effet, que l'étudiant en pharmacie fait, actuellement, *au minimum*, et s'il ne prépare pas son doctorat *cinq années d'études*, y compris le stage, après son baccalauréat, comment admettre qu'un étudiant vétérinaire nanti de ce diplôme, en *quatre années d'études* seulement, *doctorat compris*, puisse assimiler du même coup l'ensemble des programmes — vétérinaire et pharmaceutique — et ce dernier au complet ?

Il ne s'agit pas ici de discuter de la valeur des professeurs d'Ecole vétérinaire, on peut cependant admettre que les professeurs de Facultés de pharmacie sont au moins de la même classe que les premiers. Faut-il citer les noms de PASTEUR, de BERTHELOT, de MOISSAN et de combien d'autres, vivants ou disparus ?

Rappelons ce qu'écrivait J.-B. DUMAS (1), apprenti pharmacien, comme avant lui SCHEELE, en même temps que lui BALARD et LIEBIG, après lui Claude BERNARD » (2).

« Pour produire quelques chimistes éminents, il faut en semer beaucoup et c'est la pharmacie qui les sème. Voilà ce qui m'a conduit depuis longtemps à regarder la profession savante du pharmacien comme un bien national qu'il faut préserver de toute altération et ramener peu à peu aux conditions salutaires de son existence normale ».

Non, le progrès, nous l'avons rappelé, pour tout art et pour toute science, est fonction de la spécialisation, et cette spécialisation, nous l'avons vu pour la médecine, s'impose tôt ou tard, envers et contre tout.

Pourquoi vouloir s'opposer au développement normal de la science vétérinaire ?

Et comment le vétérinaire, même s'il en a le temps et les moyens, pourra-t-il disposer d'un laboratoire suffisamment outillé, d'un matériel assez fourni, de réactifs assez nombreux et de liqueurs titrées irréprochables pour contrôler seulement la pureté des produits qu'il reçoit ?

Pourra-t-il se rendre compte que le *phosphate tricalcique* qu'on lui livre contient 50 p. 100 de carbonate de chaux inerte (comme le cas s'est produit) ?

Que la poudre de *quinquina vétérinaire* qui lui est remise n'est que de la poudre de *ledgeriana* sans quinine ?

Que le *kermès*, dit « vétérinaire » n'a aucun rapport avec le produit pur et qu'il ne renferme que des ocre^s ?

Qu'une *farine de moutarde* renferme 60 p. 100 de farine de lin, ou qu'elle est tout simplement privée de son essence ?

Que le *calomel* à prix réduit contient du *sublimé* ?

Que le *bismuth*, livré également au rabais, contient de l'*arsenic* ? (3)

Comment, étant donné son débit fatalement limité et les

(1) Eloge de J.-B. DUMAS, par Van Tieghem, Paris, 1912, B. N., 4° Z 1617 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharmacie*, p. 370).

(2) *Ste Hist. Pharmacie*, 39 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharm.*, p. 370).

(3) CERBELAUD. — *Manuel vétérinaire*, p. 5 et 15.

soucis qu'il a d'autre part, pourra-t-il retenir la solubilité des différents corps, leur association, leurs incompatibilités physiques, chimiques, en même temps que pharmacodynamiques et physiologiques ?

Comment surveiller des cultures, faire du travail d'inoculation, faire des examens chimiques et microscopiques quand on est à tout instant susceptible d'être appelé au dehors, quand on a fort à faire déjà à établir un diagnostic et à formuler correctement et que, d'autre part, on a un champ personnel trop limité pour avoir des éléments de comparaison ?

Et, surtout, quelle imprudence de supprimer le contrôle éclairé du pharmacien, soit sur les doses prescrites, soit sur les mélanges ordonnés.

Cette mission de contrôle a été dévolue à l'apothicaire dès l'instant même où il s'est imposé, à côté du médecin : les statuts de *Caen*, en 1546, défendent déjà « ausd. apothicaires, dispenser aucune recepte en laquelle ils cognoistront y avoir erreur manifeste qu'ilz n'aient communiqué audit médecin ou autres ».

Et, antérieurement, avant 1530, à *Besançon*, les statuts des apothicaires déclarent : « si elles (les recettes) leur semblent *trop aigres et violentes*, ilz leur remontreront (aux médecins) et ne la feront qu'ainsy que le corps, l'eage et la complexion du patient le pourra porter, car *il vaut mieùx ung peu languir* que de précipiter trop hastivement ses jours » (1).

N'est-ce pas là justifier la présence de l'apothicaire, aussi bien du point de vue vétérinaire ? Et l'intérêt des éleveurs, en particulier, et de la collectivité, en général, n'est-il pas qu'on ne « précipite » pas « trop hastivement » les « jours » des animaux ?

Nous en resterons là de notre réfutation de la Thèse de M. DELAUD, car celui-ci aborde ensuite la question jurisprudence qui constitue justement l'essentiel de notre travail. Nous croyons pourtant pouvoir déduire de notre controverse que, *si quelqu'un est habilité pour exercer la pharmacie vétérinaire, c'est bien le pharmacien.*

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 207.

A ce sujet, relevons un passage de la résolution des anciens gardes apothicaires de *Paris*, datée du 12 janvier 1720 (1) :

« Les compositions de chimie et de pharmacie doivent toujours se trouver faites dans les boutiques avec cette exactitude et cette précision qui demande l'étude et l'application d'un homme entier et qui ait puisé les lumières nécessaires pour réussir dans cet art à la source même, c'est-à-dire chez les maîtres qui si (?) sont uniquement consacrez, quainsi il est impossible de sen acquitter avec honneur lorsqu'on nen a pris ailleurs que des *tintures superficielles* et que lon est distrait de laplication que demande un art si étendu et si délicat ».

Voilà bien qui condamne le vétérinaire pharmacien.

M. DELAUD nous signale, d'autre part, lui-même (p. 42), le rapport d'un Inspecteur ayant effectué des visites chez seize vétérinaires : « J'ai très peu de choses à dire des dépôts de médicaments que j'ai trouvés chez les vétérinaires que j'ai visités. Je dirai simplement ceci : c'est que ces dépôts, sauf trois exceptions, *sont absolument mal tenus*. Les toxiques ne sont pas enfermés à clef dans les placards et les poisons les plus dangereux, comme le sublimé corrosif et l'arsenic, par exemple, sont dans un local ouvert presque toujours à la portée de toutes les mains ».

N'est-il pas stupéfiant de constater que la simple réglementation édictée en 1526, à *Lille*, n'est même pas observée de nos jours chez les vétérinaires, puisque « vallez » ou « mesnyes » y trouvent les toxiques à portée de leurs mains.

Faut-il imposer aux vétérinaires « la corde gresle, en façon de licol » des apothicaires de *Besançon* (avant 1530) (2), leur remontrant (à propos des poisons) le péril de mort où ils se mettent et l'infamie qu'ilz peuvent encorir par justice et qu'ilz souffreront, si mal et indehument ilz en viennent à user » ?

(1) DELAMARRE, t. II, 1461 (d'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 282).

(2) PROST, p. 11. — D'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharm. en France*, p. 316.

Où leur rappeler le cas de cet apothicaire d'Amiens qui, en 1615, d'après une lettre de MALHERBE (1), s'est fait poignarder pour avoir refusé de « l'arsenic » à un soldat de la citadelle ?

Quoi qu'il en soit, admirons la conclusion — combien peu logique — de M. DELAUD, à la suite de sa pertinente remarque :

« Les vétérinaires doivent avoir le droit absolu d'être leurs propres pharmaciens, à l'égard des animaux qui leur sont confiés; ils doivent pouvoir composer et vendre toutes les substances médicamenteuses destinées aux animaux qu'ils soignent, même lorsque ces substances contiennent des matières toxiques ou vénéeneuses » !!!

Le « mareschal », tout simplement, ou même l'hippiatre-apothicaire ! Et ceci en plein vingtième siècle et avec une expérience pour la médecine humaine qui date de tous les temps !

Car enfin, pourquoi le médecin ne jouirait-il pas des mêmes droits ? Et pourquoi, de ce fait, ne pas supprimer le pharmacien devenu inutile, pour revenir aux temps primitifs ?

Doit-on signaler qu'en 1546 déjà, à *Caen*, les statuts déclaraient : « Les mésdecins de ceste ville ne tiendront boutique du dit estat en leurs maisons ny ailleurs et n'auront varletz pour icelles boutiques tenir en leur nom pour esviter aux abuz et deffraudations du dit estat sur peine de 20 livres tournois d'amende ».

Tandis que, le 8 juillet 1900, la *Gazette des Tribunaux du Midi* reproduisait un jugement ainsi libellé :

« Le fait par un médecin de vendre à ses clients des drogues destinées à être prises à titre curatif constitue la contravention d'exercice illégal de la pharmacie et ces faits sont toujours prévus et punis par l'article 6 de la Déclaration du Roi, du 25 avril 1777, qui n'a été abrogée par la loi du 21 Germinal, an XI, que dans les points sur lesquels celle-ci a statué de nouveau ».

(1) GRAVE, p. 144. — D'après M. BOUVET, *Hist. de la Pharm. en France*, p. 318.

Devant une telle jurisprudence, consacrée par les siècles à l'encontre des médecins, comment s'expliquer la situation actuelle des vétérinaires ?

Nous relevons d'ailleurs dans l'« Histoire de l'École d'Alfort », de RANIER et MORIN (édit. ASSRIN et HOUZEAU), Paris, 1908, page 635, au sujet de l'Exercice de la pharmacie :

« Si les vétérinaires ne sont pas, comme les médecins, protégés par la loi dans l'exercice de leur profession, du moins ont-ils jusqu'alors sur eux cet avantage de pouvoir vendre à leurs clients des médicaments à l'usage des animaux malades. Voici cependant qu'on va leur contester cette faculté ».

Certainement, nous contestons cette faculté, et ceci, d'autant plus justement que le seul argument invoqué ici ne tient plus depuis le vote de la loi du 17 juin 1938.

Se trouvant protégés exactement comme les médecins, ce qui, à notre avis, est parfaitement justifié, au moins doivent-ils admettre que le pharmacien jouisse, à son tour, d'une certaine protection...

Nous insistons sur ce fait que nous nous plaçons à un point de vue très général et que c'est l'intérêt collectif que nous envisageons.

M. DELCUP préconise, il est vrai, heureusement, une entente entre vétérinaires et pharmaciens.

Partisan nous-même d'une telle entente, comme nous l'avons déclaré et comme nous croyons déjà en avoir jeté les jalons (1), nous retenons cette dernière partie de la thèse de M. DELCUP, la seule constructive, et la seule génératrice d'une action féconde.

(1) Allusion à un échange de vues avec M. l'Inspecteur NICOIS et M. le Secrétaire général du Syndicat des vétérinaires, déjà signalé pages 102-103.

II. — MESURES QUI PARAISSENT S'IMPOSER POUR QUE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE VÉTÉRINAIRE EN FRANCE PUISSE S'EFFECTUER RÉGULIÈREMENT ET CONFORMEMENT AUX BESOINS DU PROGRÈS.

1) Observations générales.

Comme suite à l'aperçu historique que nous avons essayé d'exposer, tout au moins dans ses grandes lignes, après l'étude que nous avons esquissée de la pharmacie vétérinaire actuelle dans le monde, et la critique que nous avons faite de la thèse de M. DELAUD, nous croyons pouvoir demander que « *celui qui a peiné et travaillé, et appliqué toute son intelligence à apprendre son art* », soit protégé comme il convient, non pas seulement dans son propre intérêt, mais, surtout, dans l'intérêt du progrès et de la civilisation.

Nous avons vu le processus par lequel l'apothicaire a dû logiquement se créer une place indispensable dans la société. Nous avons même noté combien la jurisprudence s'est partout attachée à éviter les collusions entre médecins et pharmaciens, et nous avons remarqué qu'en 1720, déjà, on accusait les vétérinaires de vouloir se passer de l'apothicaire pour en tirer un profit illicite.

La médecine vétérinaire, comme la médecine humaine, à l'instar de la femme de César, doit être à l'abri de tout soupçon et, d'autre part, le progrès est lié de façon indiscutable à la spécialisation.

Si les médecins grecs ont dû se décharger de la pharmacie sur leurs *Famuli*, selon XÉNOPHON, ou sur les *pharmacologues* d'HIPPOCRATE, si les *ovates* gaulois se spécialisèrent en médecins, chirurgiens et *préparateurs de remèdes*, si les *sergiens* des hôpitaux du Moyen âge abandonnèrent la pharmacie aux *mieges-sages* ou aux *magisters-pharmaciens*, si l'art pharmaceutique se spécialisa chez les Arabes, si, enfin, les médecins, chirurgiens et *apothicaires* formèrent « Trois estats distincts », ce n'est pas simple effet du hasard, c'est, comme d'ailleurs les différents auteurs l'ont bien fait ressortir, par nécessité : simple conséquence du développement normal de la science médicale.

Somme toute, alors que nous avons vu, au fur et à mesure de son développement, la médecine humaine évoluer — et ceci très logiquement et très avantageusement — vers la *spécialisation*, nous remarquons que si l'art vétérinaire a pu suivre une marche fortement décalée, certes, mais parallèle, jusqu'au XVIII^e siècle (apothicaires vétérinaires des haras royaux de Louis XV); malgré la fondation des Ecoles — un arrêt s'est produit dans cette évolution jusqu'en 1916, suivi d'un retour en arrière très caractérisé. Réaction non voulue peut-être du point de vue théorique, mais réaction absolument indiscutable en pratique.

Qu'il nous soit permis, à ce sujet, de citer ici un auteur que les vétérinaires ne peuvent récuser : il s'agit de M. E. LECLAINCHE, membre de l'Institut, ancien Inspecteur général des Services sanitaires, ancien Professeur de l'Ecole vétérinaire de Toulouse (1).

« Il semble que la médecine vétérinaire conquière, peu à peu, la place qui lui est due, lorsqu'une réaction se manifeste. Le mouvement libéral de 1830 se traduit inconsidérément par une série de mesures tendant à supprimer la *protection, presque toujours légitime*, accordée à certaines professions. Une fois de plus dans l'histoire, la *mystique de la liberté* exerce son rôle *destructeur*. On proclame que la médecine vétérinaire doit être librement exercée et que toutes les restrictions consenties doivent être supprimées... les vétérinaires diplômés... sont astreints à donner des preuves de leur capacité... tandis que les empiriques sont accrédités de plein droit ».

Remplaçons : « médecine vétérinaire » par « pharmacie vétérinaire » et « vétérinaires » par « pharmaciens » et nous arrivons à la situation anarchique qui existe actuellement en France (car l'observation de E. LECLAINCHE se rapporte à l'Allemagne, mais, nous pensons que vérité au delà n'est pas forcément erreur en deçà).

Cette réaction de 1916 est accusée davantage encore par le décret du 9 novembre 1937 et la loi sur l'Exercice de la médecine vétérinaire qui ôtent, en fait, au pharmacien, et

(1) E LECLAINCHE. — *Histoire de la Médecine Vétérinaire*, p. 352-353).

le simple conseil, et la délivrance de la plupart des médicaments vétérinaires. Tout s'est passé comme si on voulait concentrer l'exercice de la pharmacie et l'exercice de la médecine vétérinaire dans une seule main, celle du vétérinaire, et c'est parce que la logique reprend toujours ses droits, que des irrégularités *inévitables* et reconnues telles par les autorités responsables, corrigent encore quelque peu cette situation. Doit-on laisser ces irrégularités prendre force de loi ou doit-on les faire cesser en sacrifiant aux nécessités du progrès une législation encore flottante, pleine sans doute de bonnes intentions, mais désastreuse si on en considère les résultats ?

Nous avons l'expérience de la médecine humaine et nous ne sommes plus obnubilés par les théories platoniciennes : nous savons donc où nous allons.

Il n'appartient pas à la France, qui a su innover en ce qui concerne l'enseignement vétérinaire, de freiner la marche de cette science et de se laisser distancer par les pays étrangers dans cette voie, tandis que nos propres colonies et protectorats nous montrent l'exemple !

« A l'heure actuelle, la médecine vétérinaire emploie toutes les méthodes de l'exploration et du diagnostic usitées dans la médecine humaine. Elle utilise aussi toutes les ressources d'une thérapeutique aussi inquiétante par la multiplicité de ses moyens que par l'incertitude de ses résultats.

« Aux vieilles médications précises dans leurs indications et fidèles dans leurs effets, s'est ajoutée ou substituée une polypharmacie débordante, presque uniquement basée sur la réclame dont les excès ne peuvent être que préjudiciables aux vétérinaires, comme ils le sont pour les médecins (et les pharmaciens), il est regrettable que, ni les enseignements, ni les praticiens n'aient compris que l'abus des spécialités pharmaceutiques diminue le rôle du praticien et prépare son élimination progressive » (1).

Cette observation très judicieuse et très pertinente, ce cri d'alarme de E. LECLAINCHE, nous le faisons nôtre, nous y voyons

(1) E. LECLAINCHE. — *Histoire de la Médecine Vétérinaire*, p. 776.

l'absolue nécessité du *pharmacien*, puisque « *toutes les méthodes* » de la médecine humaine sont employées dans la médecine vétérinaire, puisque, surtout, la prescription *formulée* impliquant la préparation « *secundum artem* » est le seul remède contre l'abus des spécialités...

Au cours de notre aperçu historique, nous avons cru devoir nous arrêter assez longuement, trop, peut-être, sur la thérapeutique vétérinaire dans l'antiquité, à *Byzance*, en particulier, et au moment où se dessinait l'enseignement vétérinaire officiel, de façon à bien marquer ces époques et à montrer la raison du décalage entre l'organisation définitive de la médecine et l'organisation — non encore acquise — de l'art vétérinaire. Peut-être, objectera-t-on qu'il s'agit d'un cercle vicieux et qu'une thérapeutique rationnelle ne pouvait provenir que d'un enseignement vraiment scientifique ? Que l'une et l'autre ne se soient pas imposés plus tôt, il semble qu'il faille en accuser les Grecs et le discrédit jeté par eux sur la médecine des animaux, puisqu'il a fallu toute l'influence de nos philosophes du XVIII^e siècle pour triompher de cette situation. Mais, quoi qu'il en soit, nous croyons avoir démontré que l'art pharmaceutique s'impose dès qu'on sort de l'empirisme, aussi bien en médecine vétérinaire qu'en médecine humaine.

A ce point de vue, nous le répétons, l'analogie entre ces deux formes de l'art de guérir est formelle. Le « *Corpus Juris* » des Elamites l'affirme déjà, qui codifie de même façon l'une et l'autre de ces professions, tandis que, chez les Hindous, les incantations sont les mêmes pour les hommes et pour les différentes espèces animales. VÉGECE, malgré l'influence grecque, insiste sur le rapprochement des maladies de l'homme et des animaux. Les Gaulois soignent souvent avec les mêmes plantes — ou les mêmes eaux, quand ce n'est pas, comme les Hindous, avec les mêmes rites magiques — les hommes et les bêtes, et nous avons vu la loi Celte du Pays de Galles, mettre sur le même pied l'homme et l'animal, au sujet de la responsabilité incombant à celui qui leur donne des remèdes. Enfin, BOURGELAT a voulu établir les bases de l'enseignement vétérinaire sur

cette analogie entre le médecin et le vétérinaire et, conséquence logique, le titre de Docteur et la loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire sont venus couronner tout récemment l'application des principes de BOURGELAT en France.

De cette analogie ainsi confirmée officiellement, doit découler, à notre sens, de façon indiscutable, l'application de l'organisation médicale humaine à l'art vétérinaire. Maintenant que l'empirisme est répudié, la science du pharmacien doit intervenir inévitablement pour *choisir, surveiller, doser, mélanger et vendre les médicaments après contrôle des prescriptions faites.*

Pourvu que les « vétérinaires », comme on prétend que les médecins l'ont fait de la « Renaissance à la Révolution », ne repoussent pas les découvertes et les travaux des pharmaciens, la science vétérinaire a tout à gagner de cette collaboration, collaboration qui existe actuellement de façon effective entre médecins et pharmaciens.

2) **Projet de loi sur l'Exercice de la Pharmacie vétérinaire.**

Cette collaboration peut déjà jouer dans une certaine mesure puisque, nous l'avons signalé, nous sommes d'accord avec les représentants des vétérinaires pour demander le dépôt d'un projet de loi sur l'*Exercice de la pharmacie vétérinaire* impliquant le monopole, pour les pharmaciens, de cet exercice pour tous les médicaments, toxiques ou non. Car, nous le répétons, de même que la *loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire* a supprimé l'empirisme (au moins à terme), l'empirisme pharmaceutique doit, lui aussi, disparaître inéluctablement.

Faut-il rappeler que, dès 1352, JEAN LE BON avait cru devoir réserver *la pharmacie* aux maîtres-apothicaires dûment examinés « en présence de deux médecins et douze maîtres » (Marseille, XIII^e et XIV^e siècles), et « tenus de faire chef-d'œuvre » (Ordonnance de Paris, 1484) ? (1).

Depuis, six siècles se sont écoulés, six siècles de progrès et de découvertes extraordinaires, et la pharmacie vétérinaire est

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 46.

toujours abandonnée, en dehors des toxiques, à tous les gens sans diplômes qui veulent l'exercer :

« Le duc et pair, le savetier
« Se meslent de notre mestier,
« Tout le monde est apotiquaire » (1).

Pourtant, les remèdes, même non toxiques, peuvent être dangereux pour l'économie des bêtes comme pour celle des hommes, s'ils sont préparés et dosés sans discernement, et il est inadmissible, à l'époque où nous sommes, que n'importe qui puisse disposer ainsi de la santé des animaux... et de la bourse de l'éleveur sans aucune garantie. C'est, en même temps qu'une question d'hygiène — certaines maladies humaines sont liées, soit par l'alimentation, soit simplement par le voisinage, à la sante des animaux domestiques, — une question d'intérêt général.

Cet intérêt se trouve multiplié, à l'heure actuelle, du fait du temps de guerre, la surveillance du cheptel étant un facteur de défense nationale; mais, même en temps de paix, il est à considérer et, à l'exemple encore de nos colonies et de la Tunisie, l'*Exercice de la pharmacie vétérinaire* doit être remis entre les mains de « celui qui a peiné » pour acquérir la science nécessaire : du *pharmacien*, et, exceptionnellement, du vétérinaire propharmacien, tel qu'il doit être envisagé.

On peut s'étonner que vétérinaires et pharmaciens unissent leurs voix pour réclamer cette réglementation : nous croyons l'avoir montré, celle-ci découle naturellement de la législation de la médecine vétérinaire. Mais, nous devons à la vérité, de dire qu'un argument d'ordre pratique motive la position prise par les vétérinaires — et ici nous évoquons encore notre conversation intersyndicale — « les véritables concurrents des vétérinaires, actuellement, ce ne sont pas les pharmaciens, ce sont les maréchaux-experts et les empiriques, en général » !!!

(1) M. BOUVET. — *Hist. de la Pharmacie en France*, p. 296 (manuscrit Bibliothèque Arsenal, 1700).

Ceci confirme en tout point notre assertion :

Pharmacie libre = empiriques et vétérinaires.

Pharmacie des toxiques = vétérinaires.

Le pharmacien n'a plus qu'à glaner sur la première, comme il le peut, et sur la dernière le plus souvent très irrégulièrement.

Rappelons, d'ailleurs, le rapport d'un Inspecteur en pharmacie, signalé par M. DELAUD (1) :

« Je dois enfin porter à la connaissance de l'Administration préfectorale que quelques *vétérinaires* se sont plaints à moi, de façon très vive, d'être mis en concurrence déloyale par des gens, *des empiriques non munis de diplômes*, qui, le plus souvent, sont des maréchaux, et chez lesquels il existe des dépôts illégaux de médicaments ».

Et cet Inspecteur ajoute :

« Voilà encore un dernier point, mon cher Directeur, sur lequel j'attire particulièrement votre attention, de façon que, au sujet de cet exercice illégal de la pharmacie et de ces dépôts illégaux de médicaments, nous ayons des instructions formelles au moment de la prochaine inspection ».

Nous touchons ici le défaut de la cuirasse : situations irrégulières, mais, pour les faire cesser, législation insuffisante, dont nous demandons justement l'aménagement.

La réglementation de l'Exercice de la pharmacie vétérinaire permettra de supprimer ces dépôts signalés comme illégaux. Et l'adoption des différentes mesures que nous proposons mettra enfin les pharmaciens — et les vétérinaires — en situation régulière, situation qui, seule, peut permettre de poursuivre les délinquants.

Rappelons enfin que c'est *malgré l'incidence de la législation française* que nos colonies ont cru devoir nous montrer plus ou moins la bonne voie, tellement celle-ci est nettement tracée; nous évoquons ici surtout cette réglementation si profondément étudiée, si rationnellement établie, de la Tunisie. Toutes les questions médico et vétérinaire-pharmaceutiques y paraissent parfaitement mises au point, et nous sommes fiers, tout de

(1) A.-F. DELAUD. — *De l'exercice de la Pharmacie par les vétérinaires*, p. 43.

même, de constater que si la France n'a pas su maintenir le rôle de premier plan qu'elle avait su prendre à la fin de la royauté et au début de la grande Révolution, c'est un pays de protectorat, c'est la Tunisie qui a pris le flambeau... précédant sur ce point l'Italie, la Belgique, la Bulgarie, l'Égypte, l'Estonie, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, le Portugal, la Yougoslavie, avant la France.

Serons-nous vraiment les derniers ? Et attendrons-nous que des pays comme l'Allemagne, la Chine, le Danemark, les États-Unis, l'Iran ou la Turquie où, pour des raisons diverses, l'art vétérinaire évolue avec retard, nous aient devancés ?

3) Modification de l'article 17 du Décret du 14 septembre 1916.

D'autre part, nous avons vu que ce qui empêche actuellement le jeu normal de cette collaboration entre pharmaciens et vétérinaires, c'est le décret du 14 septembre 1916 et l'antinomie existant entre l'article 17 et l'article 27 de ce décret.

L'article 17 incite le vétérinaire à pratiquer seul la pharmacie — irrégulièrement, mais, en échappant à peu près à tout contrôle — même en ce qui touche les *toxiques B* (depuis la circulaire d'octobre 1933), y compris les *toxiques C* (à la suite du décret du 9 novembre 1937). Et ceci, contrairement aux dispositions de l'article 27 de ce décret du 14 septembre 1916.

On nous objectera que l'article 17 comporte des réserves : « *pas d'officine ouverte* » ? Qu'il n'y ait pas enseigne et magasin avec vitrine sur rue, cela empêche-t-il de vendre ou de faire vendre par « un valet » ou une « mesnye » quelconque, à tout venant, comme cela se fait couramment, sans que l'Inspecteur des pharmacies songe à intervenir ?

La discrimination concernant le lieu d'habitation des clients ? Comment la contrôler, puisque même dans une commune où se trouve une pharmacie — et plus des 8/10^{es} n'en sont pas pourvues — le vétérinaire peut encore affirmer, sans qu'il soit

possible de le vérifier, qu'il administrera lui-même les médicaments aux animaux malades ?

La solution de ce problème se trouve justement dans cette loi de Germinal qui consacrait de longs siècles d'expérience pour la médecine humaine et à laquelle il est toujours bon de se reporter :

L'article 17 du décret du 14 septembre 1916 doit être remplacé par l'article 27 de la loi de Germinal et la propharmacie vétérinaire organisée sur le modèle de la propharmacie humaine.

Ainsi, elle ne sera qu'exceptionnelle et trouvera sa justification dans l'éloignement du pharmacien. Cet éloignement, d'ailleurs, nous y avons déjà fait allusion, n'est que relatif et les moyens de communication actuels sont autres que ceux de Germinal, mais nous laissons à l'avenir le soin de décider si, pour cette raison, une limite nouvelle doit être apportée à la propharmacie en général, notre but aujourd'hui étant de demander seulement que, de ce point de vue, médecin et vétérinaire se trouvent dans la même situation, chacun de ces praticiens ne devant exercer la pharmacie que s'il se trouve dans une localité *dépourvue de pharmacie, pour les clients qui le font appeler, et sans avoir d'officine ouverte.* (Art. 27 de la loi de Germinal.)

Dira-t-on que la médecine vétérinaire diffère de l'autre et qu'elle ne peut subir la même réglementation ? Ici l'expérience de nos colonies, de la *Tunisie* et de la *Martinique*, en particulier, l'expérience aussi des pays étrangers vient nous prouver le contraire, puisque aussi bien nous nous sommes laissés distancer sur la route du progrès, et justement dans cette branche, l'art vétérinaire, où nous avons été de si brillante façon des précurseurs. S'obstiner dans cette erreur ne serait pas digne d'esprits positifs et rationnels. Et, d'ailleurs, tôt ou tard, il faudrait l'abjurer. On peut retarder le progrès, on ne peut pas s'opposer de façon définitive à son développement et, comme nous l'a fort bien dit M. l'Inspecteur NICOLAS : « la logique ne perd jamais ses droits, et ce qui doit arriver se produit un jour ou l'autre, infailliblement ».

Puisque, comme nous croyons l'avoir établi, c'est au pharmacien qu'il revient d'exercer la pharmacie vétérinaire, il faut lui permettre de le faire et ne pas engager le vétérinaire à pratiquer cet exercice irrégulièrement.

Il est d'ailleurs assez curieux de noter que les médecins eux-mêmes, forts de leur propre expérience, et apparemment désintéressés dans cette affaire, aient été les premiers à demander au *Congrès médical de Paris*, dans le courant du siècle dernier :

« Que les vétérinaires ne puissent tenir et vendre des médicaments que dans les mêmes circonstances que les médecins ou officiers de santé » (1).

Conformément au vœu des médecins, nous demandons donc la suppression de l'article 17 du décret du 14 septembre 1916, et son remplacement par un article analogue à l'article 27 de la loi de *Germinal*, non pas que cet article 27 soit parfait : il serait même très désirable qu'un rayon soit fixé qui permette l'exercice de la propharmacie, comme à *La Réunion* (5 km.), à *Madagascar* (10 km.), à *La Martinique* (8 km.), en *Indochine* (10 km.) et en *Tunisie* (6 km.). Mais nous voulons limiter nos revendications et réclamons seulement, actuellement, l'assimilation de la médecine et de l'art vétérinaire pour la propharmacie, assimilation tellement logique qu'elle a déjà percé dans la circulaire du 20 mars 1930 (*médecins et vétérinaires propharmaciens*).

4) Application de la Loi du 4 septembre 1936 au colportage des produits vétérinaires.

Dans le même ordre d'idées, nous demandons l'application de la loi du 4 septembre 1936, au colportage vétérinaire : il va de soi que, ce qu'on a jugé désastreux pour la médecine humaine doit être considéré sous le même angle quand il s'agit de produits vétérinaires. Le colportage est l'ennemi du pharmacien de campagne qu'il tend — tout comme la pratique de la

(1) A.-F. DELAUD. — *De l'exercice de la Pharmacie par les vétérinaires*, 1911, p. 15.

pharmacie par le vétérinaire — à supprimer. Et supprimer le pharmacien rural, c'est ôter à tout un monde dispersé loin des centres, les moyens de se soigner facilement. D'autre part, le colportage, même par le vétérinaire, c'est la médecine facile et passe-partout, puisque c'est l'emploi d'une thérapeutique limitée et « omnibus ».

Autre question que nous avons déjà évoquée : celle du fisc. le pharmacien de campagne, comme celui de la ville, paie l'impôt sur ses ventes — chiffre d'affaires et taxe d'armement — que le vétérinaire ne règle pas. Cette question fiscale milite, d'ailleurs, de façon générale, pour réduire au maximum l'exercice de la pharmacie par le vétérinaire. Dans le cas particulier, nous insistons sur l'extension de la loi du 4 septembre 1936 aux produits vétérinaires.

5) Spécialités vétérinaires, sérums et vaccins.

D'autre part, non seulement le vétérinaire est autorisé, dans certaines conditions, à vendre des médicaments, mais il prépare ou prend la responsabilité de la préparation de *spécialités contenant des toxiques* : spécialités constituant des remèdes secrets, sans aucune formule, et se trouvant, par conséquent, non seulement en marge de la loi de Germinal, mais aussi à l'abri de la surveillance des prix. C'est ainsi que nous avons en main un conditionnement en carton portant la mention « *Diarrhilis P.A.* », *poudre antidiarrhéique pour veaux et poulains. Mode d'emploi : un paquet, matin et soir, dans un demi-litre d'orge ou autre tisane, — avec une étiquette rouge : médicament vétérinaire, poison* », et doté du nom et de l'adresse : « D^r X..., vétérinaire, à Z... Téléph. n°... », produit que, naturellement, nous ne pouvons nous procurer.

Il s'agit d'une infraction à la législation que nous avons étudiée. En particulier, à quoi rime l'ordonnance exigée par l'article 25 du décret du 14 septembre 1916 (si elle a été remise) d'un *produit secret* dont le monopole de vente est réservé aux vétérinaires ? Ordonnance pourtant exigible, puisqu'il s'agit de toxique, d'après l'étiquetage lui-même du produit.

Infraction à poursuivre devant les tribunaux ? Avec quelles chances de succès, puisque les dispositions de la circulaire du 20 mars 1930 (consécutive au décret du 20 mars 1930) sont suspendues... depuis 1933; puisqu'à une question posée à M. le Ministre de l'Agriculture par le Sénateur MORANE, il a été répondu l'an dernier — *décision très contestable légalement d'ailleurs, même en l'état actuel de la législation* — que les vétérinaires pouvaient avoir le monopole de vente de spécialités vétérinaires...

Nous avons trop confiance en la saine logique pour entamer une procédure longue sur ce point particulier, quand c'est tout un statut de l'Exercice de la pharmacie vétérinaire qui nous paraît indispensable et que nous réclamons aujourd'hui. Nous ne poursuivrions que si on se refusait à nous entendre.

Nous demandons donc, comme il est prescrit en *Tunisie*, que les *spécialités vétérinaires, y compris sérums et vaccins*, ne puissent être préparées que par *un pharmacien ou par une Société comprenant un pharmacien responsable*, le produit étant mis au nom de ce pharmacien, et nous insistons pour que la *formule détaillée* soit exigée sur le conditionnement extérieur. Ainsi, le Comité de surveillance des prix pourra jouer tout aussi bien que le contrôle du laboratoire des fraudes et la vérification de la comptabilité des toxiques, éventuellement. Enfin, ces *spécialités vétérinaires* ne devront faire l'objet d'aucun monopole : l'intérêt de l'éleveur et l'intérêt général s'accordent pour que la clientèle conserve le libre choix du fournisseur; l'ordonnance remise, même par le vétérinaire qui délivre, permettant le renouvellement, s'il est autorisé, dans toute pharmacie.

6) Observation de l'article 25 du Décret du 14 septembre 1916.

Nous insistons justement sur *cette remise de l'ordonnance au client*; il s'agit, en l'espèce, nous le répétons, de l'observation des prescriptions de l'article 25 du décret du 14 septembre 1916, pour les toxiques A et B, et de l'article 43 du décret du

9 novembre 1937, qui soumet les toxiques C à la même réglementation que les toxiques A et B.

Cet article 43 déclare, en effet, que : « les dispositions des articles 22, 24, 25, 26 et 29 (du décret de 1916) sont applicables aux substances du tableau C et aux préparations qui en contiennent ». L'article 25 entraîne l'application de l'article 20.

Et notons que, conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 14 septembre 1916, en ce qui concerne cette ordonnance, le vétérinaire doit « la dater, la signer, mentionner lisiblement son adresse, énoncer en toutes lettres les doses de substances vénéneuses prescrites, et indiquer le mode d'administration du médicament ».

C'est, en fait, l'application des principes de BOURGELAT : *le vétérinaire « ne devant pas craindre d'avouer ce qu'il prescrit »*. Il y a là, d'ailleurs, garantie pour le vétérinaire lui-même, en cas d'accident thérapeutique, toujours possible — et garantie pour l'éleveur — question de probité, au surplus, l'autorité du vétérinaire étant également liée à la façon dont il prend ses responsabilités.

Enfin, puisqu'il faut, tout de même, un vague rudiment de contrôle, cette ordonnance, datée et signée, en constitue bien l'un des rares éléments.

7) Règlement d'application du Décret et de la Circulaire du 20 mars 1930.

Cette surveillance des toxiques nous fait revenir au décret et à la circulaire du 20 mars 1930, dont nous demandons l'application, *suspendue* depuis 1933, — en attendant un règlement qui s'obstine à ne pas paraître. Sans rappeler BARENTON, le vétérinaire empoisonneur, nous affirmons qu'il est anormal de contrôler le pharmacien au milligramme pour ses toxiques, quand le vétérinaire peut, à son gré, prescrire et délivrer ces toxiques sans contrôle effectif possible, alors que, d'autre part, on refuse au médecin la libre disposition de ceux-ci. Nous signalons de nouveau que le vétérinaire n'est pas astreint à la règle des sept jours qu'on impose aux médecins. (Nous avons

vu qu'en Afrique Equatoriale Française le produit toxique vétérinaire devait être rendu impropre à l'usage humain si la dose maximum du Codex pour 24 heures était dépassée).

Nous pensons même que la France, en laissant suspendues les dispositions du décret du 20 mars 1930, ne remplit pas les engagements de la Convention de Genève, du 19 février 1925...

N'est-ce pas en 1575, déjà, à Montbéliard, qu'on lisait dans les statuts : « Quand le médecin *ira aux champs*, il prendra les drogues de quoy il aura besoin chez les apothicaires » ?

Et l'arrêt du Parlement de Toulouse, du 20 décembre 1691, ne spécifie-t-il pas que les « maistres chirurgiens » pourront préparer les « médicamens nécessaires pour la guérison des maladies chirurgicales, à la charge, néanmoins, de les prendre dans la boutique des dits maîtres apothicaires ».

Si le pharmacien n'a plus à craindre, comme l'apothicaire de François I^{er}, la perte d'une oreille s'il délivre quelque toxique que ce soit sans ordonnance, les sanctions n'en sont pas moins toujours sévères pour lui, et il est inadmissible de constater, *du point de vue pratique*, l'immunité légale incontestable dont jouit — contrairement au médecin — le vétérinaire.

Donc, par *application du décret du 20 mars 1930*, nous demandons l'obligation, pour le vétérinaire, de se pourvoir de toxiques B chez le pharmacien de sa commune ou de la commune contiguë. (Notons qu'en *Norvège*, en particulier, nous l'avons vu, c'est de tous les médicaments qui lui sont nécessaires que le vétérinaire est tenu de se pourvoir dans les pharmacies les plus proches !)

8) Arrêté analogue à celui du 2 mars 1938 fixant des doses de tolérance pour la délivrance des Toxiques sans ordonnance en ce qui concerne la médecine vétérinaire.

Nous croyons avoir mis en évidence l'impasse dans laquelle nous nous trouvons actuellement au sujet de l'*Exercice de la pharmacie vétérinaire*.

D'un côté, les *vétérinaires* pratiquant à la faveur, et même sous l'influence du fameux article 17 du décret du 14 sep-

tembre 1916, la pharmacie vétérinaire de façon presque exclusive, — *irrégulièrement*, sans doute, mais sans que des moyens de surveillance utiles puissent y pallier, ceci surtout depuis la suspension des dispositions du décret et de la circulaire du 20 mars 1930, — et, pis encore, depuis le décret de 9 novembre 1937.

D'autre part, et à la suite principalement de ce dernier décret, le *pharmacien* ne pouvant que de façon *irrégulière* aussi exercer son art en ce qui touche la partie vétérinaire.

Et ceci lorsque nous sommes en présence du moindre toxique C.

La législation ne peut pas admettre une telle impasse, elle ne peut couvrir délibérément l'irrégularité et s'opposer du même coup à la marche du progrès. Aussi, avant même que les solutions que nous avons préconisées jusqu'ici puissent être adoptées, nous réclamons le remède *le plus urgent*; nous nous expliquons :

Le *décret du 9 novembre 1937*, nous l'avons vu, bloquait à ce point l'exercice de la pharmacie qu'un arrêté — du 2 mars 1938 — s'est imposé, permettant tout de même à cet exercice de jouer à peu près normalement... *pour la médecine humaine*. Pourquoi a-t-on ainsi limité la portée de cet arrêté, tandis qu'au contraire des facilités plus larges eussent dû normalement être accordées pour les animaux ? Nous l'ignorons, ou plutôt nous pensons que cela est dû aux difficultés que nous allons aborder et *qu'il faut vaincre*.

Il en résulte, en effet, ce fait anormal que le pharmacien peut, par exemple, délivrer 60 grammes de teinture d'iode pour la médecine humaine (usage externe), tandis que pas un seul gramme ne doit être remis sans prescription régulière, pour la médecine vétérinaire.

Un éleveur doit payer une consultation au vétérinaire pour obtenir de l'Eau blanche — de vente libre pour la médecine humaine — ou des produits tels que l'Onguent vésicatoire ou la Liqueur de Villatte. Rappelons ici l'observation de

Charles ESTIENNE : « d'avoir médecins à toutes heures, sans urgente nécessité, ce n'est pas le profit de la maison ».

Ces considérations paraissent assez éloquentes pour montrer l'urgence d'une modification de cette situation.

Le meilleur moyen d'y remédier rapidement paraît être d'obtenir un arrêté semblable à celui du 2 mars 1938, et s'appliquant aux médicaments destinés à l'usage vétérinaire.

Or, dans une conversation que nous avons eue avec M. l'Inspecteur NICOLAS, des Services vétérinaires, et avec M. le Secrétaire général de l'Association des Vétérinaires de France (nous y avons déjà fait allusion), on nous a fait deux objections :

1° *Ce sera introduire des toxiques en doses assez fortes dans le public.* — Nous avons répondu à cela que, d'abord les pharmaciens ont cette facilité avec les taupicides et raticides par exemple, mais, surtout que, d'autre part, les droguistes, *sans aucun diplôme*, vendent des kilogrammes de toxiques tels que les cyanures, avec beaucoup plus de facilités que celles que nous pourrions acquérir du fait d'un tel arrêté.

2° *Argument plus sérieux.* — *Les doses tolérées tomberont-elles « ipso facto » dans le domaine de la vente libre par tous, puisque l'Exercice de la pharmacie vétérinaire est libre en dehors des toxiques ?*

Nous avons déjà dit que nous demandions la suppression de cette liberté dangereuse à tous points de vue et illogique. Mais, si la « *Législation française des substances vénéneuses* » de MM. BOSVIEL, DUFAU, ROZET et TORANDE laisse croire actuellement, dans une certaine mesure, au danger ainsi signalé (v. p. 107, 108, 110), M^e BOSVIEL, l'un des auteurs de ce livre, avocat à la Cour de Cassation, s'est prononcé de façon formelle contre une telle incidence de l'arrêté envisagé (juillet 1939). En tout cas, son avis autorisé est qu'une précision, à ce point de vue, peut très bien figurer dans l'arrêté en question.

Nous restons donc fidèle à la solution que nous avons envisagée, mais, nous reconnaissons volontiers qu'elle n'est pas simple quant à sa réalisation pratique : les doses prévues pour

la médecine humaine sont insuffisantes pour beaucoup d'animaux alors qu'elles sont excessives pour d'autres.

Cette complexité des dosages vétérinaires a été envisagée de longue date puisque DE GARSULT (p. 44) et BOURGELAT (p. 49) y font nettement allusion avant les auteurs contemporains tels que MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS (1), KAUFMANN (2), CERBELAUD (3), et combien d'autres.

Aussi bien, c'est à ces mêmes auteurs que nous allons demander de nous aider.

Il y aurait, en effet, un concept assez simple, ce serait de prévoir une dose par kilogramme d'animal, mais :

« On aurait grandement tort de rapporter les doses au kilogramme d'animal », disent MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS (1), car, en général, un petit animal supporte des doses relativement plus fortes qu'un gros. *Il faut donc* s'abstenir en posologie de proportionner les doses au poids des animaux ».

« En rapportant la dose toxique au kilogramme, on peut s'assurer que les petits animaux supportent des doses relativement plus fortes que les gros », déclare KAUFMANN (1).

Et CERBELAUD affirme de son côté (4) : « Les doses des médicaments ne sont pas directement proportionnelles au poids de l'animal, comme on avait tendance à le croire il y a seulement quelques années ».

Ces auteurs, en tout cas, semblent d'accord avec DE GARSULT et BOURGELAT pour chercher *un coefficient* de dosage entre les différentes espèces d'animaux. Rappelons, en effet, l'avis de DE GARSULT (p. 44) et celui de BOURGELAT (p. 49) au sujet des rapports entre les doses chevaux, hommes, poulains — et chevaux, ânes, bœufs et moutons.

Dans le même esprit, MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS (1) donnent, d'une manière très générale, il est vrai, les coefficients suivants :

(1) MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS. — *Vade-mecum vétérinaire*, 7^e édition, p. 38.

(2) KAUFMANN. — *Traité de thérapeutique et de matière médicale vétérinaire*, 3^e édition, p. 41 et suivantes.

(3) CERBELAUD. — *Manuel vétérinaire*, 1922, p. 57.

(4) CERBELAUD. — *Manuel vétérinaire*, 1922, p. 54.

« Si l'on fait la dose pour le cheval égale à 1, la dose pour le bœuf sera 1 1/4 à 1 1/2, celle pour le mouton et la chèvre 1/2, pour le porc 1/5°, pour le chien 1/10°, pour le chat 1/20° ».

Et ces auteurs ajoutent : « Les doses indiquées pour l'homme dans les formulaires de la médecine humaine conviennent à peu près *au chien moyen, plutôt fort* » (1).

Dès lors, nous croyons plus simple de rapporter les coefficients donnés à cet étalon : *le chien moyen plutôt fort*, puisque aussi bien il y a là une certaine corrélation avec les doses humaines et que, d'autre part, nous évitons l'emploi excessif de fractions compliquant les calculs.

Et nous obtenons, d'après MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS, le tableau de coefficients suivant :

Bœuf	12.5 à 15.
Cheval	10.
Mouton et chèvre.	5.
Porc	2.
<i>Chien moyen, plutôt fort</i>	1.
Chat	1/2.

Voyons en regard le tableau de CERBELAUD (2) :

Bœuf	12.
Cheval	10.
Ane, mulet.....	6.
Mouton, chèvre.....	5.
Porc	2.
Unité chien forte taille..	1.
Chien moyen.....	2/3.
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde....	1/4.
Poule, faisan, pigeon...	1/8.

Notons, *pour mémoire seulement*, les chiffres de DE GARSAULT : cheval, 10; homme (ou chien moyen, plutôt fort), 1, et ceux de BOURGELAT : bœuf, cheval, âne, mulet, mêmes doses (soit 10); moutons, 3/4 (soit 7.5).

(1) MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS. — *Vade-mecum vétérinaire*, p. 38.

(2) CERBELAUD. — *Manuel vétérinaire* (p. 57).

Mais, pour répondre à la critique, soulignons bien que *ce système de coefficients est le seul indiqué* au point de vue pratique pour les doses à prévoir selon les espèces *par les différents auteurs*.

Nous pensons donc que, en dépit des âges, des poids, des races et des sexes différents, de l'idiosyncrasie, des états plus ou moins pathologiques, de l'accoutumance, de synergisme ou d'antagonisme des médicaments, des phénomènes de tolérance ou d'intolérance, etc... on voudra bien reconnaître que cette méthode des coefficients est la seule que nous puissions actuellement retenir.

Il nous appartient de chercher à fixer ce que doit être ce tableau de coefficients :

Pour cela, nous allons envisager séparément les *toxiques B*, les *toxiques A* et les *toxiques C*. Nous prendrons comme unité le *chien moyen, de forte taille*, pour la raison que nous avons donnée; nous relèverons les moyennes des doses thérapeutiques maxima données par les auteurs déjà cités pour les différents animaux, et nous établirons les moyennes de ces doses rapportées à l'unité chien.

Nous commenterons ensemble les résultats obtenus, non sans les avoir rapprochés des coefficients déjà donnés. Car, nous ne sommes pas dans le domaine de la mathématique pure et l'expérience acquise, expérience qui est à la base même de cette étude, ne doit être négligée sur aucun point.

Toxiques B

	Poudre opium	Chl. morphine	Caraine	Héroïne	Moyenne	Moyenne étalon chien
Bœuf	15	1.	0.40	0 20	4.20	27.42
Cheval	10.	0.75	0 40	0 20	2 84	18 32
Poulain, âne, mulet.....	6.	0 50	0 10	0.05	1 66	10 70
Mouton et chèvre.....	1.50	0 10	0.06	0 03	0.42	2.74
Porc	1.50	0.15	0 08	0.04	0 44	2 83
<i>Chien moyen, plutôt fort..</i>	0 50	0 05	0 05	0.02	0 155	1.
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde.....	0.10	0 02	0.02	0 01	0 04	0.25
Poule, faisan, pigeon.....	0.01	»	»	»	0.01	0.06

Toxiques A

	Aconit poudre	Acide arsénieux	Adrénaline au 1/1000	Apomorphine	Arécoline	Ble	Arséniate de sodium	Atropine sulfate	Belladone poudre	Chloroforme	Cigué poudre	Codéine	Bulbe colibique	Croton tiglium	Digitale poudre	Digitatine 1/1000
Bœuf	10.	1.	15.	0.10	0.15	0.25	0.10	0.10	50.	50.	100.	0.75	10.	0.60	6.	15.
Cheval	5.	2.	10.	0.05	0.12	0.30	0.08	30.	50.	50.	90.	0.60	5.	0.30	5	10.
Poulin, âne, mulet	1.	0.50	5.	0.02	0.05	0.10	0.03	8.	30.	30.	15.	0.10	3.	0.12	2.	3.
Mouton et chèvre	0.25	0.10	2.	0.01	0.01	0.01	0.01	6.	10.	10.	30.	0.08	1.	0.10	1.	1.
Porc	0.20	0.10	3.	0.01	0.02	0.02	0.03	10.	10.	10.	8.	0.08	1	0.10	1.	1
Chien moyen, plutôt fort	0.20	0.01	1	0.005	0.05	0.01	0.003	1	5	5	2	0.06	0.20	0.04	0.30	0.30
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde	0.05	0.004	0.50	0.002	0.02	0.005	0.001	0.25	1.	1.	0.50	0.03	0.05	0.02	0.10	
Poule, faisan, pigeon													0.05			

	Emétine	Emétique	Ergot de seigle pulv.	Esérine salicyl.	Noix vomique poudre	Strychnine sulfate	Huile phosphorée	Pilocarpine	Rue plante	Sabine	Téa-lure strophantus 1/10	Vératrine	Moyenne	Moyenne étalon chien
Bœuf	0.30	10.	50.	0.15	15.	0.15	5.	0.40	125.	125.	30.	0.10	13.61	23.87
Cheval	0.15	6	30.	0.10	10.	0.10	3.	0.30	60.	60.	20.	0.08	9.52	16.70
Poulin, âne, mulet	0.15	3.	10.	0.02	3.	0.05	1.	0.10	10.	10.	8.	0.08	4.03	7.07
Mouton et chèvre	0.10	0.20	10	0.01	2	0.006	0.3	0.02	10.	10.	2	0.03	1.88	3.29
Porc	0.06	0.30	5	0.01	2	0.005	0.5	0.02	5.	5.	5.	0.03	2.05	3.59
Chien moyen, plutôt fort	0.10	0.10	2	0.001	0.25	0.003	0.10	0.01	1	1.	0.50	0.03	0.57	1.
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde	0.04	0.03	0.50 (0.25)		0.05		0.02	0.005	0.50	0.50	0.25		0.17	0.29
Poule, faisan, pigeon	0.006		0.10					0.005					0.04	0.07

Toxiques C

	Alcoyl	Galyl Novarsénol	Stovarsol	Sulfarsénol	Arrhénal	Cacodylate soude	HCl	H ² SO ⁴ (à diluer)	Ammoniaque	Chloral	Crésote	Sodium
Beuf	3-5	2	10	12	2	2	40	5	30	50	15	8
Cheval	5	2	10	12	3	5	30	4	15	50	10	5
Poulain, âne, mulet		1.50			1	1	10	2	3	10	2	1
Mouton et chèvre		1	1		0.25	0.20	4	1.50	3	4	1.50	0.50
Porc		0.50			0.50	0.30	5	1.50	4	5	2	0.50
Chien moyen, plutôt fort...	0-20	0.30	0.50	0.30	0.10	0.10	4	0.50	0.50	2	1	0.25
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde		0.25	0.10		0.03	0.02	0.50	0.25	0.25	0.50	0.25	0.10
Poule, faisan, pigeon		0.05	0.50									

	Protochlorure de mercure	Santonine	Selle	Spartéine sulfate	Tétrachlorure de carbone	Moyenne	Toxique C Moyenne	étalon chien	Tox. A, B et C Moyenne générale	Coefficients admis jusqu'ici	Coefficients proposés
Beuf	6	3	15	4	16	14	17.5	17.5	22.93	12	15
Cheval	8	2	10	3	80	11.30	14.12	14.12	16.38	10	12
Poulain, âne, mulet	3	0.75	2	1	30	2.94	3.67	3.67	7.14	6	6
Mouton et chèvre	1.50	0.20	1	0.10	1.5	1.44	1.80	1.80	2.61	5	4
Porc	3	0.60	1	0.15	1	1.85	2.31	2.31	2.91	2	3
Chien moyen, plutôt fort...	1	0.10	0.50	0.10	4	0.80	1	1	1	1	1
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde	0.30	0.02	0.05	0.03		0.19	0.23	0.23	0.25	0.35	0.30
Poule, faisan, pigeon	0.05	0.01		0.02		0.05	0.04	0.04	0.06	0.12	0.10

Nous avons cru, pour l'établissement des moyennes et des coefficients, ne pas tenir compte des toxiques ayant une action beaucoup plus active sur certains animaux. C'est ainsi que nous avons éliminé l'*aconit* « plus toxique pour le chien que pour les autres espèces » (MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS); l'*acide arsénieux* « admirablement toléré par les équidés, moins bien par les bovidés et les suidés, et très mal par le chien » (CERBELAUD); le *bromhydrate d'arécoline* contre-indiqué chez les bovidés et chez le chat (MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS); le *sulfate d'atropine* auquel le chien et le chat comme l'homme sont très sensibles (MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS); la *ciguë*, très toxique pour le chien, le chat et les « oyes » (*La Maison Rustique*), alors qu'elle paraît presque inoffensive pour les chèvres; la *rue* et la *sabine* que les grands animaux supportent relativement bien; enfin, pour en finir en ce qui touche les *toxiques A*, la *vératrine* « qu'il ne faut pas employer chez le chien et le chat » (MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS).

Pour les *toxiques C*, nous ne tenons pas compte de tous les produits ne pouvant s'employer pour *toute* la série des animaux envisagés par nous afin de ne pas fausser nos moyennes.

Nous obtenons pour chacun des différents toxiques une moyenne que nous transformons en coefficients rapportés à l'*étalon chien* et nous constatons que la moyenne de ces trois listes est bien différente des chiffres jusqu'ici généralement admis (MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS; CERBELAUD, DROUARD d'UZEL (*Bulletin de la Fédération pharmaceutique de l'Ouest*), de même qu'ils s'éloignent des approximations de DE GARSULT et BOURGELAT.

Comme il s'agit certainement là de coefficients ayant une base sans doute différente de la nôtre, mais certainement sérieuse, nous voulons en tenir compte, et c'est pourquoi nous proposons une transaction entre nos chiffres et les données en question (12, 10, 6, 5, 2, 1, 0,35, 0,12), soit : 15, 12, 6, 4, 3, 1, 0,30, 0,10, c'est-à-dire :

Bœuf	15.
Cheval	12.
Poulain, âne, mulet.....	6.
Mouton et chèvre.....	4.
Porc	3.
<i>Chien moyen, plutôt fort.</i>	1.
Petit chien, chat, lapin, cobaye, oie, dinde.....	0.30
Poule, faisan, pigeon.....	0.10

Nous le répétons, il s'agit de coefficients bien imparfaits et non absolus, et nous admettons très bien qu'on en adopte de différents, mais, tels quels, nous croyons qu'ils peuvent répondre à la plupart des toxiques utilisés couramment du point de vue vétérinaire.

On peut évidemment considérer les cas spéciaux — et notamment ceux qui ont été signalés et qui ont été éliminés pour établir nos moyennes — mais, dans un but de simplification, nous ne le demandons pas, les cas d'espèce pouvant jouer en ce qui concerne *le poids total maximum* des toxiques qu'il est permis de délivrer sans prescription vétérinaire.

Ces coefficients établis, nous proposons maintenant les tableaux de doses de tolérance qui pourraient être prévues pour l'unité chien — en ce qui touche les toxiques A, B et C. Les coefficients ci-dessus pouvant jouer aussi bien pour la dose limite par *unité de prise* que pour le *poids maximum* prévu par récipient. Ce projet de doses « étalon » est établi sur le modèle du tableau « homme » annexé à l'arrêté du 2 mars 1938, et là encore nous n'avons aucun amour-propre d'auteur, notre ambition se limitant à l'obtention de tolérances suffisantes pour que l'exercice de la pharmacie vétérinaire puisse être effectué normalement par le pharmacien.

TOXIQUES. — Tableau B. — Unité chien.

	Dose limite par unité de prise. gr.	Poids maximum récipient. gr.
Chanvre indien (extrait).....	0.05	0.50
Cocaïne et ses sels.....	0.05	0.50
Morphine et ses sels.....	0.05	0.50
Opium (extrait).....	0.25	2.50
— (poudre).....	0.50	5.
Laudanum de Sydenham.....	2.	20.
Teinture d'opium.....	2.	20.
Morphine (Diacétyl) et ses sels....	0.025	0.25

TOXIQUES. — Tableau A. — Unité chien.

	Dose limite par unité de prise. gr.	Poids maximum récipient. gr.
Anhydride arsénieux.....	0.01	0.10
Arséniat de sodium et K.....	0.01	0.10
— de strychnine.....	0.003	0.03
Aconit (poudre racines).....	0.50	5.
— (teinture racines).....	1.	10.
Aconitine et ses sels.....	0.	0.
Adrénaline	0.0005	0.005
Apomorphine et ses sels.....	0.003	0.03
Arécoline et ses sels.....	0.04	0.40
Atropine et ses sels.....	0.01	0.10
Belladone (poudre de feuilles)....	1.	10.
— (teinture de feuilles)...	5.	50.
— (extrait de feuilles)....	0.20	2.
Bichlorure de mercure.....	0.01	0.10
Bi-iodure de mercure.....	0.01	0.10
Bromoforme	0.50	5.(chien seul)

TOXIQUES. — Tableau A. — Unité chien (Suite).

	Dose limite par unité de prise. gr.	Poids maximum réceptient. gr.
Cantharides	0.	0.
Chloroforme	3.	30.
Codéine et ses sels.....	0.05	0.50
Cyanure de mercure.....	0.001	0.01
Digitale (poudre).....	0.25	2.50
— (teinture)	1.	10.
— (intrait)	0.05	0.50
Digitaline (soluté au 1/1000*)....	1. (soluté)	10. (soluté)
Emétique ordinaire.....	0.50	5.
Ergot de seigle (poudre fraîche)..	2.50	25.
Ergotine (extrait mou).....	1.	10.
— (extrait fluide).....	2.	20.
Esérine et ses sels.....	0.003	0.03
Ethylmorphine et ses sels.....	0.05	0.50
Gouttes amères de Baumé.....	1.	10.(chien seul)
Huile de croton.....	5 gouttes	50 gouttes
Huile phosphorée.....	0.10	1.
Liqueur de Fowler.....	1.	10.
Noix vomique (poudre).....	0.25	2.50
— (extrait)	0.10	1.
— (teinture)	1.	10.
Oxyde jaune de mercure.....	0.	0.
Phosphore	0.	0.
Phosphure de zinc.....	0.005	0.05
Pilocarpine et ses sels.....	0.005	0.05
Rue (feuille).....	10.	100.
— (poudre)	5.	50.
Sabine (poudre).....	5.	50.
Strophantus (poudre semences)...	0.0006	0.006
— (teinture)	0.01	0.10
Strophantine et Ouabaïne.....	0.0003	0.003
Trisulfure d'arsenic.....	30. (cheval seul)	300.
Vératrine et ses sels.....	0.08 (cheval seul)	0.80

TOXIQUES. — Tableau C. — Unité chien.

	Dose limite par unité de prise, gr.	Poids maximum récipient, gr.
Acétate de plomb liquide (Sous-)..	usage externe	
Acide chlorhydrique.....	1.	10.
— chromique	usage externe	
— nitrique	usage externe	
— oxalique	1.	10.
— Picrique	usage externe	
— sulfurique	0.50	5.
— — alcoolisé	2.	20.
Adonis vernalis.....	0.25	2.50
Alcoolature d'aconit (feuilles)....	0.10	1.
Ammoniaque	1.	10.
Anesthésiques locaux : Novocaïne, Stovaïne	0.20	2.
Caustique au chlorure d'antimoine.	usage externe	
— au chlorure de zinc.....	usage externe	
— de potasse et de chaux (poudre de Vienne)..	usage externe	
Chloral hydraté.....	3.	30.
Trichloroéthylène (Tétrachlorure de carbone)	4.	40.
Chlorure d'antimoine (Tri-).....	usage externe	
Chlorure de zinc.....	usage externe	
Composés organiques d'arsenic :		
Cacodylate de soude.....	0.50	5.
Méthylarsinate de soude.....	0.10	1.
Novarsénobenzol	0.25	2.50
Sulfarsénol	0.25	2.50
Galyl	0.25	2.50
Atoxyl ou Trypoxyl.....	0.20	2.
Stovarsol	1.	10.
Tryparsamide (Tryponarsyl).....	1.	10.
Créosote	1.	10.
Crésylol et Crésylate de soude....	2.	20.
Formaldéhyde	1.50	15.
Essence de moutarde.....	usage externe	
Gaiacol	2.	20.
Huile de foie de morue phosphorée.	0.10	1.
Iode	0.25	2.50
Liqueur de Van Swieten.....	usage externe	
— de Villatte.....	usage externe	
Nitrate d'argent.....	0.10	1.
Pelletiérine et ses sels.....	0.30	3.

TOXIQUES. — Tableau C. — Unité chien (Suite).

	Dose limite par unité de prise. gr.	Poids maximum récipient. gr.
Phénol	0.25	2.50
Pommade au sublimé corrosif.....	usage externe	
— mercurielle (part. égales)	usage externe	
— — belladonnée...	usage externe	
— à l'oxyde de mercure...	usage externe	
Protochlorure de mercure (Calomel) .	0.50	5.
Santonine	0.10	1.
Scille (poudre)	0.40	4.
— (teinture)	2.	20.
Sirop d'aconit.....	20.	200.
— de belladone.....	10.	100.
— de digitale.....	15.	150.
— de morphine.....	20.	200.
— d'opium	20.	200.
Sulfate de spartéïne.....	0.10	1.
Sulfate de zinc.....	usage externe	
Teinture de belladone.....	5.	50.
— de digitale.....	1.	10.
— d'iode	3.	30.
Trioxyméthylène	usage externe	
Vitamines D cristallisées.....	20.000 U. I. par c.c. ou gr.	400.000 U. I.

Nous prions donc M. le Ministre de l'Agriculture de vouloir bien accueillir notre requête pour prendre, d'accord avec M. le Ministre de la Santé publique, l'arrêté que nous sollicitons en spécifiant, comme nous l'avons dit, afin d'éviter tout malentendu, que les doses ainsi tolérées sans ordonnance *ne peuvent être délivrées que par les pharmaciens*.

Nous répétons que cet arrêté constitue la première et la plus urgente de nos revendications, parce qu'il est *absolument nécessaire* à la régularité de l'exercice de la pharmacie vétérinaire.

Mais, nous sommes pénétré de l'importance de nos autres demandes et nous sommes persuadé que, tôt ou tard, on sera obligé de les admettre. Souhaitons, dans l'intérêt de la civilisation, en général, comme du point de vue français, en particulier, que ce soit tôt plutôt que tard.

Et, avant de rapprocher nos Conclusions, signalons le dicton affiché dans les pharmacies chinoises (1) :

« Le pharmacien qui délivre des médicaments doit avoir deux yeux, le médecin qui les prescrit n'en a besoin que d'un, à l'encontre du malade qui peut et doit être aveugle ».

Dicton qui est vrai, à la cécité du malade près, pour la médecine vétérinaire comme pour la médecine humaine, et qui marque de façon merveilleuse en même temps l'art et la mission de contrôle nécessaires du pharmacien.

Est-ce trop demander au Gouvernement auquel nous nous adressons d'avoir, lui aussi, deux yeux pour nous lire et deux oreilles pour nous entendre ?

Rappelons enfin, pour justifier notre action et nos conclusions, l'opinion — qui fait autorité dans le monde vétérinaire — de E. LECLAINCHE :

« Un siècle a suffi pour que la médecine vétérinaire, libérée de la tare originelle, conquière, non sans luttes, sa place dans la science et dans la société. Et voici qu'ayant à peine atteint ses buts elle est menacée de *régression*, qu'elle doit s'adapter

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *La Pharmacie à travers les âges*, p. 415.

à des situations nouvelles, et que commence sans doute une nouvelle période de son histoire... ».

Nous avons dit que nous voulions lutter contre cette régression : nous proposons des éléments qui peuvent servir de base à cette nouvelle période...

Il convient, en définitive, de décider si les vétérinaires veulent ou non — dans un simple esprit de lucre plus apparent que réel — rester des « maréchaux » malgré le monopole et le titre qu'on leur a reconnu, en s'obstinant à vouloir s'opposer ainsi au développement de la science et du progrès.

Il s'agit également de savoir s'il est juste, logique et profitable pour l'intérêt général, de défendre les droits conférés par certains diplômes d'Etat, comme celui de vétérinaire (loi sur l'Exercice de la médecine vétérinaire), tandis que des droits afférents à d'autres diplômes d'Etat semblables, — tel celui de pharmacien, — resteront négligés.

CONCLUSIONS

Des faits et arguments exposés au cours de ce travail, il découle que les mesures suivantes paraissent s'imposer :

- 1° *En première urgence : un arrêté analogue à celui du 2 mars 1938, mais concernant les produits vétérinaires et s'inspirant, si on le juge à propos, des données de cette étude;*
- 2° *Application du décret et de la circulaire du 20 mars 1930 : (Obligation pour le vétérinaire de se fournir, pour les toxiques B, chez un pharmacien de sa commune ou de la commune contiguë);*
- 3° *Observation absolue de l'article 25 du décret du 14 septembre 1916: (Dans le cas où il délivre lui-même des toxiques A, B ou C (compte tenu du décret du 9 novembre 1937 pour les toxiques C), le vétérinaire doit fournir une ordonnance répondant aux exigences de l'article 20 du décret du 14 septembre 1916);*
- 4° *Obligation de la caution d'un pharmacien responsable dans la fabrication et la vente des spécialités, sérums et vaccins vétérinaires, comme cela existe pour les spécialités, sérums et vaccins destinés à la médecine humaine — en France, — à la médecine humaine et vétérinaire en Tunisie;*
- 5° *Application de la loi du 4 septembre 1936 au colportage vétérinaire;*
- 6° *Modification de l'article 17 du décret du 14 septembre 1916 dans le sens de l'article 27 de la loi du 21 Germinal an XI;*
- 7° *Enfin, mise à l'étude d'un projet de loi sur l'Exercice de la pharmacie vétérinaire, corrélatif de la loi sur l'Exercice de la médecine vétérinaire (du 17 juin 1938).*

* *

En 1558, au moment où la querelle des médecins et des apothicaires avait le plus d'acuité, — cette querelle qui inspirait beaucoup plus tard encore la verve de VOLTAIRE, — un apothicaire de Lyon, Pierre BRAILLIER, — serait-ce bien sous un pseudonyme le célèbre Bernard PALISSY, comme le prétend M. BOUVET ? — répondait à un médecin de cette même ville qui n'était pas particulièrement tendre pour nos confrères d'alors. BRAILLIER dédiait ses « *Articulations* » à noble seigneur Claude GOUFFIER, comte de Corvasz et de Maulevrier, seigneur de Boisy et grand Ecuyer de France ».

C'est au digne successeur des grands Ecuyers de France, à M. l'Inspecteur NICOLAS, Directeur des Services vétérinaires, que, non peut-être sans un peu de prétention, et en m'excusant de la forme peu courtoise, j'adresse à mon tour les vers qui précédaient cette dédicace :

« Diras-tu mon livre menteur
« Ou qu'il en ait quelque apparence ?
« Tout homme de bonne science
« Le lisant jugera fort bien
« Que ce qu'ay mis en évidence
« Est véritable et faict pour bien. » (1)

Vu :

Le Doyen,
Jean LEPINE.

Vu :

Le Président de la Thèse,
F. MANCEAU.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 13 avril 1940.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
A. LIRONDELLE.

(1) L. REUTTER DE ROSEMONT. — *Hist. de la Pharmacie à travers les âges*, t. I, p. 401.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et monographies consultés (par ordre alphabétique).

- FAUDOT (A.). — Etudes historiques sur la pharmacie en Bourgogne (Paris, Maloine, 1905).
- BERNARD. — Responsabilité professionnelle du vétérinaire (*Thèse* du 13 février 1931, Lyon).
- BOSVIEL, DUFAU, ROZET et TORAUDE. — Législation française des substances vénéneuses (Paris, Vigot).
- BOURGELAT. — Eléments de l'Art vétérinaire, matière médicale raisonnée ou Précis des médicaments considérés dans leurs effets, tome I et tome II (Huzard, rue Montmartre, à Paris, an IV).
- BOUVET (Maurice). — Histoire de la Pharmacie en France (Editions Occitania, 1937, 6, Passage Verdeau, Paris, IX°).
- CERBELAUD. — Manuel vétérinaire (Cerbelaud, Paris, 1922).
- CHAMARAUD. — Contribution à l'Etude des « simples » chez les apothicaires lyonnais au cours du xvi^e siècle (Bosc frères, M. et L. Riou, Lyon, 1933). Thèse Doctorat en Pharmacie, Lyon.
- CHARLES-ESTIENNE et Jean LIÉBAULT. — « La Maison rustique » (Claude Carteron et Charles Amy, Lyon, 1689).
- Codex Medicamentarius Gallicus*, 6^e édition, 1937, t. I et II (Oberthur, Rennes, 1937).
- DELAUD. — De l'Exercice de la Pharmacie par les Vétérinaires (Sébille, Toulouse, 1911).
- DE GARSALT. — Le Nouveau Parfait Maréchal ou La Connaissance Générale et Universelle du Cheval, divisé en Sept Traités (Huzard, Paris, an XIII (1805).
- DUCASSE (M.). — Précis de Pharmacie Vétérinaire pratique (Paris, 1893).
- GUIART (J.). — La Gaule avant les Gaulois (*Biologie Médicale*, 27^e vol., août 1934).
- La Gaule et la Médecine gauloise (*Biologie Médicale*, 27^e vol., février 1937).
- Inconnu*. — Manuscrit datant de 1773 approximativement et appartenant à l'Ecole Vétérinaire de Lyon, Traité de médecine vétérinaire.

- JULLIAN (Camille). — Histoire de la Gaule, t. I, 7^e édit. (Paris, Hachette).
- KAUFMANN. — Traité de Thérapeutique et de Matière médicale vétérinaires (Asselin et Houzeau, Paris, 1901).
- LAISNEL DE LA SALLE (Germain). — Le Berry : Croyances et Légendes (Paris, Chaix, 1875, 2 vol.).
- LEBAS (Joseph). — Pharmacie Vétérinaire (Paris, 1823).
- LECLAINCHE (E.) — Histoire de la Médecine vétérinaire (Office du Livre, Toulouse, 1936).
- MOLLEREAU, PORCHER et NICOLAS. — Vade-mecum du Vétérinaire (Vigot, Paris, 1931), (7^e édition).
- MOSELMAN et HEBRANT. — Précis de Toxicologie vétérinaire (Lamertin, Bruxelles; Asselin et Houzeau, Paris, 1895).
- PERREAU (E.-H.) — Législation et Jurisprudence Pharmaceutiques (Paris, 1925).
- REUTTER DE ROSEMONT (D^r L.). — Histoire de la Pharmacie à travers les âges, t. I et t. II (Peyronnet, Paris, 1931).
- Revue d'Histoire de la Pharmacie (*Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie*, Paris, n^{os} 106, 107, 109).
- SÉVILLA (H.-J.). — L'Art Vétérinaire antique (Extrait du *Recueil de Médecine Vétérinaire*, Ecole Alfort, t. CXII, 1936, n^{os} 8, 9, 10).
- SYNDICAT NATIONAL DES VÉTÉRINAIRES DE FRANCE ET DES COLONIES. — Règlement de Déontologie (Bertrand, Beaune, 1934).
- TARDY (F.). — Histoire de la Pharmacie à Bourges et en Berry des origines à la loi de Germinal, an XI (1803) (Edition Occitania, Paris, 1937). Thèse Doctorat en Pharmacie, Lyon.

(Voir également les références bibliographiques en bas de page.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	11
 CHAPITRE I^{er}. — Aperçu historique de la pharmacie vétérinaire, ses relations avec la médecine vétérinaire. Etude comparative de l'évolution de la médecine et de la pharmacie humaines :	
I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	13
II. — DE L'ANTIQUITÉ A LA PÉRIODE MODERNE.....	15
Hindous, Mèdes et Perses.....	15
Elamites	17
Hébreux	18
Egypte	19
Grèce	20
Rome	21
Bysance	23
Moyen âge	26
Arabes	31
III. — L'APOTHIKAIRE	34
IV. — LE « MARESCHAL ».....	37
V. — LA PHARMACIE VÉTÉRINAIRE AVANT LA CRÉA- TION DES ÉCOLES	39
VI. — L'ECUYER	41
VII. — L'INSTITUTION DES ÉCOLES VÉTÉRINAIRES.....	46

VIII. — APERÇU HISTORIQUE DE LA RÉGLEMENTATION DES TOXIQUES	51
--	----

CHAPITRE II. — Situation actuelle de la pharmacie vétérinaire en France :

I. — MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES NE CONTENANT PAS DE TOXIQUES	56
II. — MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES CONTENANT DES TOXIQUES	57

CHAPITRE III. — Situation de la pharmacie vétérinaire dans les Colonies françaises et Pays de Protectorat :

Algérie	66
Maroc	66
Etats du Levant.....	67
Etablissements français de l'Océanie et Nou- velle-Calédonie	67
Etablissements français de l'Inde.....	67
Afrique Equatoriale Française, Cameroun, Togo, Côte des Somalis.....	67
La Réunion.....	69
Madagascar	70
Martinique, Guadeloupe, Guyane.....	71
Indochine	72
Tunisie	72

CHAPITRE IV. — Situation de la pharmacie vétérinaire à l'étranger :

Allemagne	76
Argentine (République).....	77
Australie	77
Autriche	78
Belgique	79
Brésil	79

	Pages
Bulgarie	80
Canada	80
Chili	81
Chine	81
Colombie	82
Danemark	82
Egypte	83
Espagne	85
Estonie	85
Etats-Unis	86
Finlande	87
Grande-Bretagne	87
<i>Empire de l'Inde</i>	88
Grèce	89
Hongrie	89
Iran	90
Italie	91
Japon	91
Lettonie	92
Lithuanie	93
Luxembourg (Grand-Duché)	93
Norvège	94
Pays-Bas	95
<i>Indes Néerlandaises</i>	95
Pologne	96
Portugal	96
Roumanie	97
Russie — U.R.S.S.	98
Suède	99
Suisse	99
Tchécoslovaquie	100
Turquie	100
Union Sud-Africaine	101
Uruguay	102
Yougoslavie	102

CHAPITRE V. — Discussion :

I. — L'EXERCICE DE LA PHARMACIE RELÈVE-T-IL DES VÉTÉRINAIRES ?

1) Economie pour l'éleveur ?.....	103
2) Eloignement du pharmacien ?.....	106
3) Aptitude pharmaceutique du vétérinaire ?..	107

II. — MESURES QUI PARAISSENT S'IMPOSER POUR QUE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE VÉTÉRINAIRE EN FRANCE PUISSE S'EFFECTUER RÉGULIÈREMENT ET CONFORMÉMENT AUX NÉCESSITÉS DU PROGRÈS :

1) Observations générales	113
2) Projet de loi sur l'exercice de la Pharmacie vétérinaire	117
3) Modification de l'article 17 du décret du 14 septembre 1916.....	120
4) Application de la loi du 4 septembre 1936 au colportage des produits vétérinaires.....	122
5) Spécialités, sérums et vaccins vétérinaires..	123
6) Observation de l'article 25 du décret du 14 septembre 1916.....	124
7) Règlement d'application du décret et de la circulaire du 20 mars 1930.....	125
8) Arrêté analogue à celui du 2 mars 1938 fixant des doses de tolérance pour la délivrance des toxiques sans ordonnance en ce qui concerne les médicaments vétérinaires.....	126

CONCLUSIONS	143
-------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	145
---------------------	-----

